Richard VOLANGE



Après 44 ans à la DGSE

UN ESPION

Français Parle

Elmoujtahidoun

Mise en page par : Elmoujtahidoun
Email: elmoujtahidoun@gmail.com

INTRODUCTION

Au coeur d'un voyage qui passait par le Kenya et l'Éthiopie, en mars 2019, le président Macron s'arrêta à Djibouti afin de rencontrer les forces militaires françaises présentes dans ce pays de la Corne de l'Afrique, indépendant depuis 1977. Le Kenya et l'Éthiopie, eux, sont deux pays importants de l'Afrique de l'Est pour la diplomatie française. On les appelle des pays « hors champ » car les populations n'y sont pas francophones. Pas de Françafrique là-bas…

À Djibouti, j'étais le chef de poste de la DGSE. En parallèle, je formais des officiers djiboutiens, tout en collaborant avec la CIA pour, entre autres opérations, capturer l'un des terroristes les plus recherchés du monde.

Deux semaines avant l'arrivée d'Emmanuel Macron, une visite préparatoire fut organisée par Franck Paris, le conseiller Afrique du président, qui fut auparavant mon chef du service de géopolitique et de contre-espionnage avant qu'il ne prenne ses fonctions à l'Élysée. Nous avons discuté bien évidemment des questions de sécurité et de l'opération conduite avec succès trois mois auparavant. Le sentiment du travail bien fait nous habitait, après avoir mis hors d'état de nuire l'un des responsables présumés de l'attentat de *Charlie Hebdo.*

À sa descente d'avion, Emmanuel Macron fut accueilli par le président djiboutien Ismaïl Omar Guelleh et par l'ambassadeur de France. Au pied de l'Airbus A330 présidentiel, l'ambiance était chaleureuse, la

France et Djibouti venaient de réussir une belle collaboration antiterroriste. Pour ma part, j'attendais à l'hôtel et fis savoir à Franck Paris qu'en cas de question sur les sujets de sécurité extérieure, je me tenais à la disposition du président, à n'importe quel moment. Une proposition de principe, car je connaissais la méthode de travail d'Emmanuel Macron. Quand il part en déplacement, il lit des quantités industrielles de notes sur tous les sujets susceptibles d'être abordés. Il absorbe et assimile absolument tout. D'une intelligence hors normes, il n'avait donc pas besoin de me poser la moindre question.

En tant qu'agent de terrain, on rencontre rarement le président de la République française. À l'époque de la guerre civile à Kinshasa, je sus que Jacques Chirac avait réclamé des informations sur moi, car j'avais dû gérer une situation abrasive, un peu livré à moi-même, au moment d'une tentative sanglante de coup d'État.

Le lendemain de l'arrivée d'Emmanuel Macron fut organisée une visite aux forces : l'escadron de chasse, le 5 régiment RIAOM de l'Armée de terre et les forces coopératives. Le passage en revue eut lieu dans un grand hangar d'avions. Il était onze heures, sous une chaleur intense. Tout le monde se montrait un peu fébrile. Le président était accompagné de Florence Parly, ministre des Armées, de Jean-Yves Le Drian, patron du Quai d'Orsay, et de Brune Poirson, secrétaire d'État au numérique. La presse spécialisée suivait leurs moindres faits et gestes. Je discutai d'abord avec Jean-Yves Le Drian, très sympathique :

– Alors, vous ne regrettez pas trop vos années au ministère de la Défense ?

– Non, je voyage énormément, c’est passionnant…

Un peu plus tard, l’ambassadeur me fit signe de m’écarter un peu, tout en demandant à la presse de s’éloigner. Je me retrouvai alors en tête-à-tête avec Emmanuel Macron.

– Bonjour, monsieur le président, je suis Richard Volange, chef de poste de la DGSE.

– Ah, très bien ! Comment allez-vous ?

Sa poignée de main était résolument ferme, comme on l’imagine en l’observant à la télévision.

Je remerciai le président d’avoir mis du liant dans les relations interservices à travers ses entretiens avec son homologue djiboutien, ce qui m’avait beaucoup aidé pour la fin de ma mission. Je lui racontai brièvement aussi la collaboration réussie avec les services djiboutiens.

Le président semblait ravi de rencontrer un agent de la DGSE et savait tout du fonctionnement de nos services.

– Je raconterai à Emié (directeur général de la DGSE) que je vous ai rencontré. D’ailleurs, je viens de recevoir sa dernière note, lança le président.

Il me félicita pour l’opération conclue avec succès, me tapa sur l’épaule et prit congé. Après avoir fait quelques pas, il se retourna soudainement et m’adressa un grand signe, pouce levé, sous les yeux des militaires français de Djibouti, puis il reprit son chemin avec l’ambassadeur.

Étonné, un collègue m’interrogea :

– Mais tu le connais ?

– Pas du tout !

Emmanuel Macron savait probablement que j’avais servi mon pays pendant quarante ans, sillonnant

l'Afrique dans le but de protéger les intérêts de la France. Son geste sonnait comme une reconnaissance du travail accompli.

Mon histoire est celle d'un agent secret dévoué et passionné.

CHAPITRE I

LA DGSE, UNE HISTOIRE DE FAMILLE

Enfant, je ne savais pas quoi inscrire dans la case Profession au sujet de mon père. J'ignorais tout de ses journées. Ce n'est pas que je ne m'y intéressais pas, bien au contraire. Mais je n'avais pas le droit de savoir.

J'avais compris qu'il faisait quelque chose de «spécial», mais ses activités restèrent un immense mystère jusqu'à la fin de mon adolescence. Pour ma mère, la situation était plus claire. Elle travaillait au ministère des Finances, à la Loterie nationale, l'ancêtre du Loto et de la Française des jeux.

Je savais seulement que mon père était fonctionnaire. À l'époque, nous vivions à St-Maur-des-Fossés, une banlieue aisée du Val-de-Marne, à l'est de Paris. Tous nos voisins affichaient des professions plutôt haut de gamme.

Mes parents, eux, étaient de simples fonctionnaires, des Français moyens. Parfois, devant les copains, il m'arrivait de baratiner, prétendant que mon père était pilote d'avion. Fonctionnaire, cela ne voulait rien dire pour l'enfant que j'étais. Mon père m'avait juste raconté qu'il était graveur avant la Seconde Guerre mondiale, sans s'étendre sur les détails. Plutôt frustrant.

Un gamin a besoin de savoir ce que fait son père, pour le valoriser, s'identifier, se projeter. Mais j'ai grandi en observant le mien de façon floutée. J'avais envie de le porter aux nues, comme tous les garçons. À l'adolescence, j'étais très agacé de me heurter à un mur

à la moindre question. «Richard, ça ne te regarde pas »

Là, j'ai commencé à me dire qu'il exerçait vraiment un métier particulier. Les années passant, il me glissait quelques indices. Comme pour me faire patienter. « C'est secret, je ne peux pas te raconter mes journées. »

Quand j'ai effectué mon service militaire, il m'a enfin tout expliqué, ou presque. Mon père est entré dans la « Boîte » en 1944, à l'époque où elle s'appelait encore le BCRA (Bureau central de renseignements et d'action). L'appellation et l'acronyme ont plusieurs fois changé depuis. En 1945, place à la DGER (Direction générale des études et recherches), puis en 1946 le SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage). Enfin, en 1982, la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) telle qu'on la nomme toujours aujourd'hui. Mon père y est rentré directement à la fin de la guerre, comme beaucoup d'autres résistants.

Mon père était graveur de métier. À l'époque, seuls les gens issus d'une certaine bourgeoisie pouvaient se payer le luxe de suivre de grandes études.

On accédait difficilement au baccalauréat. Les jeunes s'arrêtaient souvent après leur certificat d'études. Ce diplôme leur offrait toutefois une culture générale bien supérieure à celle des lycéens d'aujourd'hui, mais c'est une autre histoire.

En tant que graveur, il fut affecté dans un service en charge de la reprographie, au sein de la « division des moyens généraux ». Il s'occupait de la partie opérationnelle : créer de faux documents, de faux papiers, de faux billets. Tout cela était réalisé de manière très artisanale, à une époque où les technologies numériques n'existaient pas. Mon père travaillait à la

loupe, sur du papier. Le fruit de son travail était ensuite photographié puis reproduit par d'imposants appareils de fabrication allemande. En bout de chaîne, on produisait ainsi des documents plus vrais que nature, en réalité des « vraisfaux ». Difficile de s'y retrouver puisqu'ils étaient tamponnés officiellement et imprimés sur le papier granulé de l'État.

Mon père s'est livré à ce genre d'activités presque toute sa vie et m'a livré de nombreuses anecdotes, mais sur le tard. Par exemple, quand Sékou Touré accéda au pouvoir en 1958 en Guinée, il se rapprocha des Russes et souhaita fonder sa propre monnaie. L'État français réagit aussitôt. La Banque de France exclut la Guinée du franc CFA. Il existait alors deux statuts d'émission pour le franc CFA : un pour les pays d'Afrique de l'Ouest, l'autre pour les pays d'Afrique centrale. Le franc CFA était indexé sur le franc français. Cette valeur de conversion fixe avec le franc français garantissait la stabilité monétaire des pays membres. Un système de parité assez artificiel, pour être honnête. Aujourd'hui, le franc CFA est indexé sur l'euro. C'est un fonctionnement qui nous coûte cher, mais qui permet à ces pays de disposer d'une monnaie réellement convertible. Elle a beau être surévaluée, cette monnaie a le mérite de tenir le coup.

Sékou Touré estimait qu'il s'agissait d'une monnaie coloniale. Il créa donc le franc guinéen – qui existe toujours, du reste. En pleine Guerre froide, le nouveau président guinéen se rapprocha donc des Russes. Les Soviétiques étaient très présents en Guinée, au Congo et dans d'autres pays d'Afrique. Face au péril communiste, l'État français, notamment par l'entremise du secteur de mon père, passa à l'action. En 1960, l'ex-

SDECE lança une opération connue sous le nom d'« opération Persil ».

Les services inondèrent le marché de faux francs guinéens en fabriquant des tonnes de billets, ce qui coula aussitôt la monnaie. Le franc guinéen n'a donc jamais valu grand-chose. Une monnaie virtuelle, qui sert aux habitants à acheter du pain, guère plus. Les vraies transactions s'effectuent en dollars.

Malgré leur volonté, les Russes étaient bien en peine d'aider les Guinéens sur le plan économique puisque leur monnaie, le rouble, ne valait rien non plus. La France renouvela la fabrication de fausses monnaies à plusieurs reprises, dès qu'un pays africain tentait de s'émanciper par la monnaie.

C'était la grande époque de la Françafrique. Il ne faut pas oublier toutes les ressources naturelles de ces pays : bauxite, or et autres minerais, pétrole… Le sous-sol de l'Afrique, particulièrement riche, attirait les convoitises du monde entier. La France devait faire face à toutes ces concurrences potentielles.

Le service de mon père est aussi intervenu pendant les événements de Mai 68. Au pire de la crise, certains manifestants recevaient des bons de nourriture à valoir chez des commerçants solidaires. Le service a alors fabriqué de faux bons afin d'inonder les commerçants qui ont vite dû arrêter leur élan de solidarité.

Pendant l'affaire du *Rainbow Warrior*, le bateau de Greenpeace coulé par les services français en 1985, mon père était déjà parti à la retraite. C'est son ancien service qui fut chargé de fabriquer les passeports des agents français envoyés en Nouvelle-Zélande.

Malheureusement, les anciens collègues de mon père ont pour le moins manqué de finesse. Ils ont utilisé des numéros de passeport qui se suivaient, attirant l'attention des autorités locales. D'autant qu'à Auckland, à cette période de l'année, les touristes ne sont pas légion.

Alors, le camping-car des agents français n'est pas passé inaperçu, à la limite du ridicule. Quand les policiers néo-zélandais ont interpellé les agents français, ils ont aussitôt compris.

Tout au long de ma carrière, mes papiers d'identité provenaient aussi de ce service : ma fausse carte d'identité, mon faux passeport, mon faux permis de conduire. La totale ! Comme chaque agent, j'avais des identités fictives. Si un policier venait à m'arrêter en France, par exemple pour un simple contrôle routier, cela renvoyait automatiquement sur un fichier que la police n'avait pas la possibilité de consulter. Cependant, ces papiers servaient uniquement lors des opérations, pas pour se balader dans la rue en famille.

Nous avions aussi des attestations non-nominatives, sans notre photo, avec le sigle du ministère de la Défense. En cas d'interpellation, le policier était obligé d'appeler un numéro qui le conduisait à la DGSE. Cela m'est arrivé. C'était un peu pénible, mais une fois le coup de téléphone passé, cela se terminait rapidement et nous pouvions filer.

Quand je suis entré à la DGSE pour mon service militaire, j'ai côtoyé les collègues de mon père, même si ceux-ci allaient tous partir à la retraite au même moment. En 1978, une génération entière commençait à se retirer, après trente-sept ou trente-huit années de travail, auxquelles on ajoutait les cinq années de guerre.

À l'époque, il n'existait qu'une minuscule prime de 50 francs, soit 7,50 euros – pour compenser le fait de ne pas avoir le droit d'être syndiqués. Cette prime n'avait pas été revalorisée depuis des décennies. Le personnel était très revendicatif à ce sujet. Bien que la France soit en pleine crise, le Premier ministre Raymond Barre avait accepté de débloquer des fonds et d'accorder un statut spécial aux agents des services secrets : trente points d'indice de plus qu'un autre fonctionnaire, et la revalorisation de la prime de contrainte qui allait passer à 1 500 francs, c'est-à-dire 250 euros mensuels. Comme la mesure s'étalait sur dix-huit mois, mon père et ses collègues ont tous été obligés de cravacher un an et demi supplémentaire. Ils sont donc finalement partis en 1981. Cela coïncidait avec l'élection de François Mitterrand.

La DGSE a alors connu une très grosse période de recrutement. C'est en entrant à la Boîte que j'ai rencontré Irène, mon épouse. Elle travaillait au service du personnel. Elle était l'une des secrétaires du général qui dirigeait le personnel civil et militaire.

Irène est eurasienne. Son père était métis et sa mère sino-vietnamienne. Ils ont habité à Saïgon. Leur histoire est passionnante. Son père s'était engagé au GCR (Groupement de contrôle radioélectrique) en 1957, à Saïgon. Il s'agissait du service d'écoutes qui dépendait directement de l'armée. Ce grand service était dirigé par un général. Il disposait d'antennes partout dans le monde. Pour la petite histoire, le GCR a été intégré à la Boîte en 1972.

Mon futur beau-père fut rapidement muté au Laos pour le compte du GCR. Là-bas, un camp militaire était

en construction dans un endroit reculé, à vingt kilomètres de Savannakhet. Le camp s'appelait SENO (pour Sud-Est, Nord-Ouest). C'est là-bas que mon épouse et l'une de ses deux soeurs sont nées. Ce camp luttait contre le mouvement communiste Pathet Lao. C'est l'époque où le communisme émergeait en Asie du Sud-Est.

En 1962, la famille posa ses valises en France pour la première fois. Premier séjour de courte durée puisqu'ils furent rapidement envoyés à Mersel-Kébir, en Algérie, juste après la signature des accords d'Évian. À l'époque, la France avait conservé l'exploitation du pétrole jusqu'à la nationalisation entreprise par le président Boumédiène en 1965. Puis mon beau-père enchaîna les postes, ma femme voyagea donc beaucoup. La famille alternait avec des séjours en France, à la station d'écoute de Domme, les fameuses «grandes oreilles» de la DGSE en Dordogne, près de Sarlat. Irène y a passé son bac, avant de réussir le concours de la DGSE en tant que secrétaire d'état-major. C'est ainsi que je l'ai connue. À l'époque, les gens de la Boîte se mariaient beaucoup entre eux. On baignait dans les mêmes univers.

L'administration, le secret, les voyages à l'étranger. Quand j'ai rencontré Irène, son père était alors en poste à Rabat. Puis nous sommes allés le voir en vacances lors de son affectation suivante à Berlin Ouest. C'était avant la chute du mur, dans l'Allemagne coupée en deux. La spécialité de beau-papa, c'étaient les écoutes, la goniométrie et le morse.

De nombreux enfants du service se mariaient entre eux. C'était beaucoup plus simple pour la sécurité puisque les enquêtes étaient déjà toutes faites. Avec des parents

déjà en place, on ne risquait pas d'être des espions ! Quand un agent rencontrait une femme ou un homme extérieur à la Boîte, il fallait mener l'enquête sur sa vie et son passé. Pour se marier, il fallait demander l'autorisation au directeur général ! Vous vous doutez bien qu'une telle pratique est illégale. Imaginez votre directeur refuser votre mariage parce que l'élu de votre coeur ne lui inspire pas confiance. Chez nous, cela pouvait arriver. Un peu comme dans la famille royale d'Angleterre.

Je me souviens de l'un de mes camarades dont le père travaillait dans la police. Il avait rencontré une Espagnole durant ses vacances. Ils s'aimaient et ont voulu se marier. L'Espagne n'était pas encore dans l'Union Européenne, alors le directeur a refusé ce mariage et mon camarade a été obligé de quitter le service. Ils ne l'ont pas obligé à démissionner, mais il a été muté au ministère des Finances. C'était extrêmement strict. À la DGSE, tout le monde a un côté un peu parano. Dès que ça touche au contre-espionnage, à la sécurité ou à la Russie, beaucoup d'agents voient des espions partout. Je me souviens d'un collègue qui considérait le quotidien du soir *Le Monde* comme un journal crypto-communiste ! Et il ne fallait pas débarquer au bureau avec *Le Canard Enchaîné, Libération* ou pire, *L'Humanité !* Il régnait une méfiance extrême. Certains agents diligentaient des enquêtes pour un rien.

La DGSE, pour certains, représente une véritable histoire de famille. Mon cas n'est pas isolé, bien au contraire. Je connais certaines familles dont une quinzaine de membres font partie de la Boîte ! Il suffit de faire entrer deux ou trois enfants, eux-mêmes se marient

avec des gens du service et ainsi de suite. Des dynasties se sont installées à la DGSE. Tout cela tend toutefois à disparaître progressivement. Le service ne peut plus se permettre de fonctionner en vase clos. Et les générations changent. Au début des années quatre-vingt, la DGSE a commencé à faire passer des petites annonces : «Ministère de la Défense recrute ».

Des jeunes ont passé le concours sans savoir qu’ils travailleraient à la DGSE ! Ils pensaient atterrir au siège du ministère de la Défense et non pas boulevard Mortier. Désormais, la Boîte dispose d’un site Internet avec des informations transparentes. Il y a même une grille de salaires.

La DGSE est indissociable de mon histoire familiale, mais cela ne signifie pas que la DGSE est ma famille. Il ne faut pas tout mélanger. Afin de conserver un semblant de vie privée, il fallait savoir cloisonner. J’ai conservé le fonctionnement de mon père. Les collègues sont des collègues, et endehors des horaires de bureau, on ne les fréquente pas de manière assidue.

Cela nous arrivait malgré tout d’organiser des réunions amicales. Je me souviens être allé parfois en vacances au Lavandou, près de Toulon. Là-bas, un collègue de mon père louait une maison pour plusieurs familles. Une fois à la retraite, mon père a commencé à fréquenter ses collègues plus régulièrement.

Pour mon service militaire, je fus pistonné. Évidemment. La conscription était encore obligatoire, mais elle avait été ramenée de dix-huit mois à un an.

On prenait les jeunes de la région parisienne et on les envoyait dans l’Est, ou en Allemagne. Les gamins du Sud montaient à Paris, etc. On assistait à un grand

brassage régional et il était interdit de faire son service militaire dans son lieu de résidence. Honnêtement, à dix-huit ans, le service militaire me barbait. Je n'avais aucune envie de partir. Et pourtant, j'avais cassé mon sursis qui m'aurait permis de ne l'effectuer qu'à l'âge de vingt-deux ans.

Mon père a donc décidé que j'effectuerais mon service à la Boîte. Comme toutes les autres administrations qui dépendaient de la Défense, c'était Fontainebleau ou Montlhéry, des régiments de transport.

Le train. J'ai été affecté à Fontainebleau pour mes deux mois de classes obligatoires avant de rejoindre la DGSE pour dix mois. Dans le service de mon père ! Il ne voulait pas que je travaille avec lui, alors ils m'ont collé dans un secteur en charge des photocopies et de la préparation des notes qui partaient chez les grands destinataires de l'État. Je faisais des photocopies toute la journée. Le soir, je récupérais les poubelles de tous les employés afin de brûler leurs documents confidentiels à l'incinérateur.

Je n'étais pas le seul gamin de dix-huit ans pistonné. À mes côtés, à Fontainebleau, durant les classes figuraient deux jeunes hommes au patronyme célèbre : les fils de Raymond Barre (Premier ministre de Giscard entre 1976 et 1981) et de Georges Seguy (secrétaire général de la CGT) ! Très amusant de constater que les hommes politiques prônaient l'éloignement et le service militaire, mais pas quand il s'agissait de leur progéniture. Cela interroge sur le bien-fondé du système : pourquoi obliger les autres à faire ce que l'on juge trop dur ou inadapté à ses enfants ? Les fils Barre et Seguy s'entendaient comme deux larrons en

foire, ce qui était cocasse au vu de l'éloignement politique de leurs paternels.

C'est donc au début de mon service militaire que j'ai découvert dans le détail les activités de mon père. J'étais fier d'apprendre ses états de service et ce à quoi il contribuait. Évidemment, il m'a fait jurer de n'en parler à quiconque. Cloisonnement strict. Aujourd'hui, on a le droit de dire à ses amis qu'on travaille à la DGSE. À l'époque, c'était strictement interdit. Toutefois, même si je n'avais pas le droit d'en parler, j'en tirais une satisfaction personnelle. Mon père était beaucoup plus qu'un fonctionnaire du ministère de la Défense. Dans ma tête, tout était enfin clair.

Je me souviens d'une anecdote amusante. À l'âge de seize ans, j'avais rencontré une fille au lycée, qui est devenue ma petite copine.

– Que fait ton père dans la vie ? me demanda Marie.
– Il est fonctionnaire au ministère de la Défense.
– Le mien aussi !
– Ah bon ? À quel poste ?
– Je ne peux pas en parler… et toi ?
– Je n'ai pas le droit de le dire non plus.

Et comme entre deux amoureux qui se dévoilent peu à peu, les langues se sont déliées.

– L'autre soir, je l'ai entendu rentrer, me raconta Marie. Il était énervé. Il parlait à ma mère d'une opération à l'étranger au cours de laquelle il s'était fait tirer dessus.

De fil en aiguille, nous nous sommes confiés progressivement. Nous avons finalement découvert que son père était un militaire du service Action de la DGSE.

Cette fille, je l'ai perdue de vue. Et trente ans plus tard, dans les années 2000, j'ai travaillé avec sa soeur

qui était entrée comme moi à la DGSE, via son père bien évidemment. Le monde – en tout cas le nôtre – est petit ! J'ai grandi dans un monde d'incertitude et de secret.

Après dix mois de service militaire et de photocopies, j'ai intégré la DGSE qui s'appelait encore le SDECE, au service des archives le 1 décembre 1978, en qualité d'agent contractuel de catégorie C, au bas de l'échelle. Ce n'est pourtant pas ce que j'avais prévu. À l'époque, j'étais seulement titulaire d'un BEP d'agent administratif. Alors, seulement la moitié des lycéens obtenaient le baccalauréat. Et il y avait seulement deux filières : littéraire et scientifique. Je souhaitais travailler dans une banque ou être directeur de supermarché. J'avais d'ailleurs reçu une promesse de recrutement de la Société Générale avant mon service militaire. Mais quand j'ai repris contact avec cette banque, on m'a dit que le recrutement était terminé, il n'y avait plus de place pour moi.

En France, le chômage commençait à pointer son nez. On dénombrait un million de chômeurs en 1978. C'était considérable. Afin d'éviter que mon nom ne s'ajoute à la liste, mon père m'a proposé de me faire embaucher à la DGSE. Pistonné, une fois de plus.

Pourtant, ce milieu-là ne me plaisait pas tant que cela. Mai 68 était passé par là. J'appréciais la vie des jeunes de l'époque, sans interdits, avec une vraie liberté de moeurs. En désespoir de cause, j'ai accepté. C'était ça ou rien. Mais en prenant mon premier poste à la Boîte, je me suis aperçu que tout le monde me considérait comme un idiot.

J'étais un pistonné sans gros bagage scolaire. J'ai alors tout repris à zéro avec ma soeur, qui avait suivi des

études supérieures, et mes cousins agrégés de sciences naturelles. J'ai entrepris de suivre des cours au sein du service de formation de la DGSE et de présenter tous les concours de l'administration.

Je réussis le concours C assez rapidement et devins titulaire de la fonction publique ; puis le concours B que j'obtins après deux tentatives. Il y avait peu de postes budgétaires à l'époque et, cette année-là, nous fûmes seulement deux à réussir ce concours par voie interne. À trente-et-un ans, après des cours en amphi et par correspondance, je passai le concours de catégorie A et devins officier, cadre de la fonction publique. J'avais perdu sept ans mais réussi à rattraper mon retard. Je m'étais inscrit aux formations interministérielles pour préparer les IRA (Instituts régionaux d'administration) à des fins de support pour la réussite du concours A de la Boîte. C'était une espèce de sous-ENA, créée par la loi de décentralisation de 1983. Il s'agissait de former des gens au poste de secrétaire général de préfecture. Et j'en ai bavé ! Après ma journée de travail, je courais dans l'amphithéâtre de la rue des Bons-enfants, dans le viii arrondissement, où un étage du ministère des Finances était réservé à la formation. C'était l'ancêtre du grand bâtiment de Bercy que l'on connaît aujourd'hui. Chaque soir, je repensais à ce que m'avaient dit mes parents à longueur de temps durant ma jeunesse.

– Tu ne veux pas faire d'études ?

– Non…

– Tu le payeras un jour. Ça n'a pas raté !

En rentrant très tard à la maison, il m'arrivait de verser des larmes de rage. Je me sentais con de ne pas les

avoir écoutés. D'autant que j'étais devenu père de famille avec la naissance de mon fils Frédéric, en 1984.

J'avais été piqué au vif par les remarques de Louis Mariot, mon chef de secteur des archives centrales, un être plutôt méprisant :

– Richard, tu finiras catégorie B comme ton père.

Je voulais à tout prix donner tort à ce type stupide. Il avait fait partie de l'ORCG (Office de recherche des criminels de guerre). C'était un fils d'architecte, issu de la bourgeoisie. Il méprisait ceux qui ne venaient pas de son monde.

J'ai réussi le concours A du premier coup, en 1991, dès mon entrée au Service Afrique. Dans ma promotion, nous n'étions que six, dont trois par voie interne. Alors, Louis Mariot, un commentaire ?

CHAPITRE II

À LA RECHERCHE DES TRAÎTRES

Le statut d'ancien combattant donne accès à des médailles. Au sein du service Archives, l'une de mes fonctions était de rechercher dans les fichiers les personnes proposées pour une distinction honorifique et de vérifier leur passé.

Un beau jour, nous avons détecté un usurpateur. Un traître. Celui-ci avait déposé son dossier en tant qu'ancien résistant. Mais après enquête, nous nous sommes aperçus qu'il avait servi dans la LVF (Légion des volontaires français), c'est-à-dire la milice à la solde de l'armée allemande.

Dans un second temps – après avoir senti le vent tourner –, il avait intégré un réseau de la résistance en cachant son passé de milicien.

Les miliciens portaient un béret montagnard de couleur noire, comme on peut le voir dans les films sur la guerre 39-45. Ils traquaient les résistants pour le compte des Allemands. Des Français avaient rejoint leurs rangs.

Toutefois, les nazis n'ayant guère confiance en eux avaient restructuré cette police politique. Certains miliciens furent ainsi écartés, raison pour laquelle on recense aujourd'hui des Français qui furent à la fois miliciens et résistants.

Le traître était donc passé entre les mailles du filet pendant de longues années. Hors de question d'accorder une médaille à un type qui avait servi les Allemands.

Nous fûmes très satisfaits de le repérer. Sa demande fut invalidée, mais il y avait prescription. Quoi qu'il en soit, nous n'avions pas de preuves matérielles de sa participation à des opérations de tortures ou des exactions. Il n'y eut pas de poursuites judiciaires, mais on lui fit comprendre qu'il valait mieux qu'il se fasse discret.

Comment dénicher un traître ? Quand un ancien résistant – ou prétendu tel – formulait sa demande de reconnaissance, cela passait par la Sécurité militaire (devenue aujourd'hui la DRSD, Direction du renseignement et protection du secret-défense). Deux militaires de cet organisme étaient à nos côtés. Nous prenions le relais et fouillions tous les fichiers : LVF, BCRA de Londres, BCRA d'Alger et tous les documents post-guerre, d'Indochine et de tous les postes extérieurs. Un véritable travail de fourmi.

Les services secrets avaient récupéré le fichier LVF, tout du moins une partie, à la Libération, dans les poubelles du château de Versailles.

Les fichiers BCRA provenaient de Londres et d'Alger mais n'étaient pas complets, car l'un des bateaux avait coulé dans la Manche, noyant sa précieuse cargaison.

Je me souviens aussi de l'affaire Klaus Barbie, en 1983. Le quatrième président de la V république, François Mitterrand, élu en 1981, avait créé un mouvement de résistance durant la Seconde Guerre mondiale, après s'être évadé de prison en Allemagne. Alors président de la République, François Mitterrand a envoyé un de ses hommes éplucher tous nos fichiers, notamment les archives du BCRA, afin de chercher des informations ou des documents sur Klaus Barbie.

Pendant des semaines, il s'est penché sur les supposés traîtres au sein de la résistance qui auraient permis la capture de Jean Moulin par la Gestapo de Lyon. L'agent restait dans son coin et ne nous communiquait aucune information. Il dépendait directement du président.

Nous n'avons jamais su ce qu'il avait trouvé, mais il semblerait que ses recherches aient grandement aidé dans le procès Klaus Barbie.

Il faut reconnaître que la DGSE s'est fortement inspirée du fonctionnement des réseaux de résistance, en cloisonnant complètement la recherche d'informations et son traitement par les services. Durant la résistance, une tête de réseau gérait des dizaines de personnes sur le terrain, mais était au contact direct d'un nombre infime d'individus. Aujourd'hui, les officiers et les sources sont de la même façon gérés par un officier de recherche, l'équivalent du chef de réseau de la Résistance. Un message est ainsi rédigé par un agent à destination de son officier en deux parties bien distinctes : d'une part l'information proprement dite avec la source désignée par un pseudonyme[1] et son degré de fiabilité, d'autre part les conditions de recueil du renseignement. Les Britanniques travaillent aussi de cette manière. Ils ont peu de sources et privilégient une tête de réseau. Un interlocuteur unique, donc.

Chasser les traîtres : la tâche se révélait importante pour moi car la Résistance, elle aussi, fit partie de mon histoire familiale.

---

1 - Bureau central de renseignements et d'action, le service de renseignement et d'actions clandestines de la France libre.

Mon père avait vingt ans en 1939, quand l'Allemagne envahit la Pologne et que la Seconde Guerre mondiale fut déclarée. Comme tous les jeunes Français, il fut mobilisé et enrôlé dans une unité d'infanterie basique. Après la débâcle de mai 1940, les Allemands envahirent la partie nord de la France et son régiment fut dissous. Il fut alors envoyé à La Rochelle, bientôt encerclée par les Allemands. L'ennemi germanique laissa une chance aux Rochelais : s'ils déclaraient la ville « ouverte » et se rendaient, tout le monde aurait la vie sauve. L'armée française accepta et mon père fuit en zone sud avant d'être démobilisé. En 1942, les Allemands envahirent la zone sud et la flotte française se saborda à Toulon. S'il n'était pas capturé, mon père n'en était pas moins redevable envers l'Allemagne. C'est le STO qui l'attendait. Pour échapper au Service de travail obligatoire qui envoyait les hommes français en Allemagne, mon père se cacha dans une ferme, près d'Angers. Ma grand-mère y avait des amis. Cette ferme constituait un réseau de résistance. Vous comprenez pourquoi mon père avait le culte du secret.

Un beau jour, il y eut une descente de l'armée allemande dans la ferme. Le chef du réseau parvint à s'enfuir dans la forêt. Les résistants affiliés au réseau britannique Buckmaster avaient été infiltrés par Jacques Vasseur, un traître qui travaillait comme interprète à la Gestapo d'Angers. Mon père, lui, fut emprisonné mais il s'évada six mois plus tard.

Enfant, à la fin du dîner, quand je voyais mon père mouiller son doigt et attraper les ultimes miettes de pain qui restaient sur la table, je comprenais qu'il avait souffert de la faim durant sa captivité. Il partagea sa cellule avec

un cheminot qui travaillait aussi pour la Résistance. Sa mission : fournir des renseignements qui permettraient de faire sauter les trains ! Le comble pour un cheminot. Une fois la guerre terminée, mon père et lui n’ont jamais coupé les ponts. Nous l’avons toujours fréquenté. C’était très émouvant de les voir ensemble. J’ai d’ailleurs conservé le cadeau qu’il m’a offert à mon mariage.

En 1965, mon père fut convoqué au procès de Jacques Vasseur, un type brillant qui avait suivi des études et parlait couramment l’allemand. Il s’était mis au service de la Gestapo d’Angers en tant que traducteur, mais il avait poussé le zèle en menant une double-vie.

Ce traître avait réussi à intégrer des réseaux de la Résistance. À la fin de la guerre, Jacques Vasseur se cacha et fut condamné à mort par contumace. Les gendarmes rendaient régulièrement visite à sa mère, mais il n’y avait pas la moindre trace de lui. Nulle part. En réalité, il vivait dans la cave, reclus. Au bout de dix-sept ans, il s’est rendu à la police. Pendant toutes ces années, sa mère n’achetait jamais de lames de rasoir deux fois dans la même ville pour éviter de se faire repérer. Finalement, le procès eut lieu en 1965. Mon père fut convoqué, comme tous ses anciens compagnons.

Depuis la fin de la guerre, c’était la première fois qu’ils se revoyaient. Vasseur fut condamné à mort par le tribunal militaire. Il devait finir fusillé par un peloton d’exécution, mais le général de Gaulle le gracia. Sa peine fut commuée enréclusion à perpétuité, finalement ramenée à vingt ans par le président Pompidou. Cet ignoble traître sortit donc un jour de prison pour partir vivre… en Allemagne, où il se maria. Le dossier de

l'époque ne laisse place à aucun doute : ce sinistre personnage avait des morts sur la conscience.

Comme mon père ne savait pas ce que tous ses anciens compagnons étaient devenus, j'ai pu lui dénicher des informations dans les archives. Idem pour ses ennemis. J'ai notamment retrouvé la trace d'un de ses bourreaux qui ne cessait de le tabasser en prison. J'ai découvert qu'il avait pris la fuite, avant d'être capturé puis décapité par des résistants communistes dans la région de Toulouse.

– Tu vois, papa. Lui, au moins, ils l'ont liquidé, lui dis-je avec un certain soulagement.

CHAPITRE III

MES DÉBUTS CLANDESTINS

En 1978, pour effectuer mes classes, j'ai passé un an en sous-sol au service des visas. Je classais et microfilmais tous les visas obtenus par différentes personnes sur des pays sensibles, essentiellement d'Europe de l'Est, durant la Guerre froide. Guère passionnant.

Puis je suis monté d'un étage pour me retrouver à la section Fichage. Un travail administratif de fourmi, car les ordinateurs étaient encore rarissimes dans les services. Je remplissais des formulaires sur un peu tout le monde (personnes physiques ou morales) qui apparaissait sur les différents documents et messages reçus par le service. La naissance d'une base de données.

Ensuite, je suis monté d'un cran à la section Recherche où j'étais chargé de constituer les dossiers de personnes qui faisaient l'objet d'une demande de renseignement de la part des services du SDECE. Il s'agissait surtout de compiler les différentes notes rédigées, car alors, aucun dossier sur des personnes n'était réellement constitué.

Durant mes années aux archives, on me confia le poste de représentant de la DGSE auprès de la CNIL, la Commission nationale de l'informatique et des libertés.
Conformément à la loi, le service avait alors déclaré une partie de ses fichiers. Les requérants disposaient d'un

droit d'accès indirect, comme pour tout organisme touchant à la sûreté de l'État. Un membre de la CNIL se rendait alors dans nos locaux, à la Centrale, pour vérifier si les informations au sujet requérant étaient bien conformes ou non à la loi, sans fournir le contenu des documents éventuellement détenus par le service. J'étais chargé de vérifier dans les fichiers pour chaque requérant.

Le directeur de la CNIL, Jacques Fauvet (ancien directeur du journal *Le Monde)* débarqua un jour à la Centrale et frappa à la porte de mon bureau, flanqué de mon chef de service. Ils me tendirent une carte d'identité bulgare et un passeport.

Après recherche dans nos fichiers, l'individu en question faisait l'objet d'une note pour suspicion d'espionnage et d'infiltration au sein d'un parti politique.

Jacques Fauvet affichait son mécontentement car cette personne avait déposé une demande de naturalisation plusieurs fois refusée. Il ne décolérait pas contre cette « simple suspicion », il est vrai, peu étayée. Livide, mon chef de service expliqua que cette note avait été rédigée par le service de contre-espionnage, sans autres éléments *a priori.*

– Cette affaire va remonter très haut, menaça Fauvet. La demande du Bulgare est appuyée par Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche. Je n'ai jamais eu vent de l'épilogue de cette histoire. J'imagine que ce Bulgare a eu gain de cause. Laurent Fabius est devenu Premier ministre l'année suivante.

Après dix ans aux archives, le directeur de l'administration (DA) me convoqua dans son bureau, une

démarche inhabituelle de la part d’un directeur à l’égard d’un simple fonctionnaire de catégorie B.
– Voulez-vous partir en poste ? me demanda-t-il.
– Oui, mais je dois d’abord en parler à mon épouse, lui répondis-je.
– Vous avez deux heures ! Tout ce que je peux vous dire, c’est que vous serez entouré de plages et de cocotiers.

Évidemment, Irène me donna son accord, et me voilà parti en repérage dans une petite île touristique des Antilles avant le grand départ en février 1989, avec mon épouse et mon fils.

Mon rôle ? Simple agent immobilier en charge de locations saisonnières de villas. Cela permettait de «faire de l’argent », c’est-à-dire de transformer des fonds normaux en fonds spéciaux. On pourrait nommer cela du blanchiment institutionnel.

Les fonds spéciaux sont utilisés lors d’opérations à l’étranger, pour financer les actions des agents, la rémunération des sources, etc.

La DGSE manquait constamment de fonds spéciaux. Il fallait donc régulièrement envoyer des agents clandestins à l’étranger pour qu’ils investissent dans une entreprise avec des fonds normaux, les bénéfices devenant des fonds spéciaux. Cet argent repartait sur un compte appartenant à une société dirigée en sous-main par la Boîte.

Ma mission aux Antilles dura deux ans. Là-bas, j’ai créé une activité qui n’existait pas avant moi, je gérais de très belles villas qui étaient louées à l’époque 7 500 euros la semaine en haute saison à des touristes américains aisés, et je vivais avec ma famille dans l’une d’entre elles. Je faisais de la publicité comme toute

entreprise pour trouver des vacanciers et j'avais développé une activité qui générait plusieurs millions de francs. Si la vie était agréable sur l'île, le niveau de vie était très élevé. J'aurais pu y rester plus longtemps mais cela commençait à poser des problèmes.

Un directeur général fraîchement nommé souhaita y mettre un terme. Il est venu me voir incognito sur l'île :

– Volange, quand j'ai pris mon poste, on m'a alerté sur les risques de votre action sur cette île.

En effet, comme les villas appartenaient à l'État français, la mairie locale aurait dû pouvoir exercer un droit de pré-emption dessus. Mais la Boîte était passée outre. En plus, comme mon agence immobilière fonctionnait bien, cela faisait de la concurrence déloyale aux locaux. Une situation qui est remontée jusqu'au cabinet du Premier ministre.

J'ai même reçu la visite de la gendarmerie locale, qui voulait consulter les statuts de mon entreprise. Évidemment, je disposais d'une bonne couverture adossée à une véritable société et un compte bancaire tout ce qu'il y avait de légal. Malgré tout, je n'étais plus le bienvenu. On m'a fait savoir que je pouvais continuer mes affaires à condition de payer 50 millions d'anciens francs à la mairie (un peu moins d'un million d'euros actuels). Ma direction a refusé le chantage, nous avons donc été contraints de plier boutique et je suis rentré à Paris.

Le directeur général m'a alors demandé :

– Où souhaitez-vous être affecté ?

– J'aimerais travailler sur les sujets africains.

– Je vais vous mettre en relation avec le chef du service de renseignement.

À l’époque, la direction du renseignement se découpait en deux grands services. Le SR, pour service de recherche. Le CE, le contre-espionnage. Le chef du SR était lui-même un ancien « clandé ». Il m’a affecté au secteur Afrique, le mythique secteur N, en tant que rédacteur-analyste.

Ma fiche de poste était claire : compiler les différentes informations parvenues des postes extérieurs, des télégrammes diplomatiques du Quai d’Orsay, des écoutes, des messages transmis par les services de renseignement des pays étrangers, de la presse spécialisée.

Le début de la grande histoire de ma vie.

CHAPITRE IV

HALTE À LA PARANOÏA !

Nous exerçons un métier de schizophrène. Lorsqu'ils allaient nager à la piscine, j'ai connu des agents de la DGSE qui faisaient systématiquement trois fois le tour du bâtiment avant d'entrer. Chez nous, tout le monde a peur d'être suivi. Tout le temps. Sans raison.

À force de se méfier de tout le monde, on se dédouble. Deux personnalités cohabitent en nous. Aujourd'hui, c'est encore pire. Il faut se méfier des téléphones et des réseaux sociaux. Je sais que certains collègues éprouvent des difficultés à s'ouvrir vers l'extérieur, à cause de la peur paranoïaque.

Avec leur téléphone opérationnel, certains jeunes collègues sont capables de traverser Paris pour un simple coup de fil. Tout ça pour ne pas se retrouver sur l'antenne-relais de la Porte des Lilas. Pure parano !
Notre service médical – à travers ses psychologues – a détecté de sacrés cas.

On ne peut pas se permettre de laisser partir à l'étranger des personnes qui se comporteraient de façon irrationnelle. Impossible de s'adresser à des ambassadeurs de façon complotiste ou conspirationniste.

Un agent doit parler, échanger, s'ouvrir. Il ne doit pas se métamorphoser en carpe. Un agent en opération à l'étranger doit être suffisamment solide et équilibré.

Ce qui m'a évité de sombrer dans la paranoïa ? Ma stabilité familiale. Mes parents ne se sont jamais

séparés. Je suis marié à ma femme depuis quarante ans. L’équilibre familial joue un rôle primordial. Il permet de rompre avec notre quotidien de mystères et d’opérations secrètes. Je ne me suis jamais nourri de récits d’espionnages. Certains y ont été biberonnés. Leur boulot, c’était leur vie. Et ils confondaient souvent leur nom fictif, celui sur le faux passeport, avec leur véritable identité. Et c’est exactement ainsi que l’on vrille. Et que l’on pense être suivi quand on va seulement perfectionner son dos crawlé…

J’ai remarqué que nombre de ceux qui ont sombré dans la paranoïa avaient connu une enfance compliquée. J’ai lu des rapports lunaires. Un agent avait cru bon de mentionner qu’un type aperçu dans le métro utilisait deux téléphones. Comme il était maghrébin, l’agent parano imaginait déjà qu’il fomentait un attentat. Aberrant ! Ces bêtises mettent en difficulté l’organisation même de l’entreprise.

Les complots se mettent en place à la vitesse de l’éclair. Quand on se persuade de quelque chose, le moindre élément suffit pour bâtir une rumeur.

Je me souviens du fils d’un lieutenant-colonel qui a travaillé avec nous. De retour d’un poste en Éthiopie, il scénarisait ses comptes-rendus, véritables tissus de mensonges. Ridicule. Il s’inventait une vie, prétendant par vantardise qu’il avait appris et maîtrisait l’amharique (langue verna-culaire en Éthiopie). Une langue ô combien complexe, et je savais pertinemment que c’était impossible. Ses renseignements ne reposaient sur rien. Ses théories se basaient sur de la poussière.

CHAPITRE V

RÉDACTEUR ANALYSTE AU SERVICE AFRIQUE

Quand je suis entré au service Afrique en 1990, j'étais encore en catégorie B. C'est seulement l'année suivante que j'ai été reçu au concours de catégorie A. J'avais bénéficié d'une exception car normalement, seuls les officiers le sont. J'avais joué franc jeu avec le chef du SR qui m'avait reçu à mon retour des Antilles.

– Je ne vais pas vous dire que j'écris comme un journaliste, mais j'apprendrai sur le tas.

– Je vous fais confiance, Volange. Je préfère les têtes bien faites aux têtes bien pleines. Mais je vous préviens, l'Afrique, ça demande énormément de boulot.

Le service Afrique est mythique. Il existe depuis 1960 et occupe tout un étage de la DGSE, avec le service du monde arabe. Hormis quatre autres civils, ce service était donc majoritairement composé de militaires.

J'ai été affecté au sein de la section Afrique centrale en remplacement d'un officier parti en poste à l'étranger. Je travaillais sur l'Angola, le Congo-Brazzaville et la République démocratique du Congo. L'agent installé en face de mon bureau, lui, gérait le Rwanda et le Burundi. Dans le bureau d'à côté, ils suivaient la Centrafrique, le Cameroun, le Tchad et la Guinée équatoriale.

Autant dire qu'il se passait énormément de choses chez nous. À cette époque, l'Afrique centrale se trouvait

en pleine ébullition. Mobutu, la guerre des Grands Lacs, les changements de régime.

En septembre 1991, suite à ma réussite au concours cadre de la fonction publique, je suis parti en stage de formation pendant un an. Le fameux stage A n'était pas découpé comme aujourd'hui et toutes les étapes de validation se situaient sur la période unique d'une année scolaire.

En rentrant à l'été 1992, j'ai récupéré tous mes dossiers, avec le Gabon en plus. Et je suis parti trois semaines découvrir l'Afrique noire. À l'époque, les débutants pouvaient voyager sur l'avion militaire qui acheminait du matériel et récupérait les valises diplomatiques. C'était un Transall qui faisait tous les pays d'Afrique où nous avions une représentation, l'avion était surnommé Médoc. Il y avait un deuxième avion, Médor, qui faisait le Moyen-Orient.

Vêtus de treillis, nous avions le rôle d'aides convoyeurs. C'était un voyage initiatique exceptionnel. Nous partions de la base militaire de Cercottes, près d'Orléans, pour rejoindre l'Afrique de l'Ouest jusqu'au Gabon, puis retour par la RDC, la Centrafrique, le Tchad, le Niger et le Mali. Nous faisions des escales d'une à deux heures dans chaque pays et, le soir, nous restions stationnés. Nous étions accueillis par le chef de poste de la DGSE qui nous faisait visiter les locaux, nous emmenait dîner et nous déposait à l'hôtel. J'ai découvert l'Afrique et son climat équatorial dont nous profitions bien entre les escales en maillot de bain sur le bord du Transall. Mais j'y ai surtout vu des conditions de vie précaires, loin de celles que nous connaissions, ainsi que le manque général d'infrastructures. Je ne me doutais

pas alors que je serais amené à y retourner autant. Ce voyage initiatique a aujourd'hui été remplacé par une mission d'assistance d'une dizaine de jours dans un pays.

Deux ans plus tard, j'ai été affecté au bureau des Invalides en qualité d'officier traitant, le sas d'entrée vers les missions. Je vous en reparlerai dans le chapitre sur la formation.

L'Afrique était importante pour moi, une fois encore pour des histoires de famille. Mon grand-père est mort sur le continent africain à l'âge de trente trois ans. C'était en 1926, près de Tombouctou, au Mali. Il faisait partie d'un régiment de tirailleurs sénégalais. Dans son régiment, il n'y avait que trois Blancs : un officier, un officier-adjoint, et mon grand-père, sergent-major. Le pays était alors pacifié, mon aïeul n'est pas mort au combat mais d'une méningite. Ma famille a conservé tous les papiers. Une tombe de fortune fut édifiée à la hâte sur une piste où passaient les caravanes de chameaux. Les militaires espéraient rapatrier le corps à Tombouctou, mais nous n'avons jamais su ce qu'il était devenu. Mon grand-père a connu la guerre quasiment toute sa vie : engagé en 14-18, il avait servi durant la bataille des Dardanelles, puis à Verdun. Il a été blessé, puis décoré. J'ai conservé sa médaille militaire.

Hélas, après l'armistice, il ne supportait plus la vie de famille, ni son quotidien de petit comptable d'entreprise. Obsédé par la guerre, il s'est réengagé dans l'armée – avec les tirailleurs sénégalais ! Il était pourtant marié, mon père venait de naître… Mais il ne savait que combattre. À l'âge de sept ans, mon père s'est

donc retrouvé orphelin, pupille de la Nation. Heureusement, sa mère avait réussi à refaire sa vie.

L'Afrique m'attirait donc, mais j'en ai bavé. Toujours sur la brèche. Il y avait sans cesse quelque chose à faire. Compiler les renseignements, les diffuser…

De plus, à l'époque, les ordinateurs étaient d'une lenteur sidérante et, surtout, pas en réseau. Chaque soir, il fallait sauvegarder les informations sur un rack qu'on installait sur un PC. On ne pouvait pas partir tant que la longue sauvegarde d'environ trente minutes n'était pas terminée.

Nous travaillions sans compter nos heures. Je ne le regrettais pas, le boulot me passionnait.

Seul problème : les langues étrangères que je ne maîtrisais pas bien. D'ailleurs, pendant ma carrière, j'ai été obligé de reprendre des cours d'anglais. À mes débuts, je n'avais pas de problème, travaillant exclusivement sur les dossiers de l'Afrique francophone. Au fil du temps, l'anglais est devenu indispensable. Il fallait être capable de tenir une conversation avec l'homologue britannique ou américain. À Djibouti, je suais à grosses gouttes en voyant débarquer Glen Vice, un agent de la CIA qui ne parlait pas un mot de français ! Nous devions nous échanger des mémos.

Tout passait par l'écrit. Au bout d'un moment, je ne l'invitais même plus à déjeuner tant on ne savait plus quoi se dire. C'était un café, une info et puis voilà. Ensuite, la CIA l'a remplacé par Matt Byron, un agent qui se débrouillait bien en français tandis que je progressais en anglais. Les choses sont donc rentrées dans l'ordre.

Désormais, tous les jeunes parlent anglais couramment. Quand j'étais à l'école, parents et professeurs ne portaient pas trop d'attention à nos notes en cours d'anglais, seuls comptaient les matières littéraires et scientifiques.

Au secteur N, mon travail consistait à compiler les moindres informations sortant de l'ordinaire et d'en rédiger des notes pour informer les plus hautes autorités de l'État. Les analyses que je rédigeais s'adressaient aux « Grands destinataires » : l'Élysée, le cabinet du Premier ministre à Matignon, le Quai d'Orsay, le ministère de l'Intérieur, des Finances, la Défense, l'Outre-Mer et les grandes entreprises nationales. Les renseignements inédits transmis devaient les aider dans leurs prises de décision. Quand il s'agissait d'une note extrêmement confidentielle ou d'une information particulièrement sensible, la liste des destinataires se réduisait. Le directeur général pouvait prendre la note et en informer directement le président de la République.

Toutes les administrations ont ce genre de communication. Cela permet aussi d'affiner les grandes orientations définies par la LPFP, la Loi de programmation des finances publiques.

L’Angola (sud-ouest de l’Afrique, ancienne colonie portugaise, indépendant en 1975)

En 1992, Jonas Savimbi, un chef nationaliste des années soixante-dix à 2000, parvint à conquérir une bonne partie du pays. Il était le protégé du camp occidental, soutenu par l’Afrique du Sud. À l’inverse, le président élu José Eduardo dos Santos était soutenu par les Russes. On l’appelait le « président marxiste », même s’il ne suivait pas véritablement l’idéologie de Karl Marx. Il s’était retrouvé au pouvoir après un passé de résistant à l’époque coloniale portugaise. Dos Santos avait bénéficié de la manne pétrolière, mais dans une situation extrêmement ambigüe. Les Américains étaient présents pour l’or noir, tout en soutenant l’opposant Savimbi. Nous, Français, avions des membres des forces spéciales pour épauler ce dernier. Il s’agissait précisément d’agents de la direction des opérations de la DGSE qui le conseillaient sur sa stratégie militaire. En face, José Eduardo dos Santos, lui, pouvait compter sur le soutien de troupes cubaines. Un sacré bazar.

D’ailleurs, quand vous regardiez la composition d’un gouvernement angolais, toutes les ethnies et toutes les couleurs de peau y étaient représentées.

L’Angola dispose d’une grande réserve pétrolière, essentiellement en offshore, tout le long de la côte. Les États-Unis en étaient à l’époque les premiers producteurs. La France, avec ELF, arrivait en deuxième position.

Aujourd'hui, les rôles se sont inversés. Savimbi avait repris une partie du pays en 1992 grâce à ses méthodes de guérilla. Même sans disposer d'aviation, il prenait l'ascendant sur l'armée de Dos Santos, qui déclinait. Alors en position de force et après la signature d'un accord de paix plus que fragile avec Dos Santos (accords de Bicesse en mai 1991), Savimbi présenta ses théories maoïstes et révéla sa face cachée. Il faut rappeler qu'il avait suivi une formation en Chine. Les Américains et les Français prirent peur. Pas question qu'il nationalise les compagnies pétrolières ! En 1995, quand la France comprit que Savimbi commençait à échapper à son contrôle, la DGSE décida d'ouvrir un poste en Angola. Une multitude de renseignements nous parvenaient. Les Angolais jouaient bien le jeu. J'avais même recruté une source à Paris : un journaliste angolais en stage en France. Il était proche du pouvoir et nous dénichait d'excellentes informations. Journaliste d'État, il connaissait parfaitement les rouages de la présidence angolaise et avait des liens familiaux avec un haut gradé de l'état-major.

Je l'ai recruté en quelques mois sur la durée de son stage en France. Il avait besoin d'argent et sa famille s'agrandissait. Je lui ai ouvert un compte dans une banque française à partir de laquelle il pouvait transférer de l'argent à Luanda. Je lui ai également acheté un trousseau complet pour la naissance de son fils. Nous nous entendions très bien et partagions la même vision de l'Afrique.

Mes recherches sur l'Angola nécessitaient en effet le recrutement et l'expertise de nombreux intervenants. Je me suis ainsi appuyé sur Christine Messiant, qui,

malheureusement, nous a quittés en 2006 des suites d'une longue maladie. Directrice de recherche à l'EHESS, elle était une spécialiste reconnue et appréciée pour sa connaissance fine de l'Angola dont elle avait rencontré la majorité des acteurs politiques et militaires.

Elle animait un séminaire suivi par des étudiants en troisième cycle au cours duquel venaient dialoguer des personnalités angolaises de passage à Paris.

Elle m'a convié à ces séances qui m'ont permis de cibler des personnes intéressant la recherche. À l'époque, je pouvais encore passer pour un étudiant. Elle connaissait bien évidemment mon appartenance à la DGSE et se montrait désireuse d'échanger et tout à fait favorable à l'idée de mettre du liant dans les relations avec les personnes ciblées.

Christine jouait en quelque sorte le rôle d'un honorable correspondant (HC) qui souhaitait avant tout faire partager sa passion pour ce pays. Les nombreux renseignements dont elle disposait à travers ses contacts bien placés nous ont été particulièrement utiles. La fin de Jonas Savimbi ouvrait une nouvelle ère pour l'Angola, mais avec une corruption endémique qu'elle s'est employée à dénoncer et qui d'ailleurs lui a valu une interdiction de séjour sur le territoire angolais durant plusieurs années. Je garderai un souvenir émouvant de cette femme exceptionnelle.

Avec la chute du mur de Berlin, un rapprochement avec les Russes n'avait plus lieu d'être. Dos Santos avait compris qu'il fallait traiter avec le plus offrant, c'est-à-dire les États-Unis. Les Américains ont proposé au président José Eduardo dos Santos une avance sur ses recettes pétrolières de 500 millions de dollars. Cette somme lui a

permis de remettre en état son armée de l’air, et donc de mettre les troupes de Savimbi en difficulté. Acculé, le seigneur de guerre a fini par être abattu, l’arme au poing, en 2002, sur localisation par les Américains transmise aux forces spéciales angolaises.

Pour autant, la DGSE avait misé sur Savimbi depuis de nombreuses années en raison de ses positions en faveur du camp occidental. Mais les temps avaient changé et Dos Santos se révélait beaucoup plus pragmatique.

Je me souviens avoir rédigé en 1993 une note de perspective sur l’avenir du conflit angolais. Je décrivais la fin du système Savimbi et la déliquescence progressive de son mouvement – l’UNITA (Union nationale pour l’indépendance totale de l’Angola) – incapable de se transformer en parti politique.

Je m’appuyais sur bon nombre de renseignements qui nous parvenaient sur la dangerosité du chef de guerre et sur son incapacité à gérer un État dans un contexte défavorable à nos intérêts.

Cette note a été lue par la direction des opérations qui disposait d’agents aux côtés de l’UNITA, dans son maquis de Jamba. Ces agents venaient me voir lors de leurs aérations pour transmettre des renseignements. Ils étaient sous le charme de Savimbi. Une aération représente une grosse bouffée d’oxygène pour les différents agents déployés sur des théâtres plus ou moins dangereux. C’est un droit qui n’affecte aucunement le décompte des jours de congés.

Ma note fut très mal perçue. Que n’ai-je pas entendu sur le mode : « Richard, tu n’es qu’un

communiste et un imbécile qui fait le jeu du camp adverse » !

De la pure idéologie. Et surtout, le syndrome Savimbi qui les avait touchés durant les mois où ils partageaient la vie rustique des combattants de l'UNITA.

L'installation de notre poste à Luanda permit ensuite de clarifier nos positions et d'affiner les enjeux avec des sources traitées directement sur place.

Congo-Brazzaville
(ou République populaire du Congo)

Depuis l’avènement du multi-partisme suite au discours de La Baule prononcé par le président Mitterrand en 1990, c’est bien l’ethnie majoritaire qui remportait les élections. Le président Pascal Lissouba, élu démocratiquement en 1992, voulut remettre en cause les accords fiscaux passés avec la France au sujet des compagnies pétrolières. Ces accords prévoyaient notamment une exonération substantielle d’impôts. En échange, ELF cédait 10 % de la production au Congo qui les revendait sur le marché parallèle.

En 1997, Denis Sassou-Nguesso, candidat malheureux à l’élection, reprit le pouvoir par les armes. Lissouba était alors totalement dépourvu de soutien.

Je me souviens de ce coup d’État sanglant, survenu alors que je me trouvais à Kinshasa, à quelques kilomètres de Brazzaville. Depuis le toit de l’ambassade, j’observais les hélicoptères MI-8 de fabrication russe tournoyer au-dessus de la ville et tirer des roquettes sur les positions de Sassou. C’était infernal.

Quand il avait perdu l’élection en 1992, Sassou n’avait pas fait l’erreur de se tourner vers les Russes et continuait de rouler pour les Occidentaux, notamment les Français. Soucieuse de démocratie, la France avait été contrainte de reconnaître Lissouba comme le nouveau président. Ce dernier ne voulait plus entendre parler des accords de fiscalité, tout en détournant de l’argent pour son compte personnel. Les relations étaient tendues. Un

poste de la DGSE était ouvert à Brazzaville depuis 1989, mais peu d'informations filtraient. Du personnel du service Afrique avait donc été muté sur place au titre d'un poste spécifique SR (service de renseignement) et non plus CE (contre-espionnage).

Le contre-espionnage avait pris la main en 1989 après l'attentat du DC 10 d'UTA que les services libyens avaient fait exploser en vol lors de son trajet de Brazzaville à Paris.

En 1997, donc, Sassou redevint président – il l'est encore aujourd'hui. Pour nous, c'était un gros dossier : un pays qui sortait de l'orbite russe et nous était favorable. Sassou nous avait donné des gages dès 1988, de manière très confidentielle, qu'il chasserait les Russes de son pays. Les accords pétroliers avec ELF seraient alors renforcés.

En outre, subsistait le problème du Cabinda, une petite enclave gorgée de pétrole à la frontière du Congo. Le Cabinda était un protectorat, les séparatistes estimaient qu'il n'avait pas de raison d'être rattaché à l'Angola.

À l'inverse, les Angolais ont toujours considéré qu'il s'agissait de leur territoire, et refusaient son indépendance. On a dû envoyer des agents sur place pour gérer de nombreuses situations chaudes, en raison de plusieurs prises d'otages d'ouvriers occidentaux qui travaillaient pour les compagnies pétrolières.

À Paris, j'ai pris contact avec Domingos Horacio, l'un des chefs séparatistes du Cabinda dont le mouvement s'appelait le FLEC (Front de libération de l'enclave du Cabinda). Il arrivait fréquemment que des chefs rebelles travaillent dans des capitales

européennes. Leur rôle s'apparentait plus à celui d'hommes politiques que de combattants. Horacio nous renseignait sur les mouvements militaires angolais et sur les négociations avec Luanda. Ce chef de guerre a également permis d'aider à la libération d'otages qui travaillaient dans le domaine pétrolier. Ancienne source des États-Unis, il me demandait des fonds importants (50 000 euros environ) pour son mouvement, et pour son propre compte. Il fallait constamment tempérer ses exigences tout en restant sur un mode empathique. Ce n'était pas évident… La manipulation revenait finalement à une discussion de marchands de tapis, mais tout le monde y trouvait satisfaction.

Zaïre
(ou République démocratique du Congo – RDC)

J'ai commencé à travailler sur le dossier de la guerre des Grands Lacs dès l'été 1990.

C'était la fin du mandat de Mobutu, qui gouverna ce territoire de 1965 à 1997, l'économie se trouvait totalement délabrée, le Rwanda se montrait de plus en plus intrusif. La RDC est un pays immense, l'un des plus grands d'Afrique, très compliqué à diriger. Il représente quatre fois la superficie de la France. Plusieurs pays africains de la sous-région se sont ligués contre Mobutu, car les dirigeants ne le supportaient plus. En 1997, une expédition a renversé son régime. Le jour de l'opération, il était en voyage en France pour soigner un cancer de la prostate. Il s'est alors réfugié au Maroc, où il est mort.

Laurent-Désiré Kabila arriva au pouvoir. Il était soutenu par le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi, la Tanzanie, la Zambie, la Namibie et l'Afrique du Sud. Kabila, ancien petit opposant crapuleux des montagnes de l'Est, représentait l'ethnie des Tutsis. C'est un peuple nilotique. Une partie est descendue du Nil et a bifurqué vers l'Afrique de l'Ouest, donnant naissance aux Peuls. L'autre partie est arrivée à la source du fleuve, au Burundi. C'est ainsi que plusieurs ethnies nilotiques sont présentes en minorité en Ouganda (dont le président Museveni est moitié tutsi) au Rwanda, au Burundi et dans l'est de la RDC où on les appelle les « Banyamulengue ».

Kabila était un marxiste pur et dur. Dans les années soixante, il avait pris en otage des Américains.

En arrivant au pouvoir, il resta fidèle à son idéologie. Les militaires – peu importe leur grade – étaient tous payés 100 dollars par mois. L'économie était exsangue. Le franc congolais fraîchement créé constituait une véritable catastrophe. Kabila finira assassiné par ses propres gardes du corps.

En République démocratique du Congo, face au gigantisme du territoire, il est impossible de tout contrôler. Des rébellions naissent de toutes parts, encore aujourd'hui. Certains groupes sont d'ailleurs affiliés à Al-Qaïda.

À cette même époque, nous suivions aussi le Gabon. Bongo avait été réélu difficilement, sans triompher au premier tour et avec des émeutes à la clé. Certains lecteurs pourraient s'interroger sur la présence de la France sur tous ces territoires. Pour quelques pays, la présence de ressources naturelles se suffit à elle-même. Pour d'autres, c'est un tout : la francophonie, le besoin de nouer des liens avec plusieurs nations. La France a besoin d'entretenir de bonnes relations avec autant d'États que possible. À l'ONU ou dans d'autres grandes organisations internationales, quand on a besoin de votes, il faut disposer d'un maximum de soutiens. Cela permet d'exister, de rayonner, d'être une grande puissance sur laquelle on doit compter.

Malheureusement, nous sommes devenus une puissance moyenne. La Françafrique était le prolongement de la France. En échange, les pays africains recevaient une aide au développement. Sur le papier, on mettait en avant du gagnant-gagnant. Dans les faits, c'est toujours la France qui récoltait un maximum de bénéfices. Les Britanniques en faisaient de même

avec le Commonwealth, avec une différence notable : ils ont eu l'intelligence de coloniser via le secteur privé, en créant des entreprises plutôt que des gouvernorats et des administrations.

Nous sommes tout de même en droit de nous interroger sur des éléments étranges de la décolonisation. Dans les accords d'indépendance, un volet s'appelait « Les ressources stratégiques » : les pays africains devenaient propriétaires de leur pays… mais pas de leur sous-sol !

Par exemple, le Niger n'était pas propriétaire de son uranium. Certes, la France lui achetait l'uranium à un prix au-dessus du cours mondial. Mais le gouvernement français faisait ce qu'il voulait. Les Nigériens ne pouvaient pas diversifier leurs partenariats. 100 % de leur uranium était « *made in France* ».

Sous Sarkozy, les accords de défense ont été révisés, et le Niger a pu se diversifier, laissant notamment entrer la Chine sur ce marché.

Au Mali, la situation était similaire. Au nord du pays, pétrole et minerais attiraient les convoitises des Algériens. Nous avons éprouvé beaucoup de difficultés sur ce dossier avec Alger.

En Afrique, des pays sans trop de ressources naturelles s'en sortent finalement mieux que certains aux sous-sols richissimes, la faute sans doute à une corruption extrême, frein au développement. C'est une bonne synthèse du fonctionnement de ce continent…

Soixante ans après l'indépendance du Gabon, on ne compte même pas 800 kilomètres de route construits, alors que c'est un tout petit pays, une monarchie

pétrolière, où rien n'avance en-dehors des très grandes villes.

D'après moi, la France a commis une erreur en observant l'Afrique seulement par le prisme politico-militaire. Nous avons permis à certains dirigeants autoritaires de maintenir leur régime (et de se remplir les poches), tant qu'ils servaient nos intérêts. La France n'a jamais eu de vision pour aider l'Afrique à se développer.
A-t-elle construit des écoles ? Non.
Des hôpitaux ? Non.
A-t-on continué d'envoyer des « coopérants », c'est-à-dire des expatriés français, pour faire progresser le niveau d'éducation ou les soins sur place ?
Non.
Une grossière erreur.

À l'époque de Mitterrand, le gouvernement eut une idée de génie, qui finalement se retourna contre lui : les transferts sociaux. L'idée consistait à favoriser l'immigration subsaharienne. Dans les années quatre-vingt-dix, nous avons accueilli beaucoup de monde, notamment en provenance du Zaïre. Le principe était simple : si ces Africains travaillaient en France, ils enverraient de l'argent au pays à leur famille, évitant ainsi la captation des autorités locales. Et même s'ils ne travaillaient pas, nous leur verserions des allocations qui rejailliraient sur le développement du pays. Mais il y avait un revers à la médaille : effectivement, l'argent partit en Afrique et Western Union devint un organisme de transfert qui brasse désormais des millions. On avait fabriqué l'assistanat. Au pays, personne ne travaillait ! Une personne par famille partait en France récolter l'argent, point barre. Le développement en Afrique

pouvait toujours attendre. Finalement, avec le regroupement familial, tout le monde est arrivé en France. On peut comprendre les Africains qui n'émigrent pas nécessairement par plaisir : je les ai vus survivre dans des habitats précaires en terre battue, avec un trou creusé en guise de toilettes, partagées par une cinquantaine de personnes. Une fois le trou rempli, ils devaient en creuser un autre un peu plus loin. À leurs yeux, un HLM délabré de banlieue française représente le luxe d'un palais.

Entre les intérêts politiques de certains et les intérêts économiques, le quotidien des Africains n'était la priorité de personne. Quand le président Sarkozy déclara : « La Françafrique, c'est terminé », il agit totalement à l'opposé et continua à s'appuyer sur les dirigeants africains dans un énième avatar de paternalisme.

Souvenez-vous du discours de Dakar, en 2007, quand le président récemment élu avait affirmé : «L'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire.» En réalité, Nicolas Sarkozy a agi exactement comme tous les autres présidents français.

Les problèmes d'immigration de la France s'expliquent en partie par notre incapacité à nouer des relations sincères avec nos pays partenaires pour créer de véritables projets de développement. Et nous n'avons pas réalisé que la nouvelle génération d'Africains n'avait plus rien à voir avec la précédente.

Dans un monde hyperconnecté, la France reste trop ancrée sur ses anciens schémas politico-sécuritaires. Et nous ne nous sommes pas montrés assez fermes avec leurs dirigeants, sans vraiment fixer

de limites. Pour servir nos intérêts, nous avons accepté toutes les dérives. Et devinez qui l'a très bien compris ? La Chine !

En arrivant sur le sol africain, les Chinois ont investi massivement en réduisant de 1 à 2 % la pauvreté sur le continent, en construisant des écoles, des routes et des hôpitaux. Même s'ils provoquent de l'endettement et qu'ils ont des exigences élevées en contrepartie, ils laissent des choses concrètes dans les pays où ils s'installent. Et ils récupèrent nos marchés.

La Françafrique

Avec l’arrivée au pouvoir de nouvelles générations africaines, la Françafrique a rapidement décliné. Désormais, les dirigeants font des affaires avec de multiples partenaires et évitent de s’engluer avec un unique interlocuteur. Surtout quand la vision – celle de la France – n’est pas claire au sens économique et politique du terme. En effet, les positions de la France en Afrique sont de plus en plus décriées et mal comprises, faute de visibilité et de projection.

Les financements de partis politiques français par certains États africains comme le Gabon, la Côte d’Ivoire ou le Zaïre ont laissé des traces. J’ai connu plusieurs honorables correspondants qui servaient d’intermédiaire pour véhiculer par mallettes de l’argent liquide. Tous les grands partis français étaient concernés et les sommes versées variaient en fonction de leur poids sur l’échiquier politique.

Les HC étaient missionnés auprès des présidences africaines pour leur proximité avec tel ou tel parti politique. Le système était bien rodé, et je me souviens d’une discussion avec un ministre gabonais :

– On finance même Le Pen, car il n’est pas pire que les autres !

En s’envolant dans un éclat de rires, il avait poursuivi :

– Finalement, vous êtes encore plus compliqués avec l’argent que les Africains, car nous, on doit entretenir la grande famille, pas vous !

Le système des enveloppes a même touché la DGSE à travers certains postes extérieurs de pays d'Afrique de l'Ouest. En fin d'année, il n'était pas rare qu'un chef de poste reçoive de la présidence une enveloppe en liquide qu'il redistribuait ensuite à ses assistants. Comme des étrennes ! J'ai découvert par hasard ce procédé alors que mon assistant aux Invalides me réclamait l'autorisation de piocher dans la caisse sa prime de fin d'année.

J'ai éclaté de rire avant de comprendre qu'il était sérieux. Il m'expliqua alors qu'en mission de courte durée à Abidjan, son supérieur lui avait remis 3 000 francs en liquide, soit environ 450 euros, une belle somme dans les années quatre-vingt-dix. J'ai alors foncé voir le chef de secteur qui m'a confirmé l'existence de ce genre de transactions. Évidemment, il a convoqué l'assistant pour lui expliquer que ce genre de pratiques n'avait pas droit de cité à Paris.

Toujours dans le même registre, alors que j'étais de passage à Libreville, le chef de poste en place me montra fièrement un petit sac de diamants que le président gabonais lui avait remis. Dans un premier temps, mon collègue de la DGSE avait refusé.

– T'es si riche que ça ? avait plaisanté Omar Bongo.

Pour ne pas froisser le chef de l'État gabonais, il avait pris le sac et informé le service. Mais que faire de ces diamants ?

Il lui a été demandé de les garder et de ne jamais en parler à la Centrale.

Mais n'oublions pas que les cabinets ministériels français de l'époque percevaient des primes sur fonds

spéciaux. À charge pour le directeur de cabinet de procéder à la répartition entre collaborateurs.

Ces magouilles ont fort heureusement disparu avec la réforme Jospin de 2002 sur les fonds spéciaux. Mais en Afrique, la pratique demeure au sein des gouvernements. En ce qui concerne les services secrets français, je n’en ai plus jamais entendu parler.

CHAPITRE VI

LA FORMATION D'UN AGENT

Les agents de la DGSE viennent de deux corps d'état, la fonction publique et l'armée. En raison de leur statut les militaires restent rarement plus d'une quinzaine d'années dans les services secrets. Nous partageons indistinctement les mêmes fonctions sur les missions dont le rôle essentiel est la collecte et l'analyse d'informations. À l'exception du service Opérations, composé exclusivement de militaires issus des forces spéciales, qui représente la branche armée du service et est susceptible d'intervenir à l'étranger.

Un rédacteur-analyste commence à travailler avec des sources dites « faciles » : des gens sans problème, d'« honorables correspondants » et des « contacts utiles » (chercheurs, journalistes…). Ce beau monde permet à l'analyste de comprendre la mécanique de l'entretien. Avant de lui confier cette tâche, on lui glisse quelques bases de formation, sur la confidentialité de la prise de rendez-vous ou le lieu choisi pour la rencontre. Il s'agit de la première confrontation avec le monde du renseignement sur le terrain. La première étape.

À mon époque, on suivait un stage d'une année. Aujourd'hui, le parcours de formation est découpé en deux stages validants d'officier traitant. Le second aboutissant à une affectation en poste extérieur ou en mission de longue durée.

Nous apprenions avant tout à définir des pacours de sécurité : comment aller d’un point A à un point B pour retrouver une source. Assurer la sécurité de la source pour ne pas la mettre en danger, mais également sa propre sécurité.

Parfois, il faut aussi fournir une couverture de contact pour protéger l’agent et la source, s’assurer qu’ils ne sont pas suivis, contrôler le restaurant choisi au cas où un dispositif de surveillance aurait été mis en place.

On étudie tous les moyens techniques : comment s’appeler, utiliser les différentes messageries, les boîtes mails… On apprend aussi les ficelles des anciens, ceux qui n’ont pas connu la « technologie » : le « rendez-vous sur l’autre », par exemple. J’ai toujours appréiéce procéé car j’ai connu l’éoque des annés quatre-vingt-dix, sans tééhone portable.

Àla fin d’un rendez-vous, on fixe oralement celui de la semaine d’aprè, l’heure et l’endroit, de façn àne plus entrer en contact entre-temps. Si on fait ç àchaque fois, on aura beau êre sur éoute, personne ne saura jamais qu’on est en relation. Sauf si un dispositif adverse file la source en permanence, ou si la source elle-mêe déoile le lieu du rendez-vous, mais ceci est une autre histoire.

Et en cas d’impréu, me direz-vous ? Pas de problèe : si l’agent ou son informateur est contraint de poser un lapin, tant pis, on ne se préient pas, un « rendez-vous de secours » est toujours planifiédeux heures plus tard ou le lendemain, et ainsi de suite. Àl’ancienne. Sans tééhone ni gadget. Je ne connais aucun jeune agent qui fonctionne ainsi. Impossible de leur retirer les tééhones.

En formation, on apprend àréiger un courrier, un message avec l'attribution d'un pseudonyme pour sa source. D'un côé il y a les analystes qui n'ont accè qu'àla partie « renseignement » et les officiers de recherche qui traitent la partie des sources, c'est-àdire les conditions de recueil, les profils et tout ce qui touche àl'environnement de celle-ci. Ainsi, les officiers de recherche suivent les éhanges et contrôent la maniée dont les officiers traitants gèent leur source. Ils sont làpour préenir d'éentuels problèes et réliser des contrôes, notamment par des éoutes tééhoniques, des contrôes de visas, des filatures, des passages au déecteur de mensonge (polygraphe) ; bref, véifier tout ce qui concourt àla fiabilitéet àla loyauté e la source.

Bien entendu, nous apprenions aussi àréunéer nos contacts. Au déut, c'éait « àla pige », quand il s'agissait des premièes informations déivrés. La source n'éait pas encore recruté. Quand elle l'éait « officiellement », on lui faisait signer sur papier libre un acte d'engagement où elle reconnaissait travailler pour les services français en échange d'une rémunération. On pouvait aussi la défrayer si elle partait en mission, pour son voyage et ses repas. Certaines personnes n'étaient pas très chaudes pour signer un tel document (en un seul exemplaire détenu par le service), possible vecteur de chantage. Aujourd'hui, la pratique a été plus ou moins abandonnée.

Désormais, l'indispensable reçu signé lors de toute remise d'argent fait foi. Une somme annuelle est allouée à chaque source, qui s'inscrit dans un budget global de fonctionnement. Si la somme n'est pas entièrement dépensée, elle peut être reportée sur une

autre source dont le budget aura été dépassé (principe de fongibilité). En cas d'explosion du budget, il faut alors demander une rallonge en la justifiant.

Le dernier stage de formation se déroulait à l'étranger. Durant une semaine, il s'agissait de partir en mission, pour la première fois, avec des ordres bien établis, par exemple rechercher des informations sur tel institut ou telle administration du pays en question. Un contrôleur suivait l'agent en formation afin de donner ses directives et de récolter les informations qu'il avait dénichées. Il s'agissait de s'habituer à établir des plans de liaison à l'étranger, et surtout d'évoluer sous identité fictive. Forcément moins évident qu'à Paris. Ce n'étaient pas des missions très complexes, mais elles permettaient de se mettre en condition, de se rapprocher de la réalité du terrain.

Cette dernière partie opérationnelle du stage se déroulait de la manière suivante :

Chaque stagiaire recevait un dossier concernant le pays dans lequel il devait réaliser sa mission d'une semaine, plus une enveloppe d'argent liquide pour son billet d'avion, son hôtel, la nourriture, etc. ; un appareil photo ; un télex crypté PX 1000 ; la photo de son contrôleur sur place, auquel il doit proposer, par écrit et sans l'avoir vu au départ, un lieu de rendez-vous dans la capitale du pays en question.

Ensuite, c'est le contrôleur qui donne toutes les directives pour l'évolution de l'agent sur place. Les rendez-vous sont quotidiens et l'on doit par exemple remettre sous support des photos ou des environnements de cibles, tels qu'un institut ou une agence. Le stagiaire doit développer lui-même ses

photos dans la chambre de son hôtel. Les rendez-vous ne se déroulent pas exclusivement dans la capitale, mais aussi en province du pays concerné.

Aucun contact avec la famille n'était autorisé. Nous étions fouillés avant de partir. Seul moyen de liaison, le PX 1000 datant de 1985, au chiffrement léger, qui permettait d'envoyer des messages en apposant l'appareil sur le combiné d'une cabine téléphonique. À l'autre bout en France, le chef de stage centralisait tous les messages reçus par agent déployé.

Ensuite, il existait une autre phase de formation, avec une mission plus « réelle ». Lorsqu'une crise sévissait dans un pays, un poste extérieur pouvait avoir besoin de renforts. On envoyait ainsi un agent en formation pour un à trois mois. Là, il s'agissait de gérer *in vivo* des sources sur le terrain. Une étape supérieure dans l'apprentissage.

Une fois ce parcours accompli avec succès, l'agent était considéré comme légitime pour partir en poste à l'étranger. Il devenait officier traitant, sous les ordres d'un chef de poste et sous couverture diplomatique (Tous les pays fonctionnent ainsi : l'agent est censé réaliser un travail d'ambassade.) Là, un plan d'action était défini pour recruter des sources, fournir du renseignement dans des domaines bien spécifiques (politique, économique, militaire…). On apprenait ainsi à travailler en partenariat – par exemple, pour échanger des informations – avec les services locaux. Il fallait savoir jongler avec deux impératifs opposés : obtenir des renseignements de façon clandestine et nouer des relations avec des personnalités locales au grand jour dans le cadre des activités d'ambassade, et si l'agent

était déclaré, avoir des contacts réguliers avec les services partenaires. Cela pouvait s'avérer compliqué, surtout au début. À l'issue de cette première mission d'une durée de trois ans, un bilan était établi. L'agent avait-il produit du renseignement ? Avait-il recruté beaucoup de sources ? Comment avait-i l fait évoluer la base de données transmise par son prédécesseur ?
Si le bilan s'avérait positif, l'agent pouvait alors prétendre à devenir chef de poste.

Le chef de poste a une fonction différente. Il fait moins de recherche sur le terrain car il a un rôle de représentation assez important. Il est l'interlocuteur de l'ambassadeur et des forces militaires françaises (si le pays en dispose), de l'attaché de défense et de l'attaché de sécurité intérieure.

Il supervise l'activité du poste : gestion comptable, administrative, notation et cohésion des personnels, suivi de leurs activités, lecture et validation de leurs comptes-rendus, organisation et gestion des réunions, définition d'une ligne de conduite dans les recherches à établir, analyse des échecs et des réussites, élaboration de bilans, débriefing des échanges avec les sources, reconnaissance de celles qui pourraient poser problème, etc.

C'est un métier à responsabilités, prenant, exposé, assez incompatible avec le travail clandestin. *A fortiori* dans les « gros postes », lorsque le chef a une dizaine d'agents sous ses ordres. Certains de mes collègues ont refusé ce job pour ne pas s'ennuyer, ou pour éviter les problèmes. Honnêtement, il est parfois plus facile de diriger quatre-vingts personnes à Paris que trois agents dans une capitale africaine. À Paris, les

agents rentrent chez eux le soir et le week-end. À l'étranger, on vit les uns avec les autres, les problèmes du quotidien sont ainsi démultipliés. L'épouse qui s'ennuie, les enfants qui ont des soucis dans leur nouvelle école, ça devient vite le bazar.

L'officier traitant, lui, peut se consacrer à du travail de recherche pur et dur.

Pour les filatures, il existe des agents spécialement formés à la direction des opérations. Ils peuvent réaliser des « planques », comme le font les policiers. Une filature, ce n'est pas seulement suivre un individu d'un restaurant jusqu'à la bouche de métro. C'est surtout lui coller au train pendant une semaine complète, en épluchant son emploi du temps dans les moindres détails. Quand une future source arrive en France, en provenance d'un pays étranger, nous mettons en place une surveillance permanente afin de savoir quelles sont ses fréquentations, pour nous assurer de la véracité de ses dires, de sa bonne foi. Ce sont des équipes spécialisées qui assurent cette filature, afin que chacun reste dans son rôle.

Néanmoins, tout le monde apprend à assurer des filatures basiques. Voici comment ça se passe : je suis l'agent X, je dois suivre mon collègue l'agent Y qui a rendez-vous avec une source. Pourquoi je le piste ? Pour vérifier qu'il n'est pas suivi. Idem avec la source. On la surveille pour savoir si elle ne va pas voir quelqu'un d'autre avant de rencontrer l'agent Y. L'objectif est de sécuriser le rendez-vous.

Sur le chemin qui nous mène au lieu de l'entretien, il y a des contrôles de sécurité. Si je me rends compte que je suis suivi, je fais en sorte d'annuler le rendez-vous

et, surtout, de semer la personne qui me planque. Comment repère-t-on un autre agent secret en train de nous pister ? En fait, dans mon parcours de sécurité qui m'emmène d'un point A à un point B, j'ai plusieurs contrôles définis. Exemple, je m'arrête pour faire du lèche-vitrine. Cela permet de visualiser les gens autour, en gravant dans ma mémoire l'aspect des passants, surtout via leur tenue vestimentaire. Au bout de plusieurs arrêts, si je vois toujours le même type, je me méfie. Ensuite, je peux entrer dans un supermarché. Si le gars ne veut pas me perdre de vue, il sera obligé de me suivre dans les rayons.

Tout cela nécessite de connaître son parcours sur le bout des doigts. Il faut donc pratiquer auparavant une reconnaissance, à l'image d'un cycliste du Tour de France qui monte tous les cols de l'épreuve quelques semaines auparavant pour définir précisément à quel endroit il va attaquer ses adversaires pour gagner l'étape.

Si je pense être suivi, j'annule mon rendez-vous. Revenons à la formation. Quand on est désigné pour partir en poste, on doit suivre un stage spécial qui prépare précisément au terrain, mais aussi à la logistique et à la comptabilité.

Pour les postes dits « dangereux », un stage « conduite rapide » est au programme. Je l'ai suivi avant mon départ à Djibouti, avec mes collègues qui partaient en Afghanistan, en Syrie et au Yémen. Pendant une semaine, nous avons séjourné au centre de formation des parachutistes de Perpignan pour piloter des voitures sur circuit, avec diverses manoeuvres d'urgence à effectuer. Exemple, une voiture me suivait, je devais

effectuer un demi-tour d’urgence face à un barrage ! Dans un tel cas, il faut enclencher la marche arrière, tourner le volant d’un quart de tour ; ainsi la voiture pivote sur ellemême, et on repart dans l’autre sens !

J’ai également conduit un véhicule blindé avec des petites ornières pour tirer à travers la portière, dans l’éventualité où j’aurais à répondre à une pluie de balles.

Les balles étaient en plastique, mais nos tests étaient particulièrement réalistes, grandeur nature. C’était très excitant, et vraiment amusant.

À tour de rôle, nous devions réagir face à un individu qui se précipite sur nous. Nous devions dégainer l’arme à la ceinture puis lui tirer dessus. Le pistolet automatique de type Glock était équipé d’un canon spécial adapté aux balles plastiques enduites de peinture. Nous disposions bien évidemment de protections.

Concernant l’armement, aucune formation n’est dispensée en dehors des stages de départ en poste ou en mission. Il est vrai que les militaires affectés à la DGSE n’en ont pas ou peu besoin. En revanche, avec un nombre croissant de civils, cette formation devient indispensable. Pour ma part, ayant fait du tir de compétition durant ma jeunesse, je n’avais pas vraiment besoin d’une instruction. Avant le départ en poste, une formation au tir était donc dispensée sur tous types d’armes durant près de quarante-huit heures. Cela allait des armes de poing en passant par les kalachnikov, HK, Famas, fusils à pompe, fusils de chasse… à tel point que nous avions des bleus à l’épaule. Au programme aussi, du tir de précision à l’arme de poing sur des cibles et au jugé selon un parcours défini. Une instruction également

pour le démontage et l'entretien de cet armement. Je n'ai jamais eu à utiliser d'arme en mission.

Fort heureusement car, si tel avait été le cas, je ne serais probablement plus là pour écrire ce livre.

Les postes extérieurs disposent en effet d'armes de poing et de fusils à pompe pour assurer leur sécurité. On peut exceptionnellement sortir en ville armé en cas de dégradation sécuritaire ou s'il s'agit de postes opérant sur des théâtres de conflit.

En 2007, il a été décidé de rapatrier toutes les armes des postes extérieurs afin de doter ensuite ceux qui en avaient réellement besoin. De Bangui, j'ai donc fait rapatrier à Paris armes de poing et fusils à pompe de type Mosberg.

Le service a ensuite doté les postes en fonction de leur situation et leur dangerosité. Je fus amusé d'apprendre que les agents secrets du poste de Genève disposaient d'armes de poing. Il y a rarement de rébellions en Suisse.

Cet arsenal s'était agrandi avec le temps. Sans compter parfois des armes fournies par les partenaires locaux.

En 1997, à Kinshasa, mes bureaux regorgeaient d'armes de guerre de toutes sortes, mais aussi de grenades défensives. Outre la dotation, le poste avait en effet récupéré des armes de soldats de la garde présidentielle de Mobutu qui avaient fui Kinshasa et laissé leur armement devant le poste de garde de l'ambassade. J'ai établi un inventaire détaillé afin que cet armement soit rapatrié. Surtout les grenades qui auraient pu faire exploser tout le quartier.

Une autre situation, lors de l’exercice de conduite : face à des barrières, je devais défoncer la première et m’arrêter juste devant la seconde. À l’aide d’un drapeau, un instructeur nous indiquait à quel moment piler sur la pédale de freins. Nous roulions avec de vieilles bagnoles, et les instructeurs pilotaient des Subaru de grande puissance.

J’ai aussi découvert comment repérer un système explosif installé dans une voiture : les formateurs avaient posé un paquet de cigarettes sur le tableau de bord d’une vieille 4L. Un paquet piégé. Nous devions donc courir nous mettre à l’abri à une centaine de mètres de là, et BOUM ! Tout l’habitacle de la voiture explosait en une seconde.

On nous a aussi mis dans les conditions d’un attentat, avec 8 kilos de TNT. Ce jour-là, je vous le garantis, j’ai vu la voiture s’élever à trois mètres de hauteur en explosant. Entièrement détruite ! Impressionnant. J’étais réfugié derrière une vitre blindée. Cela nous permet de réfléchir à la conduite à tenir en cas d’attentat. Et aux instructeurs, aussi, de vérifier que l’on ne soit pas tétanisés par ce simple exercice. Sinon, sur le terrain.

À Bagdad, l’un de mes camarades roulait en voiture blindée dans les embouteillages quand un véhicule a explosé à cinquante mètres de là. Sous le choc, les vitres blindées de sa voiture se sont brisées net ! Mon collègue a eu le tympan abîmé. Les terroristes n’utilisent pas n’importe quoi.

Évidemment, si vous prenez un poste en Allemagne ou en Italie, vous ne suivrez pas ce stage.

Lors de ma formation, j'avais appris à développer des photos en noir et blanc, en argentique, à l'aide d'une bassine. Désormais, c'est révolu, nous vivons à l'époque du numérique.

Voici pêle-mêle quelques entraînements basiques.

L'exercice du café sous la houlette d'un contrôleur qui n'en perdait pas une miette. Je devais entrer dans un café, rencontrer quelqu'un au hasard et engager une conversation soi-disant banale, afin d'obtenir un maximum d'informations sur cette personne et son environnement. Un exercice qui permet de déterminer l'aptitude d'un agent à évoluer dans un milieu inconnu.

L'exercice du cybercafé. Je dois ouvrir une boîte mail, me connecter à un site Internet et y envoyer un message. Par exemple, le forum d'un site de voyages. Je poste un message qui dit, par exemple, que je vais partir en vacances aux Canaries le 15 février à dix heures. Un seul internaute comprendra la véritable signification de ce leurre. Il connaîtra donc la date de mon départ. Ce procédé a été présenté dans la série de Canal + *Le Bureau des légendes.* C'est exactement comme ça que procèdent, aussi, certains djihadistes pour communiquer entre eux. La technique est déclinable à l'infini : on peut par exemple laisser un commentaire sur un site de bricolage. « Je vais acheter cette tronçonneuse vendredi prochain. » Votre contact saura ainsi que le prochain rendez-vous sera vendredi. Cela évite les liaisons téléphoniques ou les mails.

Et, bien entendu, difficile d'échapper aux tests psychologiques. Il s'agit de vérifier si l'agent est suffisamment équilibré pour assumer ces responsabilités.

Exemple d'exercice : l'agent pense réaliser un simple entretien avec un informateur dans une chambre d'hôtel. En réalité, des micros et une caméra ont été dissimulés dans la chambre afin qu'un psychologue assiste à l'échange. J'avais trouvé cela très utile, car ensuite, le psy nous fit un debriefing avec nos points forts et nos points faibles. Plus tard, j'ai effectué à nouveau cet exercice, mais cette fois-ci de l'autre côté, puisque je jouais le rôle de la source dans le cadre de la formation de nouveaux collègues. J'étais tombé sur de bons candidats, même si je leur reprochais souvent la même chose : sur le terrain, ils bougeaient trop. Ils avaient toujours l'impression d'être suivis, ce qui ne les rendait pas naturels. Avec le temps, ces travers finissent par se corriger.

Pour un stage validant, l'agent devait récupérer des documents auprès d'une source. Sur son parcours retour, on le faisait arrêter par la police.

Interpellé, fouillé, il était mis en garde à vue (la DGSE a des accords avec la DGSI et la gendarmerie pour ce genre de procédures). Pendant deux heures, il était passé sur le gril en salle d'interrogatoire, pour de vrai. Parfois, certains avaient la trouille ! Il y a des perles, comme cette histoire qui m'a été confiée par les collègues. Un gars avait caché des documents assez volumineux dans son slip, ce qui lui donnait une démarche très étrange. Et il avait été interpellé par la police… sans que ce soit prévu ! Les agents pensaient trouver de la drogue. Mais ce n'était plus un exercice ! Le service n'a pas eu besoin d'intervenir pour le faire sortir, car après la fouille, les flics se sont aperçus qu'il ne

possédait aucune substance. Et l’explication a été franche :
– Je suis stagiaire à la DGSE, je n’ai rien fait !
– Ah, c’est toi qu’on devait arrêter pour de faux ?! En fait, on pensait que tu dealais.

Dans cet exercice, le jeu est de jauger la réaction de l’agent pour expliquer pourquoi il possède ces documents. Alors que les flics tapent du poing sur la table, il faut jouer le jeu et réciter scrupuleusement sa couverture. L’agent restera-t-il calme ? Sera-t-il mis en difficulté ? Les conclusions sont très intéressantes. Le taux d’échec est assez faible, mais il arrive que l’agent doive repasser par une nouvelle mise en situation pour obtenir sa validation. Peu de postulants sont jugés inaptes. On ne se lance pas dans la formation avec une psychologie chancelante. Les meilleurs partiront là où ils veulent. Les moins bons, ou tout du moins les plus fragiles, n’iront jamais à Kaboul ou à Bagdad.

CHAPITRE VII

LE GÉNOCIDE RWANDAIS : PREMIÈRES MISSIONS AU BENIN ET AU BURUNDI

Le génocide des Tutsis au Rwanda fut le plus rapide de l'histoire. En cent jours, d'avril à juillet 1994, plus de 800 000 personnes ont été massacrées.

Lors de ces tragiques événements, mon collègue de la DGSE (le rédacteur analyste en charge du Rwanda et du Burundi), débordé, me demanda de l'aide. Le dossier Rwanda-Burundi était devenu très important. La France avait envoyé des soldats pour une opération de protection des Tutsis et des réfugiés. Plus tard, le président Kagame accusera la France de massacres, mais tout cela était de la com'.

Le dossier était vraiment complexe. Le pays se trouvait aux mains de la majorité ethnique, les Hutus, qui représentent 85 % de la population. La France avait donc soutenu les Hutus au déclenchement de la guerre civile en 1990. Cependant, ces gens pouvaient se ranger dans deux tendances : modérés et radicaux.

Le 6 avril 1994, un avion fut abattu par un missile. À son bord se trouvaient les présidents du Rwanda et du Burundi, Juvénal Habyaramina et Cyprien Ntaryamira. Les deux chefs d'États, ainsi que dix autres passagers, périrent. Malgré de multiples enquêtes, on n'a jamais su lequel des deux camps (hutu ou tutsi) avait tiré sur l'avion. Une chose est certaine, le crash fut l'élément

déclencheur de cette terrible crise. Le conflit s'embrasa de façon ahurissante avec ce sanguinaire génocide.

Les Hutus radicaux ont assassiné la Première ministre, Agathe Uwilingiyimana, une Hutu modérée. Celle-ci s'était rendue coupable à leurs yeux de négocier des accords de paix et de partage du pouvoir (accords d'Arusha signés en août 1993). Au Rwanda, la vie s'est transformée en un long cauchemar dans lequel les Hutus radicaux tuaient à tour de bras, des Tutsis comme des Hutus modérés. Une horreur indescriptible. Des milliers de gens se sont réfugiés dans l'Est-Zaïre. La France, qui soutenait initialement les Hutus majoritaires, s'est vite retrouvée dans une position intenable. En effet, au moment où le conflit éclata, la DGSE ne suivait ces deux petits pays que de façon accessoire. Ils étaient loin de concentrer toute notre attention.

À ce moment-là, j'étais rédacteur-analyste au service Afrique. Dans ma section, les pays majeurs restaient la République démocratique du Congo, l'Angola, le Tchad et la République centrafricaine. De grands pays qui comptaient sur le plan stratégique et pour les matières premières. D'un seul coup, toute l'attention s'est portée sur le Rwanda. Un génocide était en cours, et l'armée française avait dépêché des coopérants pour former des militaires locaux. Problème, les troupes rwandaises étaient essentiellement hutus, et donc à l'origine du génocide. Par conséquent, l'armée française s'est retirée et a tenté de monter une opération de sauvetage, soutenue ni par les Américains ni par les Européens.

Les Tutsis ont finalement pris la tête du pays pendant le génocide de 1994, emmenés par les troupes

de Paul Kagame. Ils ont pourchassé les Hutus, partis se réfugier dans l’Est-Zaïre.

Après le conflit, Paul Kagame est arrivé progressivement au pouvoir : ministre de la Défense, vice-président, puis président, un poste qu’il occupe encore aujourd’hui. Paul Kagame a vécu en Ouganda et a été formé par les Américains dans l’école militaire de West Point. C’est un président relativement progressiste, en opposition à l’impérialisme de Mobutu.

Ainsi, les États-Unis avaient des liens avec Kagame. La France s’est alors retrouvée en porte-à-faux, entre soutien aux anciennes autorités (les génocidaires Hutus) et aide aux réfugiés. Kagame a martelé qu’il ne voulait plus entendre parler de la France, responsable selon lui des charniers et des massacres des Tutsis.

Ce conflit a pourri les relations entre la France et le Rwanda pendant de longues années. Les commissions d’enquête furent nombreuses. Encore aujourd’hui, il existe un climat de méfiance entre le Rwanda et la France, même si Emmanuel Macron a fait beaucoup d’efforts pour restaurer de bonnes relations.

Mon rôle d’analyste était de rédiger des notes pour les Grands destinataires (Elysée, Matignon, etc.). Il y avait tant de travail à abattre que des rédacteurs du secteur Monde arabe nous prêtèrent main forte. Nous n’avions plus personne sur place, il fallait donc intercepter des informations ou coopérer avec les pays amis et les militaires.

Nous avons essayé de travailler au maximum à partir des pays voisins, en montant des missions au Burundi, en Ouganda et au Zaïre.

C’est à cette période, à l’été 1994, que je suis devenu officier traitant au bureau des Invalides à Paris. Mon quotidien a donc changé du tout au tout. Je passais une grande partie de mon temps sur le terrain pour recruter et traiter des sources, essentiellement africaines. Mon collègue binôme aux Invalides fut désigné pour monter cette première mission au Burundi. Je le rejoignis en avril 1995, à Bujumbura, la capitale du pays, sur la rive du lac Tanganyika.

Mon rôle était le suivant : traiter un maximum de sources, dans un contexte compliqué. En effet, l’armée burundaise était à 80 % tutsi, alors que le président élu, Sylvestre Ntibantunganya, était hutu, comme la majorité des habitants. L’armée refusait d’obéir au pouvoir en place. Celui-ci était donc extrêmement limité. Dans une extrême tension, nous sentions l’armée à quelques coups de canon de renverser le régime. Les Français n’étaient pas les bienvenus, car tout le monde savait que nous soutenions traditionnellement les Hutus.

L’affaire « carrefour du développement »

À Bujumbura, sur financement de l’État français, de nombreuses villas de luxe avaient été construites pour accueillir des présidents dans la perspective d’un sommet France-Afrique à Bujumbura en décembre 1984. Des surfacturations sur les travaux, des pots-de-vin en veux-tu en voilà, des détournements d’argent public, par une association et un ministre français…

Ces villas en déshérences étaient gardées par l’ambassade de France, je pouvais donc facilement en récupérer les clés. Elles commençaient à se détériorer par manque d’entretien, c’est donc là que je me rendais pour organiser nos rendez-vous clandestins.

C’était éprouvant. L’armée contrôlait Bujumbura. Les Hutus étaient sur les collines. Des incursions ponctuelles provoquaient un climat de tension permanent.

Un coup d’État fut alors déclenché le 25 juillet 1996. Le président hutu et les membres de son cabinet s’enfuirent. La plupart se réfugièrent en France et en Belgique. Lors de ce renversement, je connus certainement l’un des plus grands stress de toute ma vie. La nuit, je dormais avec mon fusil à pompe. Je n’ai jamais eu à m’en servir. À un jour près…

Le lendemain de mon départ pour Paris, ma villa fut attaquée par des rebelles tutsis. Ils tirèrent sur l’un des assistants (notre secrétaire radio français), qui reçut une balle dans le postérieur. Heureusement, il s’en est sorti et a pu être évacué le lendemain.

Au Burundi, je travaillais sous couverture d'agent humanitaire avec un passeport diplomatique. De temps en temps, je transportais des sacs de riz dans des camps de réfugiés, afin de donner le change. J'avais conscience que tous les Burundais n'étaient pas dupes. Une ficelle un peu grosse, car tout ce qui était français attirait la suspicion. La ville était sous couvre-feu, l'armée patrouillait en permanence. Bujumbura était complètement assiégée. Bien difficile de dénicher des renseignements dans de telles conditions de guerre.

Psychologiquement, c'était extrêmement éprouvant. Il fallait endurer des scènes épouvantables, des cadavres en décomposition dans les rues, des hommes brûlés dans des pneus – la spécialité locale héritée de l'ANC sudafricaine, le « supplice du pneu ». C'était très choquant… Coincé dans un embouteillage, je ne comprenais pas pourquoi ça bouchonnait. En arrivant à hauteur, j'ai vu un homme s'embraser dans un pneu de camion.

Malgré tout, j'obtenais des renseignements intéressants, notamment de sources demeurées sur place – hutus comme tutsis –, mais aussi grâce aux écoutes que nous menions nous-même avec un appareil qui captait les ondes courtes des téléphones locaux.

Les contextes burundais et rwandais étaient assez différents. Certains Burundais tutsis n'appréciaient pas le comportement de Paul Kagame, même s'ils étaient en accord par proximité ethnique. Ces informateurs ne travaillaient pas seulement pour l'argent. Ils le faisaient aussi par idéologie.

Je devais entrer dans leur jeu. Le rôle de la France était ambigu, avec une communauté

internationale très critique à notre encontre. Certains nous accusaient d'avoir soutenu les génocidaires et d'avoir monté une opération militaire d'interposition qui leur a indirectement permis de se réfugier dans l'est du Zaïre, à l'époque.

En prenant le pouvoir, Kagame instaura une grande rigueur avec un système beaucoup plus autoritaire et structuré. Ce qui n'empêcha pas la corruption… Le gouvernement rwandais n'avait qu'une idée en tête : annexer la partie est de la RDC afin de capter les richesses de son sous-sol : cobalt et surtout coltan (colombo tan-talite, métal stratégique utilisé pour la fabrication de condensateurs pour les équipements électroniques et dont 60 % des réserves mondiales se trouvent dans l'est de la RDC). Comme le climat du pays est tempéré, les pâturages sont aussi très recherchés.

Les Tutsis constituent un peuple de nomades. Les Hutus, un peuple de cueillette. Dans ces pays, on souffre moins de la faim qu'ailleurs en Afrique, car tout pousse en abondance.

Par la suite, un poste permanent de la DGSE a été édifié à Bujumbura et un autre en Ouganda. Un poste d'officier traitant fut également créé à Kinshasa, mon premier poste.

Parallèlement aux missions à Bujumbura, j'en ai réalisé plusieurs de recherche à Cotonou, au Bénin. J'étais sous identité fictive de consultant en coopération décentralisée (soutien aux entreprises locales). Je disposais d'un ordinateur portable (sans connexion, cela n'existait pas en 1995-1996) pour rédiger les renseignements recueillis. Ceux-ci étaient cachés sous une icône de jeu et cryptés par un petit logiciel.

Je transmettais les renseignements jugés urgents à mon collègue des Invalides par fax, sur une ligne téléphonique détournée. J'utilisais en fait le fax d'une source béninoise qui possédait des bureaux pour ses activités de coopération.

Initialement, je me rendais au Bénin pour traiter une source parisienne que l'on avait réimplantée à Cotonou. Elle se rendait dans des zones d'intérêt comme le lac Tchad où un mouvement rebelle était très actif, mais aussi à Kano, au Nigeria. Dans ce pays berceau du vaudou, j'ai eu le privilège de me prêter au rite du python autour du cou.

À Cotonou, j'en ai profité pour monter un petit réseau de contacts avec l'aide d'une source parisienne béninoise qui effectuait de nombreux déplacements dans son pays d'origine. Il s'occupait de coopération décentralisée et disposait du soutien des autorités de son pays. Il était donc bien placé. J'ai également rencontré un ancien haut fonctionnaire béninois à la retraite qui s'occupait de plusieurs tribus et faisait l'intermédiaire entre la présidence et les autorités provinciales.

Ce type de relations est indispensable sur le long terme. Aujourd'hui, vingt ans plus tard, le nord du Bénin est devenu un lieu d'implantation de groupes djihadistes.

Avec ce haut-fonctionnaire, j'ai pu me rendre partout dans le pays, notamment dans des endroits reculés peu fréquentés par les Blancs. J'ai toujours reçu un accueil chaleureux auprès des populations. Certains me pinçaient la peau, car ils n'avaient jamais rencontré de Blancs. Des souvenirs inoubliables associés à un travail de recherche très prenant. Mais revenons sur cette source réimplantée, de nationalité tchadienne, et

opposant au régime de N'Djamena dirigé par le président Idriss Deby. Très actif dans la région du lac Tchad avec son mouvement armé, il connaissait parfaitement la rébellion tchadienne dont il était l'un des cadres. Il négociait aussi directement avec certains responsables de la présidence.

Durant une période de forte tension où son mouvement avait attaqué une garnison proche, puis tenté de capturer le préfet dans les villes de Bol et de Mao, son mouvement rebelle a finalement pris en otage un Occidental qui passait en jeep à Bol. Pris pour un proche du préfet, il s'est avéré être… un espion américain ! Ce dernier détenait un téléphone satellitaire, une valise Inmarsat (afin de pouvoir envoyer messages et documents de n'importe quel endroit du monde) et des cartes précises et annotées sur la zone du lac. Bien embarrassé par cet otage qui finalement ne leur servait à rien, les rebelles l'ont laissé téléphoner à sa famille. Il fut bien traité et ses ravisseurs cherchèrent évidemment à négocier sa libération. J'ai alors demandé et obtenu le contenu des affaires de l'Américain au moment même où les représentants de la CIA nous contactaient pour obtenir la libération de leur agent. Ma source est venue en France me remettre le contenu des affaires de l'otage dont nous avons demandé la libération le plus rapidement possible.

Alors que je sortais de l'entretien avec ma source vers dix-neuf heures, je m'aperçus que j'étais pris en filature. Après plusieurs points de contrôle, j'en avais la certitude. Je me suis arrêté pour prendre un sandwich dans un café parisien, et rebelote en sortant. Toujours suivi. Le temps passait, j'entrepris une balade dans Paris

avec de multiples points de contrôle afin de semer (ou de lasser) les espions qui me filaient. Ce petit jeu dura près de trois heures. Je finis par rejoindre la gare de Lyon pour sauter dans un train et rentrer à mon domicile.

Arrivé à destination, je m'astreignis à de nouveaux points de contrôle.

Enfin libre ! J'apprendrai plus tard que la CIA avait monté une filature de ma source, puis de moi-même après la fin du rendez-vous. L'otage fut libéré rapidement en échange de lots de médicaments pour les combattants rebelles.

Le plus amusant, quatre ans plus tard, alors que je quittais mes fonctions à Kinshasa en 2000, je reçus la visite du premier secrétaire américain, membre de la CIA. Là-bas, je n'étais pas déclaré comme agent de la DGSE. Aux yeux de Shaquille Robinson, j'étais – logiquement – un diplomate lambda.

– *Hello*, sir Volange. Je viens de prendre mes fonctions à Kinshasa. Je fais la tournée des ambassades. Nice to meet you !

– Enchanté, Sir Robinson.

– Par le passé, j'étais premier secrétaire de l'ambassade des États-Unis à Paris. J'ai notamment traité une affaire d'otage vers le lac Tchad. Ça vous dit quelque chose ?

– Pas du tout. Je ne connais pas ce dossier.

– Je tiens quand même à vous remercier d'avoir permis d'accélérer la libération de mon comp atriote.

Et il tourna les talons en souriant.

Shaquille Robinson m'avait reconnu. Quatre ans auparavant, il était probablement l'agent de la CIA qui me suivait dans les rues de Paris, ou qui avait commandité la filature.

CHAPITRE VIII

WHATSAPP *VS* MESSENGER *VS* TELEGRAM : QUELLE EST LA MESSAGERIE LA PLUS SÉCURISÉE ?

J’ai passé ma vie professionnelle dans un monde de secrets. J’ai appris à être épié, et donc à me méfier de tout. Depuis quinze ans, l’explosion du numérique a développé de nouveaux moyens de communication incontournables, mais terriblement dangereux.

Je vous propose un petit guide des différentes messageries électroniques à votre disposition. WhatsApp est la messagerie la plus utilisée à la DGSE comme par le grand public. Cependant, les agents utilisent de plus en plus Signal ou Wire. Ces dernières sont des messageries extrêmement sophistiquées. Le problème, c’est que le simple fait d’utiliser ces systèmes prouve qu’on a des choses à cacher, ou tout du moins des échanges hors normes. Peu de gens « lambda » dialoguent sur Signal ou Wire pour planifier leur week-end à la mer ou une soirée en boîte de nuit.

Pour un officier traitant, la meilleure solution est de se trouver noyé dans la masse des autres utilisateurs.
De plus, la messagerie a beau être formidablement cryptée, si l’agent imprudent perd son téléphone ou s’il est interpellé, le contenu des messages pourra être lu si rien n’a été effacé.

Au passage, j'ai toujours constamment vérifié que ma source ne me mettait pas en danger, qu'elle effaçait les messages au fur et à mesure.

Malheureusement, on n'a aucune garantie. En cas de source très sensible, on peut utiliser un couple de téléphone dédié. J'achetais deux téléphones neufs, le premier me servant uniquement pour appeler le second que je remettais à la source en lui demandant de ne l'utiliser sous aucun autre prétexte, ni pour ses affaires, ni pour ses histoires de coeur. Quand la source est moyennement sensible, j'utilisais un autre téléphone, dédié à trois ou quatre contacts du même type.

Parfois, il m'arrivait de demander à ma source de me montrer son téléphone afin que je vérifie l'effacement réel de tous nos messages. Il fallait trouver le bon équilibre entre la protection des conversations et la responsabilisation de la source.

Quand on a plusieurs téléphones, il faut veiller à ne pas cramer cette sécurité en appelant la messagerie de l'un avec l'autre, sinon les téléphones sont reliés entre eux. Et on est démasqué !

Jusqu'à preuve du contraire, WhatsApp est la messagerie la plus sécurisée. Les failles sont rares et corrigées immédiatement. De plus, seul le gouvernement américain peut éventuellement avoir accès au contenu des messages. Aucun autre pays, à ma connaissance, ne peut « casser » le chiffrement de WhatsApp comme celui de Messenger. Pourquoi les États-Unis ? Au nom du *Patriot Act*, ils se font communiquer les clés de chiffrement par Meta (société-mère de Facebook et Whats-App). La NSA (National Security Agency) peut donc suivre très facilement les échanges des uns et des

autres. C’est ainsi, par exemple, que Peter Cherif a été repéré, mais je vous raconterai cette histoire dans les détails un peu plus tard.

En France comme partout ailleurs, on ne peut pas lire les messages WhatsApp de nos cibles. Pourquoi n’apprend-on pas à casser ces clés de chiffrement ? À dire vrai, cela nécessiterait un travail immense pour un résultat très mince, car les chiffrements sont sans cesse en évolution. Il vaut mieux faire travailler les ordinateurs de calcul sur le chiffrement de gouvernements ciblés, plus faciles d’accès. En effet, certains ont des failles techniques.

Pour coder les messages, les pays utilisent plusieurs chiffres : un pour les ambassades, un pour les services de renseignement, un autre pour le renseignement militaire, etc.

C’est ainsi plus rentable que de s’attaquer à WhatsApp et ses milliards d’utilisateurs. Telegram est de moins en moins utilisé, sauf par les petits dealers. En effet, cette messagerie a été largement percée par les ingénieurs. On ne compte plus le nombre d’affaires de drogues ou d’enquêtes criminelles résolues grâce à l’accès aux échanges sur Telegram. Auparavant, les membres du gouvernement français l’utilisaient.

Messenger est également crypté et associé à un compte Facebook. La protection est correcte et le téléphone associé ne peut désormais plus être identifié dans la barre de recherche. tout du moins en Europe.

Dans d’autres pays, en Afrique notamment, il reste possible d’identifier le numéro de téléphone qui se cache derrière un compte Facebook.

Les mails se cassent très facilement, car ils ne sont pas chiffrés. Que ce soit Gmail, Hotmail ou n'importe quel autre opérateur, tous sont poreux. Jamais je n'ai envoyé un mail à mes sources sensibles. Dans ces cas-là, mieux vaut poster un message sur un forum, comme on le voit dans *Le Bureau des légendes.* C'est tout à fait réaliste.

Concernant le téléphone, il faut distinguer la France de l'étranger, ainsi que le degré de sensibilité de la source. En France, il faut savoir où se trouve la BTS (station émettrice-réceptrice de base) la plus proche. Il s'agit de l'antenne-relais des opérateurs qui permet de répartir, par carrés de 100 mètres, la liaison téléphonique de chaque opérateur. On peut s'en servir pour localiser un téléphone. Si la BTS est suivie par un service adverse et que mon numéro est connu, je me fais aussitôt repérer. Les services d'espionnage du monde entier utilisent un *IMSIcatcher* (appareil de surveillance) qui s'interpose sur la BTS. Le problème, c'est qu'à l'intérieur de Paris, les BTS brassent des centaines de milliers de connexions. Difficile de s'y retrouver si l'on ne dispose pas du numéro de téléphone de la cible ! Porte des Lilas – où se situent les bureaux de la DGSE –, c'est chercher une aiguille dans une belle botte de foin. Malgré tout, on demande souvent aux jeunes agents de s'éloigner du quartier pour passer leurs communications.

Mais évidemment, on téléphone via WhatsApp pour bénéficier du chiffrement. Je ne passais jamais un appel « classique » dès lors que je communiquais des informations sensibles.

Dès que je pouvais, je travaillais à l'ancienne, sans recours au téléphone. Il comporte sans cesse un risque. Il y a toujours un moment où on finit par se faire

coincer. Dans une enquête de police, quand un individu se fait appréhender, c’est toujours à cause de son téléphone ! L’actualité récente nous l’a prouvé, dans la guerre entre la Russie et l’Ukraine. Au soir du réveillon du 31 décembre 2022, dans un lycée de Makïïvka occupé par les forces de Poutine, des soldats russes ont utilisé leurs téléphones simultanément, probablement pour appeler leur famille et souhaiter la bonne année. L’armée ukrainienne a ainsi repéré un grand nombre de mouvements téléphoniques. Ils ont compris où se cachaient les Russes et ont envoyé des missiles. Dès la première minute de l’année, plusieurs dizaines de soldats étaient tués. Quand je vous dis que l’utilisation imprudente d’un téléphone peut coûter cher…
Méfiez-vous des téléphones !

En Afrique, la donne est différente. Il y a beaucoup moins de BTS. Il est donc bien plus simple pour un service d’établir un relevé afin de connaître toutes les connexions téléphoniques. Quand il y a trois individus à la ronde, on reconnaît plus facilement un numéro.
Il peut arriver qu’une source devienne imprudente, voire ingérable, en téléphonant via un appareil non protégé, ou en expédiant des messages à toutva.

Dans ces cas-l à, je coupais mon téléphone. Cela m’est arrivé plusieurs fois. Mais un jour, les conséquences auraient pu être catastrophiques. J’avais envoyé en mission au Yémen l’un de mes officiers djiboutiens. Je gérais quatre officiers et j’avais un téléphone différent pour chacun d’eux. À l’époque, je travaillais avec une quinzaine de téléphones, tous rangés dans un tiroir de mon bureau. En face de moi, mon adjoint en avait autant…

Soudainement, l'imprudent officier djiboutien m'appelle en clair (c'est-àdire par un appel normal, comme si ma femme m'indiquait qu'elle allait chercher le pain !). Et ça n'a pas raté… Mon service de la DGSE chargé des écoutes a aussitôt détecté notre conversation, et me l'a bien sûr reproché.

J'étais très embêté, car si mes services l'avaient repéré, c'est que le camp adverse avait pu en faire autant. Mon correspondant djiboutien eut droit à une explication de gravure. Notre sécurité à tous les deux avait été mise en danger. Cela ne pouvait pas se reproduire.

Par chance, je ne me suis jamais fait attraper. Mais Marc, l'un de mes collègues dans un autre pays d'Afrique, n'eut pas cette chance. Il échangeait avec une source relativement sensible dans un restaurant. Les deux convives parlaient ouvertement de sécurité intérieure, politique, opposition, etc. À la table d'à côté, un homme les écoutait. et a tout répété *illico* à un représentant de la police. À la fin du dîner, Marc laissa sortir sa source en premier. En deux temps trois mouvements, les autorités locales lui passèrent les menottes et l'expédièrent dans le fourgon de la police. Dix minutes plus tard (pour ne pas éveiller les soupçons, une précaution bien trop tardive), Marc sortit à son tour. Et l'infortuné fut lui aussi embarqué. « Je ne connais pas ce monsieur, assura Marc, dans une ultime tentative désespérée de s'en sortir. »

Les policiers fouillèrent les deux hommes. La source bien imprudente n'avait pas effacé leurs messages téléphoniques. Première erreur. Pire, elle détenait un papier écrit de la main de Marc : tous les

thèmes de recherche, chaque information que la source devait rapporter à l'agent Marc. Même le salaire prévu était inscrit noir sur blanc. Mon collègue a frôlé l'expulsion et s'est retrouvé sous surveillance pendant la fin de sa mission. Après un tel échec, difficile de recruter une nouvelle source et d'obtenir des informations confidentielles. Les mots « AGENT SECRET » et « ESPION » étaient désormais scotchés sur son front. Baisse de productivité assurée – et donc de sécurité pour la France.

Ce soir-là, ce fut une succession de maladresses : le restaurant était mal choisi, et jamais un agent ne doit écrire de consignes. On peut en parler oralement, puis envoyer un message chiffré à la source une fois qu'elle est rentrée chez elle. À ce moment-là, elle peut les recopier dans un carnet qui ne sort pas de son domicile, puis supprimer le message.

Ces erreurs ont peut-être été commises sous le coup de la précipitation. Quand on est en poste à l'étranger, on croule sous le travail, car il faut assurer deux boulots : celui d'agent secret et celui de notre couverture. En tant que diplomate de l'ambassade, on doit assister aux réunions de service hebdomadaires, aux briefings militaires, aux rendez-vous réguliers avec l'ambassadeur (sinon, il se méfie !), avec l'attaché de défense, l'attaché de sécurité intérieure, le secrétaire général d'administration, le consul (c'est bon de l'avoir dans la poche, car ses dossiers sur les demandeurs de visas offrent de précieuses informations sur les revenus, les téléphones, les banques, etc.), entretenir les contacts utiles (ministres, conseillers, hommes politiques, journalistes…). Une fois ces tâches inévitables

assumées, il faut se lancer alors dans le travail d'agent secret proprement dit : recruter des sources et traiter leurs informations. Le travail d'approche prend énormément de temps : l'organisation de la rencontre, la manipulation, le recrutement. Dans certains postes, je travaillais douze heures par jour. Si un agent veut aller vite, il se fait repérer… Certaines capitales africaines ou du Moyen-Orient étant très engorgées, la tentation d'inviter la source dans le restaurant d'à côté est grande, afin d'éviter les kilomètres d'embouteillage. Et là, patatras.

CHAPITRE IX

KINSHASA : LA CHUTE DE MOBUTU ET LA GUERRE DES GRANDS LACS

De 1994 à 1997, j'ai assuré plusieurs missions courtes au Burundi, de quelques semaines à quelques mois. Il m'arrivait parfois aussi d'aller à Cotonou, au Bénin, un pays relativement calme.

Entre mes voyages, je planchais aux Invalides, où je recrutais autant de sources que possible sur les problématiques africaines : des haut fonctionnaires en stage dans les grandes écoles françaises (ENA, administration publique, banques…). J'avais un an pour les recruter avant leur retour au pays. Ensuite, soit nous entretenions des relations à distance, soit je transmettais le contact à l'agent de la DGSE en poste.

En 1997, Mobutu fut renversé. On m'envoya en mission à Kinshasa. Mon pauvre père était gravement malade. Son cancer s'était généralisé. Juste avant qu'il nous quitte, j'eus le temps de lui annoncer la nouvelle de mon affectation. Alors que je préparais activement mon séjour en RDC dans un petit bureau à la Centrale, je reçus un appel d'un collègue des Invalides qui m'annonça le décès de mon père. Ma mère ne savait pas où me joindre et avait prévenu le numéro d'urgence que je lui avais transmis. J'étais effondré. J'ai récupéré mon épouse – alors affectée au secteur Europe – avant de rejoindre le domicile de mes parents à Saint-Maur-des-Fossés. Je dus serrer les dents une fois de plus, d'autant

que l'on m'avait prévenu qu'avec la situation tendue en RDC, je risquais de partir en célibataire pour un temps indéterminé. Mon chef m'assura de son soutien et je repris pied après quelques jours de congés auprès de ma mère. Puis je partis donc en mission. Ma mère nous retrouva à Kinshasa début 1998, où elle resta un mois puisque la situation semblait s'apaiser.

Kinshasa est la capitale de la République démocratique du Congo, autrefois appelé le Zaïre. Mobutu dirigeait le pays depuis sa prise de pouvoir en 1965. En manque de soutiens financiers, le dictateur finit par plier devant l'invasion de rebelles de l'AFDL, l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo. Trois mois après son exil, Mobutu Sese Seko mourut en septembre 1997 d'un cancer de la prostate.

Laurent-Désiré Kabila s'empara du pouvoir avec le soutien de ses alliés rwandais, ougandais et angolais et la bénédiction de l'Afrique du Sud.

En tant qu'agent de la DGSE, je repartais de zéro à Kinshasa. Je devais constituer mon propre réseau de A à Z. Avec la chute de Mobutu, tout le gouvernement était en fuite. Les sources existantes ne servaient plus à rien, puisque les interlocuteurs avaient changé. Il fallait reconstituer un cheptel d'informateurs.

Je n'étais pas déclaré aux autorités locales. Seul l'ambassadeur était dans la confidence. Je participais aux réunions de service en tant que premier secrétaire de l'ambassade. Les gens ne semblaient pas se méfier de moi. L'ambassadeur me dit :

– Jouez à fond votre couverture. Je vais vous envoyer à des tas de réunions, avec des représentants de l'UE, les partis politiques, les entreprises, etc.

Le bureau de chef de poste est toujours situé dans l'ambassade, ce qui nous permet d'avoir un lieu sécurisé pour travailler. Évidemment, l'accès n'est autorisé qu'aux membres du service.

Cela ressemble à un bureau normal avec ordinateur et imprimante. Mais tous les messages que nous envoyons sont chiffrés et doivent respecter un formalisme très strict. Nous disposons aussi d'un téléphone chiffré qui nous permet d'appeler Paris.

Au fur et à mesure, j'ai donc constitué un réseau à Kinshasa, mais aussi dans tout le pays. Je parvins à me familiariser avec la délicate situation de l'est du Congo. J'envoyais même certaines sources en mission.

À Kin, j'ai gagné le surnom de l' *Écureuil* malgré moi, cela m'a suivi une bonne partie de ma carrière. J'allais chez le coiffeur en face de l'ambassade et celui-ci me propose un jour de me faire des mèches blondes, et pourquoi pas !

Évidemment, j'avais l'air ridicule en sortant et quand je suis rentré à l'ambassade tout le monde a défilé dans mon bureau pour se moquer de moi.

J'ai fait retirer cette teinture comique le jour même. Mais le surnom est resté pour une autre raison, à chaque fois qu'il y avait du danger, j'arrivais à me cacher pour réapparaître plus tard.

Août 1998. Le déclenchement des événements. La belle coalition africaine qui avait aidé Kabila à prendre le pouvoir vola en éclats. Avec leur stratégie expansionniste, le Rwanda et l'Ouganda agaçaient les autres alliés –l'Angola, la Namibie, l'Afrique du Sud et la Zambie – alors que Kabila souhaitait s'émanciper des Rwandais présents dans tous les rouages de

l’administration. Le ministre des Affaires étrangères et le chef d’état-major étaient en effet rwandais. Alors que j’étais en congés en France pendant la Coupe du monde de football, les forces rwandaises détournèrent un avion de ligne en partance de Kigali, direction Boma en RDC, près de la façade atlantique. L’avion était bourré de militaires rwandais armés jusqu’aux dents.

L’aéroport de Boma fut pris en quelques minutes. Les militaires congolais, surpris, s’enfuirent sans demander leur reste. Après quelques rotations d’avions, les militaires rwandais étaient assez nombreux pour remonter vers Kinshasa et renverser Kabila.

Sur les ondes, Radio France Internationale rendit compte de la situation et envisagea rapidement la chute de Kabila. Colère du président congolais : « RFI, c’est la radio de la France, donc la France est contre nous ! »

Des tas de manifestations s’organisèrent devant l’ambassade de France à Kinshasa alors que j’étais en vacances dans l’Hexagone.

Le chef de secteur Afrique me téléphona en catastrophe :

– Il faut absolument que tu rentres à Kinshasa avant que les lignes aériennes ne soient coupées !

J’ai trouvé un des derniers vols sur la compagnie SwissAir, car Air France n’opérait plus sur la RDC. Je suis évidemment rentré à Kinshasa sans ma famille. Heureusement que ma femme et mes enfants n’étaient pas présents pendant ce coup d’État. À peine arrivé à « Kin », je me suis cloîtré dans l’ambassade, avec une poignée de collègues. Il n’y avait même plus d’ambassadeur, puisque celui-ci venait de prendre sa retraite. Le remplaçant n’avait pas encore été désigné.

Heureusement, nous disposions de deux gardes du corps et de la présence des gendarmes de l'ambassade. Nous étions coincés en centre-ville, complètement pris au piège. Alors que le contingent rwandais remontait sur Kinshasa via les axes périphériques, la tension montait dangereusement avec les manifestations. Le gouvernement de Kabila fuit à l'autre bout du pays, à Lubumbashi, à l'est. Seuls quelques ministres s'accrochaient à leur poste. Les téléphones ne marchaient plus.

Coup de théâtre : Kabila finit par obtenir le soutien de l'Angola, c'est-àdire le camp opposé (intéressé, évidemment, par les matières premières). Le gouvernement angolais déploya à la vitesse grand V de l'armement, des hélicoptères et stoppa net l'avancée rwandaise.

Du toit de l'ambassade, j'observais cette vision d'enfer : des stationsservice qui sautaient, des immeubles qui explosaient… à coups de roquettes. Ainsi, Laurent-Désiré Kabila avait repris le pouvoir.

Pour moi, cette période fut extrêmement difficile. Nous n'avions pas grand-chose à manger. Je pouvais seulement sortir la nuit récupérer quelques vivres dans une supérette tenue par une Roumaine. Avec la dizaine de collègues de l'ambassade, nous préparions des repas en commun. Pour nous hydrater, nous n'avions pas de problème : nous avons descendu le champagne et le vin de la cave de l'ambassadeur ! Pendant ce temps-là, le personnel de ma villa était sans ressources, obligé de boire l'eau de la piscine.

Dès que je le pouvais, je leur rapportais quelques courses. Je traversais les barrages militaires en les

arrosant de dollars et de cigarettes. Nous avons tenu tant bien que mal. Un repérage avait été effectué, en cas d'évacuation d'urgence. Soit par hélicoptère, soit par convoi sécurisé. Un détachement d'hélicoptères en provenance du Gabon avait été déployé à Brazzaville, sur l'autre rive du fleuve Congo. En guise de test, ils avaient envoyé un hélicoptère survoler Kinshasa afin d'établir s'il pouvait se poser dans le parc de la résidence de l'ambassade. Il suffisait de couper quelques arbres. Hélas, les militaires congolais dont le camp voisin avait été survolé par l'hélicoptère ont tiré et l'ont endommagé (durite percée par une balle) ! Miraculeusement, l'engin s'est posé en catastrophe à Brazzaville, à quelques kilomètres de là (Kin et Brazzaville sont les deux capitales les plus rapprochées d'Afrique). Cet incident s'est vu instrumentalisé, et d'insensées rumeurs ont été répandues : « La France et la DGSE ont tenté une opération commando ! » Par conséquent, le chef de poste et son assistant ont été déclarés *personoe non gratoe* en RDC. Comme je n'étais pas déclaré, je n'ai pas été expulsé. Je me suis donc retrouvé tout seul !

Mes deux malheureux collègues ont dû quitter le pays en vingt-quatre heures, escortés jusqu'au port fluvial pour être envoyés à Brazzaville.

De Paris, le directeur général de la DGSE m'a transmis son soutien. Je n'avais même pas de secrétaire technique pour transmettre les messages chiffrés. Heureusement, un membre de l'équipe technique de l'ambassade me servait d'assistant, mais cela tournait au ralenti. Je dormais à l'ambassade, c'était éreintant.

Je suis resté seul pendant quatre mois. Après le coup de théâtre et le retour au pouvoir de Laurent-Désiré

Kabila, nous avons encore attendu un bon moment la nomination d'un nouvel ambassadeur. Pourtant, l'Elysée avait maintenu les relations diplomatiques, même si celles entre nos deux pays se trouvaient au plus bas.

Pour ma part, je jouais toujours mon rôle de diplomate, agent quasiclandestin. J'étais le seul à avoir des sources, je n'avais pas le droit de me dévoiler. Sinon la DGSE n'avait plus de représentant sur place.

Fin 1998, je reçus une demande d'information du secteur en charge du nucléaire et de la contre-prolifération à Paris. Cette orientation très technique concernait une demande de renseignement sur le CREN-K (Centre régional d'études nucléaires de Kinshasa). La RDC possédait en effet une petite centrale nucléaire édifiée en 1959 sur le campus de l'université de la ville. Le réacteur acheté aux Américains était destiné à la recherche et à la production d'isotopes à usages médicaux et agricoles.

Avec le conflit des Grands Lacs et l'arrivée au pouvoir de Kabila, plus personne n'avait de visibilité sur ce réacteur, alors que des rumeurs évoquaient la recherche d'uranium appauvri par le régime de Saddam Hussein, mais aussi par l'Iran. L'AIEA n'avait plus envoyé d'inspecteurs et se voyait informé par le numéro 2 du CREN-K, un docteur congolais en physique nucléaire.

Le service voulait ainsi connaître l'état du réacteur et surtout la production et le stockage de l'uranium existant. L'uranium appauvri ne permet pas de fabriquer une bombe nucléaire, mais aurait aidé à ces deux États d'avancer dans leur recherche afin d'en obtenir une. Kabila, qui venait des montagnes, ne comprenait rien au nucléaire. Pour lui, exporter de l'uranium c'était aussi

simple que d’exporter des cailloux. Il y voyait une belle opportunité d’enrichissement.

Par l’intermédiaire d’une source qui connaissait l’intéressé, j’obtins que ce dernier me rende visite à mon domicile de nuit, avec toutes les précautions d’usage d’un contact clandestin.

Il m’expliqua que le directeur du CREN-K, dont il était l’adjoint, fut nommé par Kabila uniquement pour sa proximité ethnique et sa loyauté au régime, certainement pas pour sa qualification.

L’adjoint me donna les plans du réacteur, photos à l’appui. Il continuait de fonctionner, mais de façon dégradée, avec une petite production d’uranium dont l’adjoint me donna les quantités. Le combustible était noyé dans la piscine de stockage du réacteur et ne présentait pas de danger pour le moment.

Les demandes de renseignement qui émanaient de Paris étaient très techniques et je m’y connaissais assez peu en physique nucléaire.
Mon contact me donna alors un petit cours simplifié sur le fonctionnement d’un réacteur nucléaire à usage civil. Il ajouta que Kabila avait demandé aux responsables du CREN-K s’il était possible de sortir cet uranium pour le vendre. Le régime de Saddam Hussein avait alors été évoqué par le directeur du CREN-K.

L’adjoint me donna toutes les informations en répondant point par point aux demandes des services à Paris. Nous nous sommes entretenus trois fois dans des conditions de sécurité très strictes, et toujours de nuit. Nous n’utilisions pas de voiture diplomatique pour le récupérer et j’avais mis en place un dispositif pour vérifier qu’il n’était pas suivi.

En échange, je lui remis 1 500 dollars, mais cela ne lui suffisait pas, car il souhaitait que son fils obtienne un visa pour la France afin de poursuivre ses études supérieures.

Le service a accepté, mais le secteur en charge du nucléaire et de la contreprolifération a jugé bon, à juste titre, de lui faire rencontrer un spécialiste en physique nucléaire lors de l'un de ses passages à Paris, lorsqu'il se rendait à Vienne auprès de l'AIEA.

Finalement aucun casque (bidon de protection) d'uranium n'a été exporté. En 2000, une prétendue affaire de vente de ces casques d'uranium par deux opposants de Kabila a défrayé la chronique. Ces deux Congolais ont été retrouvés carbonisés dans un véhicule près de Lyon. La vente de cet uranium devait servir à financer une opération de renversement de Kabila. Finalement, aucune preuve n'a jamais été établie sur une éventuelle vente de cet uranium.

Un nouvel ambassadeur a été nommé en 1999. Ce haut fonctionnaire était un spécialiste de l'Asie, car Kabila refusait les ambassadeurs « néocolonialistes ».

Né au Gabon, il souhaitait découvrir un peu mieux l'Afrique. Ce nouvel ambassadeur, Paul Carmouche, fut très dynamique, mais aussi un brin caractériel. Ses propos furent clairs : « L'ambassadeur, c'est moi. Vous devez m'obéir au doigt et à l'oeil. La DGSE ? C'est pareil. Ce n'est pas parce que vous êtes indépendant dans votre travail que vous n'êtes pas sous mon autorité. »

À la DGSE, nous étions les seuls à conserver notre autonomie. Par exemple, l'attaché de défense devait faire soumettre ses comptes-rendus à

l'ambassadeur. Pas nous. Même si, évidemment, nous dépendions quand même de l'ambassade.

J'avais malgré tout de bonnes relations avec Carmouche. Fin 1999, il se mit en tête d'aller à Kolwezi et à Lubumbashi, car il y restait une communauté française. Il voulait voir tout le monde. D'abord, nous sommes allés dans le centre du pays, à Mbujimayi, la cité du diamant. Il y faisait une chaleur humide, l'ambassadeur voulait rencontrer les autorités et être présent sur le terrain, en dehors de Kinshasa. Nous avons visité les carrières d'extraction de diamant, c'était extraordinaire. J'y ai découvert les méthodes de sélection, y compris celles des minerais rares. Il fallait à peine creuser ! Nous étions promenés dans un camion militaire dans les grands champs diamantifères. À 200 mètres du camion, on voyait les *garimpeiros*, des exploitants illégaux, y pénétrer. Les militaires congolais leur tiraient dessus à la Kalachnikov au coup par coup, de temps en temps il y en avait qui tombaient. Là-bas, on pouvait acheter des diamants d'un carat pour 1 500 euros, aujourd'hui, ça en vaut 15 000. Mais ils étaient invendables, car sous embargo. Les diamants partaient donc vers Anvers pour être taillés et revenaient en Afrique sur le marché parallèle contrôlé par l'Afrique du Sud, dont plusieurs responsables avaient organisé un circuit de corruption, pour pouvoir les vendre.

Paul Carmouche était très satisfait, jusqu'au moment où on nous a fait visiter un puits. Il s'agissait d'un simple trou d'une dizaine de mètres de profondeur. Au bout d'une potence, un enfant était suspendu par les pieds. Muni d'un sac, le gamin devait remonter un maximum de pierres en creusant à mains nues. Un

exercice hautement périlleux, car le trou n’était pas étayé et il y avait déjà eu de nombreux morts… Devant nous, tout se passa bien, et le responsable du village vint offrir des pierres non taillées à l’ambassadeur. « Pas question, je n’ai pas envie de revivre les histoires de Bokassa et la Centrafrique ! » répliqua Paul Carmouche, agacé.

Son refus provoqua un mini-scandale. Le préfet était outré. On m’a demandé de raisonner Carmouche, mais c’était impossible face à ce tempérament bien trempé.

La deuxième mission se déroula à Lubumbashi, la capitale du Katanga. La France y avait beaucoup investi en infrastructures et disposait même d’un consulat, quasiment abandonné depuis plusieurs années. Là-bas, nous avons rencontré un milliardaire belge, né à Lubumbashi, Georges Forrest, fraîchement nommé consul honoraire de la France, un homme grand et déterminé, un monument au Congo. Il a développé l’entreprise familiale pour en faire la société la plus importante du pays, présente dans les transports et dans des missions d’intérêt public. Il avait échappé de justesse aux massacres des Européens à Kolwezi. Généreux, il nous envoya son Falcon 900 ! Ma première expérience dans un tel avion… C’est assez extraordinaire, il y avait un lit et une douche, un grand canapé au centre. Forrest nous fit visiter les infrastructures d’exploitation minières. Un terril s’était constitué à partir des multiples rejets de pierres accumulées depuis des décennies. Il avait trouvé un accord avec une société suédoise pour exploiter ce terril, haut de trente mètres, rempli de cobalt, de lithium, et autres matières premières très recherchées. C’était incroyable.

À Lubumbashi, je reçus un ordre de la direction des opérations m'indiquant qu'il y avait du matériel à récupérer au consulat. Deux de nos agents qui renseignaient pendant la crise rwandaise et le coup d'État de Kabila (originaire du Katanga) avaient laissé leur matériel dans des valises avant de fuir en direction de la Zambie.

– À la faveur de votre mission, essayez de ramener ces valises.

– Je ne veux pas trimballer de l'armement.

– Ne vous inquiétez pas, Volange, c'est seulement du matériel technique.

Je m'éclipsai avec les gendarmes. Les gardiens me confirmèrent que deux valises traînaient bien dans un coin. La Boîte m'avait donné la combinaison des valises. Je les ouvris pour en faire l'inventaire complet et me rendis compte qu'il y avait quand même des documents compromettants.

Le problème, c'est que l'ambassadeur ne voulait pas rentrer en Falcon, pour ne pas donner l'impression de profiter des largesses du nouveau consul.

Il entendait prendre un avion de ligne. En RDC, les vols intérieurs se font à bord de vieux avions pourris, des Boeing d'un autre âge, avec des militaires,

Kalachnikov sur les genoux. Dans ces conditions, impossible de rapporter ces deux valises. J'ai donc demandé à Georges Forrest de les conserver et de me les rapporter lors de son prochain vol vers Kinshasa.

À Lubumbashi, j'ai tissé quelques contacts utiles parmi les autorités locales. J'avais ciblé les personnalités qui nous étaient plutôt favorables. J'y suis retourné une deuxième fois, pour la rencontre de l'ambassadeur avec

la communauté française de Kolwezi. Georges Forrest l'accueillit à nouveau.

Nous devions parcourir 300 kilomètres de piste pour atteindre Kolwezi, où nous attendait la petite communauté franco-belge, coincée là depuis très longtemps. Ils étaient une cinquantaine, privés de travail, car les mines ne fonctionnaient plus. Mais s'ils rentraient en Europe, ils se retrouvaient privés de leur droit à leur retraite. Ils attendaient donc d'avoir soixante ans.

Là, j'ai découvert un autre univers. À l'autre bout du Zaïre, c'était l'hiver austral. De 32 °C à Kinshasa, nous étions passés à 4 °C.

À Kolwezi, nous fumes pris à partie par le maire qui nous reprocha l'invasion de son village en… 1977 ! L'ambassadeur monta alors sur ses grands chevaux : « Je vous rappelle que vos combattants qu'on appelait les « Tigres katangais » ont massacré je ne sais combien de personnes en 77, alors je n'ai pas de leçons à recevoir de vous. » Encore des tensions. Il faut savoir qu'avec l'aide des Angolais, Kabila avait récupéré la deuxième génération des « tigres » (troupes d'infanterie et de guérilla révolutionnaires) dont les parents avaient fui en Angola.

À Kolwezi, les Français, anciens mineurs de Lorraine pour la plupart, expatriés depuis le début des années soixante-dix et donc présents durant les événements, nous avaient d'ailleurs raconté le déroulé des opérations avec les massacres et l'arrivée des parachutistes français, déployés en mai 1978. J'eus l'impression de revivre le film *La Légion saute sur Kolwezi.*

J’avais une très bonne relation avec l’ambassadeur du Burundi à Kinshasa. Ce n’était pas une source, juste un contact utile. Il était très modéré et appréciait moyennement le régime Kabila. Cet ambassadeur avait été dépêché par le président burundais, Pierre Buyoya, qui avait repris le pouvoir après le coup d’État. Au début de la guerre des Grands Lacs, il a tenté de faire évacuer ses ressortissants par le Beach, direction Brazzaville. Cependant, les Congolais les ont tous capturés et allongés sur le quai du port fluvial alors qu’ils s’apprêtaient à rejoindre Brazzaville. Paniqué, l’ambassadeur burundais nous contacta. Alors que nous arrivions sur place, les militaires refusèrent de parlementer : « Hors de question, ce sont des Tutsis, ce sont des traîtres ! On va s’occuper d’eux ! »

Ils étaient en danger de mort. Nous avons insisté auprès d’un officiel congolais, qui tempéra : « Ne paniquez pas. J’ai fait mes classes en France, je vais calmer mes collègues. » Sauf que ses collègues ne voulaient rien savoir. Nous n’avons pas cédé, bien conscients que si nous partions, ces pauvre Burundais allaient tous être exécutés.

Après moult palabres et devant notre inflexibilité, les militaires ont relâché leurs proies. L’ambassadeur nous en est resté reconnaissant. Dans le lot des prisonniers, il y avait un Tutsi burundais commissaire politique, ex-ministre du gouvernement Kabila qu’il avait rallié en 1996. Ce dernier s’est réfugié à l’ambassade, où il est resté caché dans une chambre pendant huit mois. Sa tête était mise à prix. C’était un professeur d’histoire, qui nous faisait beaucoup de peine. Il avait fêté Noël avec nous à l’ambassade. Au début de l’année 1999, la

situation s’améliorait et nous avons essayé de l’exfiltrer. J’ai obtenu de la DGSE de payer 2 000 dollars auprès d’un commandant du port fluvial pour qu’il rejoigne Brazzaville : au sous-sol de l’ambassade, nous l’avons dissimulé dans le coffre d’une voiture qui est partie discrètement au Beach. Là-bas, il tremblait comme une feuille morte de peur d’être exécuté.

Finalement, il a pu prendre un bateau et rejoindre Brazzaville. Nous avons reçu les félicitations de Pierre Buyoya, le président burundais.

Plus tard, cet homme est venu en France. Il a même écrit un livre sur la guerre des Grands Lacs.

À mon retour en France en 2000, on m’a diagnostiqué un peu hâtivement la lèpre. Je n’avais plus de sensibilité dans un bras ni dans une jambe. J’ai passé des examens à Bégin, l’hôpital d’instruction des armées, et le médecin m’a indiqué que ce n’était finalement pas la lèpre. Il pensait à un problème au niveau des cervicales et m’envoya à l’hôpital militaire du Val-de-Grâce. Làbas, je suis tombé sur le médecin général chirurgien qui avait sauvé Jean-Pierre Chevènement d’une grave maladie neurologique. J’ai passé un scanner : ma moelle épinière était totalement rétrécie, devenue noire. J’avais aussi de l’arthrose cervicale. Comme j’avais beaucoup pratiqué le tir à la carabine, j’avais un terrain favorable à l’arthrose. Mais surtout, sur les toits de l’ambassade à Kinshasa, je m’étais jeté au sol, durant les événements de 1998, pour éviter une rafale de Kalachnikov, m’arrachant ainsi un tendon.

Tout cela s’était aggravé avec le temps. J’ai donc été opéré d’une laminectomie. Deux heures sur le billard. On m’a retiré un capot de vertèbres, coupé une

excroissance d’arthrose et décompressé ainsi la moelle épinière.

Aujourd’hui ma jambe tressaute toujours, ce qui me fait trembler de temps en temps.

À l’hôpital, le commissaire burundais est venu me rendre visite, avec un cadeau. Cela m’a beaucoup touché. Je ne l’ai jamais revu, et je ne sais pas s’il est encore en vie aujourd’hui.

Mon mandat s’est achevé en juillet 2000. La situation des Français en RDC s’était un peu améliorée. J’ai accueilli mon successeur et suis rentré à Paris.

Après cette longue mission, j’ai pris quatre mois de congés réglementaires et suis rentré au bureau, aux Invalides. J’ai encore travaillé sur des sujets africains, notamment à l’époque du début de la crise ivoirienne, pendant deux ans.

Puis j’ai été affecté à la supervision, section Europe. Un autre monde.

CHAPITRE X

LA VIE DE FAMILLE D'UN AGENT DE LA DGSE

Dans ma fonction, ce fut l'un des aspects délicats à gérer. Contrairement à l'agent de Sa Majesté 007, qui n'a jamais eu de famille, j'ai traversé toute ma carrière avec mon épouse et mes deux enfants.

Les théâtres de guerre, les menaces de sources indélicates, le décalage avec les populations locales, l'éloignement quand les enfants, grands, poursuivent leur vie en France et ne me suivent plus. J'ai connu tout ça.

À Kinshasa, ma famille m'accompagnait. Irène, ma femme, avec Frédéric et Pauline, nos enfants. Avant notre départ, Frédéric était au collège, et Pauline, à l'école primaire. Leur intégration en République démocratique du Congo s'est bien déroulée. Tout se passait remarquablement, et après une première année de mission, nous sommes rentrés en France pour les congés d'été. Quand la guerre des Grands Lacs a éclaté en août, je suis retourné en urgence en RDC, mais ma femme et mes enfants n'ont pas pu me suivre.

Trop dangereux. Ils m'ont rejoint à Kinshasa quatre mois plus tard, une fois que les écoles avaient rouvert et que la situation s'était apaisée. Leur école était située au bord du fleuve, près de la résidence de l'ambassadeur. Les accompagner le matin était toujours une épopée. À Kin, nous logions dans une grande villa appartenant à un ancien ministre en fuite (je lui envoyais

le loyer à distance !), et il y avait beaucoup de personnel (gardiens, chauffeur, pisciniste, femme de ménage et nounou…). Une belle villa avec trois chambres, bureau, salle de réception, *pool house* et un grand jardin avec des manguiers et des palmiers. Mais comme toujours en Afrique, elle était clôturée par un mur haut recouvert de barbelés. À notre arrivée en 1997, la guerre sévissait déjà à Brazzaville, dans l'autre Congo. Le président Sassou N'Guesso avait été évincé lors des élections, puis avait repris le pouvoir par la force. Il est encore président à l'heure où j'écris ces lignes, en 2023. De l'autre côté du fleuve, ça bombardait sans cesse. Le président élu démocratiquement avait fait venir des hélicoptères MI-8 avec des pilotes ukrainiens pour répondre aux attaques de Sassou. Il arrivait que des obus traversent le fleuve et atterrissent à Kinshasa. Autant vous dire que les enfants entendaient des « Boum ! Boum ! Boum ! » en permanence dans leurs salles de classe. C'était angoissant de les savoir si près du fleuve, à la merci des bombes. Parfois, mon chauffeur faisait demi-tour et ramenait les enfants en catastrophe à la maison. La vie n'était pas toute rose.

Irène travaillait comme moi à la DGSE, mais quand je partais en mission, elle prenait une disponibilité pour me suivre. C'était assez pratique, même si ça lui coûte cher aujourd'hui pour sa retraire. Je vous laisse faire le compte des trimestres perdus… Elle touche environ la moitié de la retraite qu'elle aurait dû avoir. C'est un problème que l'administration devrait revoir, car nous sommes très pénalisés aujourd'hui.

Pour s'occuper, ma femme avait trouvé un travail auprès d'un grand commerçant libanais. Ce dernier

vendait des cosmétiques très prisés par les Congolaises. Irène était son assistante-secrétaire. Elle était payée en liquide, car les conjoints en disponibilité n'ont pas le droit de travailler. Le problème, c'est que le magasin se situait à l'autre bout de Kinshasa. Elle devait traverser nombre de quartiers populaires. C'était très angoissant. Mais au bout de plusieurs mois, alors que l'on avait omis de déclarer cet emploi au service, il m'a été conseillé qu'elle arrête de travailler au risque de perdre son statut diplomatique. Celui-ci ne peut être compatible qu'avec un emploi à l'ambassade ou bien auprès d'un groupe français institutionnel. Déçue, elle s'est exécutée.

Pendant la guerre des Grands Lacs, à la tombée de la nuit, le couvre-feu était de rigueur. Il fallait s'organiser pour travailler plus tôt et rentrer vite à la maison. Les sorties étaient très limitées. Pour fêter mes quarante ans, j'ai privatisé une boîte de nuit et nous en sommes sortis seulement le lendemain matin.

La vie de famille n'était pas toujours évidente, mais nous en gardons de bons souvenirs. Nous avions visité le zoo qui était abandonné depuis le départ de Moboutou, il ne restait que quelques crocodiles affamés et des gorilles dont l'un m'envoya fortement une orange en pleine poitrine. De temps à autre, nous allions aider Claudine André, la célèbre écologiste qui avait créé un refuge pour bonobos, le singe le plus proche de l'homme chassé pour sa viande. Nous étions des bénévoles occasionnels et nous donnions le biberon aux bébés qu'elle recueillait. Elle aurait aimé les réinsérer dans la forêt. Mes enfants ont eu la chance de grandir dans des endroits où personne ne va, ils ont bénéficié d'une ouverture sur le monde extérieur très bénéfique.

Les bombardements, ils ne s'en rendaient pas vraiment compte. Ils n'avaient pas peur. La villa était bien protégée.

Toutefois, les locaux pouvaient parfois devenir soudainement violents. Ce fut le cas un jour, en centre-ville, alors que mon épouse se rendait dans un bureau de change pour avoir du liquide en francs congolais et en dollars. Sur le trajet, à bord de sa voiture, Irène roula malencontreusement sur le pied d'un policier en treillis. Quel déchaînement ! Les collègues en uniforme ont allongé le « grand blessé » sur le capot comme s'il était mourant. Ils avaient repéré la plaque d'immatriculation française du véhicule d'Irène, qu'ils ont commencé à secouer pour l'effrayer. Ma femme était en panique totale, tout comme mon fils, assis à l'arrière. Via le talkie-walkie HF installé sur le tableau de bord, elle a aussitôt appelé les secours. J'étais en mission dans la province du Katanga. C'est donc un gendarme de l'ambassade qui s'est rendu sur les lieux pour la tirer de ce mauvais pas.

Foulé au pied malgré ses rangers, le flic a réclamé des indemnités ! De son côté, le chef du commissariat central a convoqué mon épouse et lui a demandé de payer. Sous la pression, elle s'est exécutée, et il lui a donné un reçu.

Quelques temps plus tard, l'ambassadeur de France en RDC reçut le directeur général de la police, et en profita pour se plaindre : « C'est scandaleux que le commissaire ait demandé à la femme du premier secrétaire de l'ambassade de payer. »

Ah, la corruption… Même avec des gens qui vous apprécient, la situation peut vite dégénérer, si c'est « la faute des Français ».

Au moment de l'épisode de Radio France Internationale qui anticipa un peu trop vite la chute de Kabila, il fallait voir le degré de violence des locaux à notre encontre. Une semaine avant, ces gens étaient adorables avec nous.

La rumeur embarque tout sur son passage. Comble de malchance l'année suivante, Irène raccompagna la nounou/femme de ménage à son domicile situé au-dessus du palais présidentiel, à environ 10 kilomètres de chez nous. À hauteur du palais, elle roula malencontreusement sur une barre de fer qui fut projetée sur le parebrise du véhicule derrière elle.

Encerclement de son véhicule par les locaux, nouvelle panique et appel au secours ! Cette fois présent à Kinshasa, je me portai sur les lieux avec un gendarme de l'ambassade.

Arrivés sur place, nous constatâmes que les militaires de la garde présidentielle avaient pris les choses en main et sécurisé le véhicule d'Irène. Ils nous demandèrent de trouver un arrangement avec le propriétaire de la voiture endommagée, ce qui ne posa pas de problème.

Pour décompresser, à Kin, nous organisions des fêtes le week-end, avec le personnel de l'ambassade, les gendarmes. Cela permettait de maintenir la cohésion. Nous savourions des méchouis ou allions aux soirées organisées dans des hôtels.

Avant la guerre, nous nous rendions en 4x4 à une vingtaine de kilomètres, au bord du grand lac Ma Vallée. Nous mangions dans des paillottes, puis faisions le tour à pied de ce lac magnifique.

Je travaillais tout le temps, y compris le samedi et le dimanche, où je passais *a minima* le soir à mon bureau. En semaine, Irène ne me voyait pas beaucoup. Le soir, j'avais des dîners avec des contacts ou des sources.

À Kinshasa, le tourisme est très limité. Hormis le fleuve et le lac. La seule solution pour visiter aurait été de prendre un avion, mais en dehors des missions sécurisées, c'était proscrit, bien trop dangereux.

Ma fille et mon fils étaient scolarisés au lycée français, avec d'autres enfants d'expatriés, de diplomates. Hormis les enfants de ministres, il n'y avait pas de locaux. C'était une école semi-privée, que je devais payer de ma poche. Heureusement, mon salaire d'agent de la DGSE était nettement supérieur à la moyenne lorsque je partais à l'étranger. Les agents jouissent du même statut que les diplomates et bénéficient d'une indemnité de résidence.

Plus le pays est dangereux et plus elle est importante. Le niveau d'études était très bon, comme l'ont constaté les professeurs à notre retour en France, trois ans plus tard. Les enseignants étaient tous des coopérants français.

À Bangui, nous avons également de beaux souvenirs dans la villa que je louais, même si certains épisodes nous ont donné des sueurs froides.

Là-bas, je me souviens d'une source malhonnête. Un voyou qui m'appelait « *Mister* », et me refourguait seulement des informations piochées dans la presse.

– Super info, Mister, tu vas voir, Mister !

– Arrête ton char ! Je l'ai lu dans le journal d'il y a trois jours !

– Ah… non Mister ! Tu crois ? Je ne pense pas…

Pour le punir, j'ai réduit son « salaire » de source. Semaine après semaine, je lui donnais moins, car il faillait largement à sa mission. Jusqu'au jour où je ne lui ai plus rien donné. Là, c'est moi qui ai déclenché sa colère. J'ai reçu une lettre, signée de la main de mon voyou : *Mister, tu n'as pas le droit de me faire ça. Je vais tout révéler ! Depuis le temps que je travaille pour toi, c'est honteux que tu ne me donnes plus d'argent. Ta fille est jolie, tu sais, je sais qui elle est*…

Avec cette dernière phrase, il venait de dépasser les bornes. Je me rendis aussitôt au ministère de la Sécurité intérieure, dirigé par Richard Gouandja. Et devinez sur qui je tombe dans le hall d'attente ? Mon voyou !

En entrant dans le bureau du directeur du cabinet, je lui ai demandé qui étaient les personnes qui attendaient.

– Ce sont des gens qu'on va tester pour les recruter dans nos services.

– Pourrais-tu me donner leurs noms ? Je peux me renseigner pour voir si personne ne pose problème.

Je voulais griller le voyou sans afficher notre différend personnel. Après ma prétendue enquête, j'ai donc retenu son nom, et deux autres au hasard, puis j'en ai parlé au « dir'cab ».

– Ces trois mecs, ça ne va pas. Ces deux-là sont des escrocs qui fricotent avec la rébellion, mais surtout, il y a celui-là, un type très dangereux. Méfie-toi…

Quelque temps plus tard, j'ai pris des nouvelles auprès du directeur du cabinet.

– Au fait, tu en es où avec le type que je t’avais mentionné ?
– Tu n’entendras plus jamais parler de lui. J’ai aussitôt compris ce qu’il voulait dire.

Par la suite, Pauline quitta le pays et rentra en France avec ma femme, Irène. Plus âgé, Frédéric ne nous avait pas suivis à Bangui afin de poursuivre ses études en France. Quand nous sommes arrivés, ma fille était âgée de quatorze ans. Là-bas, j’étais conseiller du président François Bozizé, ce n’était un secret pour aucune des autres familles du lycée français.

À Bangui, les jeunes se retrouvaient souvent dans un grand hôtel avec piscine, salle de sport, belle terrasse située sur la rive de l’Oubangui. Ma fille y retrouvait ses camarades du lycée. La première année ne fut pas trop compliquée, malgré le fait que tous ses camarades savaient qui j’étais. Petit à petit, elle commença à faire l’objet de quelques pressions de parents qui souhaitaient mon intervention auprès de la présidence, notamment une ancienne source qui voulait renouer pour renflouer ses caisses.

La seconde année scolaire tourna plutôt mal. Sa crise d’adolescence commençait et il devenait difficile de gérer son comportement dans un pays aussi chaotique et un contexte professionnel particulier. Pauline sortait beaucoup et ses résultats scolaires en pâtissaient. Un soir, elle m’appela en panique, car des coups de feu d’armes automatiques résonnaient dans le quartier de l’hôtel où elle se trouvait avec ses amis. Pauline ne savait pas comment rentrer à la maison. J’ai pris mon véhicule pour aller la chercher en passant les barrages de militaires. Les hommes en armes m’expliquèrent qu’ils

avaient poursuivi un groupe de malfaiteurs finalement abattus près de l'hôtel. Le quartier était bouclé, mais ils me laissèrent passer pour que je récupère ma fille.

Semaine après semaine, la situation n'a cessé d'empirer. Pauline sortait en boîte de nuit, chaperonnée par des amis plus âgés. Je la faisais surveiller discrètement par le J2 (service de renseignement des forces françaises du détachement Boali). Mon interlocuteur se rendait souvent en discothèque le week-end pour surveiller les éventuels débordements des militaires français qui devaient tous rentrer dans leur camp à une heure du matin.

Cela n'empêchait pas ma fille de s'amuser et surtout, de refuser de rentrer à la maison à une heure convenable. Je ne saurais dire combien de fois je suis allé la chercher en boîte, car après une heure du matin et le départ des militaires français, l'environnement des discothèques centrafricaines devenait plus dangereux, l'alcool aidant.

Un jour, la situation atteint un point de non-retour. Après une rupture amoureuse, Pauline avala des comprimés. Trop de comprimés… En l'absence de structure hospitalière convenable à Bangui, je me suis tourné vers les médecins militaires français.

C'en était trop et nous avons pris la décision de la rapatrier en France avec mon épouse. Je suis donc resté seul pour le reste de mon séjour du printemps 2008 à l'été 2009. Rescolarisée en France et après quelques soubresauts dus à la réadaptation, elle reprit par bonheur le cours normal de ses études.

Cette situation n'était pas unique et bon nombre d'expatriés ont fait les frais de pareilles situations, avec

des ados lâchés dans des capitales africaines, aux codes bien différents des nôtres.

Une fois seul, c'était plus simple pour moi de travailler. Bangui n'est pas une capitale moderne. Les routes sont des pistes, et les coupe-gorges ne manquent pas.

Pour mon nouveau séjour à Djibouti à partir de 2016, mon épouse est venue seule avec moi. Plus grands, déjà parents, nos deux enfants faisaient désormais chacun leur vie.

Irène reprit une disponibilité pour me suivre, mais s'ennuyait ferme sans les enfants, et surtout nos petits-enfants nés peu de temps avant notre départ.

Après une année de congés formation professionnelle en chinois, et malgré quelques cours de sport, elle n'arrivait pas à occuper ses journées et je la retrouvais souvent en pleurs le soir. L'environnement social était restreint, car la communauté française, essentiellement militaire, évoluait repliée sur ellemême dans l'enceinte de la base.

Irène entreprit donc de fréquents voyages en France de deux ou trois mois. Avec les enfants ou le conjoint, c'est toujours une délicate recherche d'équilibre. Il n'y a pas de règle.

Il ne faut pas se voiler la face : la vie de famille d'un agent peut conduire parfois à des séparations et devient donc intenable pour sa mission. Si un bon équilibre n'est pas trouvé, l'agent ne pourra plus se consacrer de manière optimale à sa lourde tâche. C'est d'autant plus vrai à l'étranger, dans des pays africains où les sorties sont toujours les mêmes et où s'installe inévitablement une lassitude, voire un état de

dépression, pour celui ou celle qui n'occupe pas ses journées.

Beaucoup de jeunes aujourd'hui l'ont compris et ne sont pas prêts à mettre leur carrière entre parenthèses pour suivre leur conjoint. Ceci explique la présence d'une majorité de militaires dans les postes extérieurs éloignés du continent européen. Habitués aux missions extérieures, les militaires savent généralement bien gérer cet aspect de la vie familiale.

CHAPITRE XI

LE BUREAU DES INVALIDES ET LA SUPERVISION DES POSTES

À mon retour de Kinshasa à l'été 2000, je fus à nouveau affecté au bureau des Invalides.

Le service était en pleine réforme administrative. Il n'y avait plus de répartition « régionale » et je n'étais donc plus affilié au service Afrique. Les dossiers arrivaient pêle-mêle et l'on pouvait traiter des sources de toutes nationalités. C'est ainsi que je me suis retrouvé à travailler avec l'un des interprètes de Vladimir Poutine. Je vous réserve les détails pour le chapitre suivant.

En 2002, je rejoignis le nouveau bureau de supervision qui s'appuyait sur des agents expérimentés ayant déjà conclu des missions à l'étranger. Il y avait une partie « logistique » et une autre « renseignement ». L'objectif de la direction était de disposer d'une vision globale du fonctionnement et des problématiques des postes à l'étranger. J'étais affecté à la section Europe (Europe de l'Ouest, Europe centrale, Europe de l'Est). Je fus captivé en découvrant un univers bien différent des thématiques africaines. Tous nos informateurs des pays satellites de la Russie étaient d'anciens agents du KGB.

Ruinés et déchus, ils vendaient toutes les informations en leur possession pour nourrir leur famille. C'était leur seul moyen pour survivre, mais leurs informations n'étaient pas sensationnelles. Cela me servait essentiellement pour le « *Who's who* ? » (Qui est

qui ?) afin de connaître les rouages des nouvelles administrations d’Europe de l’Est, le passé des uns et des autres.

Il faut bien comprendre que le renseignement est une pyramide. Le « vrai » renseignement (des informations qui annoncent des faits qui vont réellement se produire) représente seulement 2 % de tout ce qu’on récolte. Il s’agit donc d’une denrée rare. Prenons un exemple : « Vladimir Poutine va démissionner la semaine prochaine. » Avant d’écrire ça dans un rapport, il faut avoir recoupé l’information, être certain qu’il y a plus de 50 % de chances qu’elle soit vraie, grâce à des sources fiables. Quand il reçoit une information, l’analyste ajoute un pourcentage de fiabilité sur sa fiche. Auparavant, dans chaque renseignement (source X a donné l’info Y), l’agent indiquait une cotation, avec des chiffres et des lettres pour déterminer si l’information était « vraisemblable », « peu vraisemblable », « incertaine » ou « non recoupée ».

Ensuite, on pondérait selon la source, si elle avait déjà livré plusieurs informations vérifiées ou non. Il faut aussi savoir comment, et auprès de qui, la source a obtenu le renseignement. Raison pour laquelle l’agent doit connaître l’environnement global de cette dernière.

Si c’est un ministre, il a effectivement accès à tout. Si c’est une secrétaire qui a vu un document, peutelle nous montrer une photo de ce document ? Si la source a obtenu l’information auprès d’un proche de la secrétaire, cela commence à devenir plus lointain et il faut recouper. Il ne faut jamais oublier que certains sont prêts à colporter une rumeur pour obtenir leur commission. Sur

le continent africain notamment, les fausses informations circulent à la vitesse de l’éclair…

À la supervision de 2002 à 2006, j’étais chargé d’améliorer les conditions de travail des agents à l’étranger, que ce soit sur le plan matériel ou sur le plan humain, notamment vis-à-vis des rapports avec l’ambassade. Cela pouvait rapidement devenir conflictuel. Il fallait à tout prix éviter les dysfonctionnements. Il m’arrivait de me rendre sur place pour débloquer des situations. Je suis allé à Pristina, quand le Kosovo n’était pas encore indépendant, et à Skopje, en Macédoine. Les couvertures diplomatiques étaient très compliquées à fabriquer à Pristina, car le Kosovo n’était pas encore reconnu sur le plan international. Il y avait en outre des difficultés relationnelles entre l’ambassadrice de France à Skopje et le représentant de l’ambassade à Pristina. Ce dernier, très expérimenté, n’acceptait pas d’être sous tutelle.

Je suis également allé en Grèce, pour régler un rapport conflictuel entre le chef de poste et son adjoint ! Le directeur du renseignement m’avait demandé de m’y rendre quelques jours pour apaiser la guerre larvée entre ces deux fortes personnalités. Leurs différends rejaillissaient sur l’ensemble de l’ambassade.

J’exerçais également un travail de coordination entre les différents services. Sous ma direction, j’avais trois officiers de recherche et un assistant.

Évidemment, ce n’était pas le même type de travail qu’à l’étranger et mon quotidien était moins exaltant qu’à Kinshasa. À la DGSE, les choix sont limités.

Une mission, c’est trois ans, exceptionnellement

quatre. Quand on rentre à Paris, on ne choisit pas son affectation, on va là où il y a de la place.

J'ai eu de la chance, car ce poste était passionnant et m'a donné une vision transversale, bien au-delà de l'Afrique. Cependant, en 2005, j'ai demandé à repartir en mission.

CHAPITRE XII

J'AI TENTÉ DE RECRUTER L'INTERPRÈTE DE VLADIMIR POUTINE

En 2000, Vladimir Poutine est élu président de la fédération de Russie. L'ambassade de France à Moscou avait ciblé Nikita, l'un des interprètes de Poutine. En effet, le jeune homme de trente-six ans s'installait en France pour suivre un stage d'un an à l'ENA, à Strasbourg. N'ayons pas de scrupules, car les Russes procèdent pareillement. C'est ainsi que Sergueï Jirnov avait tenté de piéger Valérie Pécresse. Alors jeune stagiaire de l'ENA à l'ambassade de France à Moscou en 1991, la future candidate à l'élection présidentielle avait été approchée par un agent du KGB. Pécresse assure l'avoir aussitôt démasqué, mais Jirnov affirme au contraire être resté très longtemps en contact avec la responsable politique française.

Le dossier « Nikita » me fut confié en 2001. Je l'ai contacté tout simplement par téléphone. Je me suis présenté à lui sous une fausse identité : consultant international pour des groupes pétroliers.

– Quelles compagnies ? demanda-t-il, méfiant.

– Je ne peux pas dévoiler leur nom, j'ai une clause de confidentialité. Mais ce sont des groupes issus de plusieurs pays d'Europe, très intéressés pour investir en Russie.

– Et que cherchez-vous ?

– Je m’occupe de faire du « risque-pays ». J’aimerais discuter avec vous afin de connaître votre perception de l’économie russe.
– D’accord, pas de problème. Je commence ma scolarité à Strasbourg.
– Très bien, je vous y rendrai visite prochainement.
Nikita parlait un français extraordinaire, qu’il avait appris exclusivement à Moscou. Il s’agissait de son premier séjour en France, mais il connaissait déjà des expressions savoureuses, même celles de l’argot parisien.

Nous avons monté un grand dispositif de sécurité afin de nous assurer que Nikita n’avait pas informé les services russes de notre rencontre, que je n’étais pas pris en filature. Son téléphone fut rapidement mis sur écoute.

À Strasbourg, je réservai une chambre d’hôtel. Une équipe de la DGSE m’accompagna pour tracer un parcours de sécurité, de l’ENA au restaurant.

J’ai apprécié aussitôt la compagnie de Nikita, très chaleureux. Cependant, je n’avais pas imaginé qu’il choisirait l’un des restaurants les plus chics de Strasbourg : le *Crocodile.* Heureusement, j’avais prévu pas mal d’argent en liquide, l’équivalent de 350 euros. Bon vivant, Nikita commanda aussitôt un Corton de 1976. La bouteille valait une centaine d’euros. Et hop, un plateau de fruits de mer ! L’addition finale s’éleva à un peu plus de 300 euros. C’était il y a vingt ans, loin de l’époque inflationniste que nous vivons. J’explosai tous les compteurs des frais autorisés à la DGSE.

Réglementairement, un déjeuner avec un invité, c’est 50 euros par tête, maximum. Avec l’interprète de

Poutine, je n’avais pas le choix. Il pensait que j’étais consultant pour de grands groupes privés, pas que je travaillais dans une administration publique réglementée.

Durant ce copieux déjeuner, Nikita commença à m’expliquer le fonctionnement de l’économie russe. Pas fou, il prenait soin aussi de m’interroger sur ma vie, mon service militaire, mes enfants. Il m’expliqua vivre la chute de l’URSS comme un drame. Pour lui, c’était une déchéance, un traumatisme. Il évoqua Saint-Pétersbourg et Vladimir Poutine, qu’il considérait comme un Dieu. Grâce à lui, la Russie allait redevenir une grande puissance mondiale. Nikita était très raciste. Dès qu’il voyait une personne de couleur noire ou un mendiant dans la rue, il s’écriait : « Mais qu’est-ce que vous vous emmerdez avec ça ! »

C’était vraiment un soldat de Poutine. Je n’étais pas étonné par sa déférence pour le dirigeant, ni de sa nostalgie de la superpuissance soviétique. À Kinshasa, j’avais été invité à la fête de l’ambassade de Russie. Ils n’avaient plus rien, pas même un micro pour les discours. Le deuxième secrétaire – un agent du KGB - avait les larmes aux yeux en me demandant du matériel. « Vous vous rendez compte ce qu’on est devenus ? Une puissance comme la nôtre… C’est lamentable. »

Ces souvenirs permettent de comprendre l’actualité et la volonté d’une poignée d’irréductibles autour de Vladimir Poutine de reconquérir le monde, comme autrefois. Ces gens-là vivent dans la nostalgie de puissance de l’URSS, et refusent l’indépendance de territoires qu’ils estiment être leurs vassaux. Aujourd’hui, les jeunes Russes ne pensent pas de cette manière, car

ils n’ont pas grandi avec l’Union soviétique. C’est la génération de Poutine - et celle de Nikita – qui ne supporte pas que la Russie ne soit pas aux commandes de l’Europe de l’Est.

Nikita en parlait en permanence. Après la chute du mur de Berlin, il vendait du papier peint pour subvenir à ses besoins. Les fonctionnaires n’étaient plus payés et devaient trouver des boulots à droite, à gauche.

Entre nous, c’était le jeu du chat et de la souris. Je le sentais assez méfiant, alors je posais des questions sur l’économie, sans prendre de risques.

Notre relation a duré un an. Pendant toute sa scolarité, j’allais le voir régulièrement à Strasbourg, souvent au Crocodile. L’équipe de surveillance me suivait en permanence. Un jour, patatras, Nikita s’écria :

– Zut, j’ai oublié quelque chose chez moi ! On va faire un détour si ça ne te dérange pas.

– Ah, ça m’embête, j’ai réservé le restaurant, on ne peut pas arriver en retard.

– Ah bon ? D’accord, j’irai plus tard.

À peu de choses près, il fichait en l’air tout notre dispositif de sécurité. Pendant sa scolarité, il a suivi un stage de deux mois dans une préfecture de province au sein du cabinet d’un préfet. Je m’y suis rendu à deux reprises.

Et rebelote pour l’équipe de sécurité, le dispositif, l’itinéraire préfecturerestaurant, etc. Là-bas, il m’a raconté avoir été reçu par la section locale du Parti communiste français !

À son retour à Strasbourg, j’ai commencé à obtenir des informations très utiles pour notre service : sur l’économie, le pouvoir, la situation régionale, les

relations avec l'Europe et les anciens pays satellites. Il me remettait même des rapports écrits, en échange d'argent. Je lui offrais parfois jusqu'à 1 000 euros. Il signait les reçus sans problème, avec sa vraie signature (j'avais comparé avec celle de son visa).

Ensuite, je suis monté d'un cran pour aborder des sujets plus sensibles : il me livra le nombre d'agents du KGB infiltrés à l'ambassade de Russie à Paris. Toutefois, s'il répondait à mes questions, j'ai remarqué qu'il n'osait pas aller plus loin, prendre l'initiative.

Un soir, il m'annonça qu'il se rendait à l'ambassade à Paris pour la fête d'anniversaire des dix ans du SVR (Service des renseignements extérieurs de la Russie), où seraient présents cent vingt membres des services russes, déclarés et non déclarés. Au cours du repas, nous avons donc trinqué à l'anniversaire du SVR.

Je me souviens aussi du jour où il m'a provoqué une belle sueur froide :

– Tiens, Richard, aujourd'hui avec l'ENA, on a fait une visite du centre des impôts, au ministère des finances. Le responsable de la visite nous a dit :

« Regardez, ici, tout est centralisé, on peut trouver n'importe quel contribuable. Faisons un test, donnez-moi un nom. » Alors j'ai donné ton nom !

– Et ils m'ont dit que ton nom n'apparaissait pas. Ce qui veut dire que ton nom n'existe pas. C'est étrange, non ?

– C'est normal, ma fiscalité est gérée par une société de portage. C'est la société qui enregistre mes déclarations d'impôt.

– Ah bon.

Je m'en étais plutôt bien tiré. Mais j'imagine qu'il a dû commencer à nourrir ses premiers doutes.

Nikita buvait énormément d'alcool, ce qui me posait problème. J'étais bien obligé de suivre sa consommation. Je ne pouvais pas remplir son verre tous les quarts d'heure, et jamais le mien.

J'avais trouvé un bon moyen pour me prévenir des effets. Avant le repas, dans ma chambre d'hôtel, j'avalais plusieurs jaunes d'oeuf pour tapisser la paroi de mes intestins et retarder l'absorption d'alcool.

À la fin d'un déjeuner où il s'était mis un coup dans le nez, il me lança :

– J'ai trouvé des copines ukrainiennes, de vrais canons ! Ce soir, je vais les rejoindre. Hahaha… Eh, regarde ; sur ce papier, j'ai le code d'entrée de leur immeuble.

J'ai aussitôt mémorisé le code à quatre chiffres. Une fois le repas terminé, l'équipe de filature le suivit comme d'habitude.

Nikita entra effectivement dans un immeuble et mes collègues m'appelèrent.

– À tout hasard, tu aurais le code ?

– Oui, le voici.

– Et le second code ?

L'interprète de Poutine était à moitié saoul, mais pas à moitié intelligent. Comme d'habitude, il m'avait donné seulement la moitié des informations.

À la fin de son année alsacienne, Nikita termina son séjour en France par un mois à Paris, juste avant de rentrer en Russie. Toutefois, il m'annonça qu'il ne souhaitait pas rentrer à Moscou aussitôt, préférant faire du tourisme dans l'Hexagone. On garda donc le contact.

Alors qu'un rendez-vous venait d'être planifié avec Nikita, je fus convoqué par le chef du département recherche à la Centrale :

– Je vais vous demander de cesser tout contact avec l'interprète de Poutine.
– Appelez-le via un téléphone jetable, et dites-lui que vous quittez la France pour répondre aux besoins d'une autre mission. Vous ne le reverrez pas.
– Mais pourquoi ? Tout se passe bien avec Nikita, notre relation évolue.
Encore un peu de temps et il pourra devenir une véritable source. C'est vrai qu'il s'arrête toujours avant de franchir les limites, mais avec le temps, j'obtiendrai davantage.
– Non. Ne posez pas de question, c'est comme ça.
Je me suis donc exécuté, et j'ai annoncé mon départ aux États-Unis à Nikita.
Je ne l'ai jamais revu. Quelques mois plus tard, un camarade me vendit la mèche :
– La DST (Direction de la surveillance du territoire) savait que tu étais en contact avec un Russe. Ils ont fait des pieds et des mains pour récupérer le dossier, car ils estimaient que c'était leur périmètre et qu'il était hors de question que la DGSE traite avec un Russe de cette importance sur le territoire national.
Un commissaire de la DST avait donc tenté de reprendre la liaison, mais Nikita était reparti en Russie sans donner suite. Ça s'est arrêté là. Dommage…

Après tout ce travail abattu pour gagner sa confiance, j'étais hyper frustré.

Ma couverture entière a été abattue. Rien que pour lui, j'avais une véritable adresse à Paris, avec une plaque sur la porte et une boîte aux lettres. J'ai conservé la plaque en souvenir.

Pendant dix ans, je n'ai plus jamais entendu parler de l'interprète de Poutine.

En 2014, la section Russie me téléphona :
– On a une idée en tête. On vient de voir que Nikita est président de l’association de l’ENA en Russie. On aimerait que tu reprennes contact avec lui.
– Ça va être compliqué, je suis sur le point de partir à Djibouti. mais je veux bien essayer.
Finalement, la direction n’a pas validé le projet.

CHAPITRE XIII

COMMENT FAIRE CONFIANCE À SA SOURCE ?

Une grande difficulté du renseignement réside dans le fait de restituer très fidèlement ce que la source nous a dit. Quitte à mettre dans le message de renseignement un commentaire en cas de source partisane, ce qui est souvent le cas.

Dans son autobiographie , l'ancien directeur de la CIA John O'Brennan rapporte une conversation avec le président Donald Trump. Quelques heures après son élection, celui-ci balayait d'un revers de main les preuves d'ingérence russe dans l'élection américaine apportées par la CIA. Trump mit ainsi fin à la discussion : « N'importe qui est prêt à dire n'importe quoi si vous le payez suffisamment bien. Je le sais et vous aussi. »
J'aimerais analyser cette phrase.

Bien sûr, il faut se méfier. Quand on va voir une source, c'est pour obtenir du renseignement. Et du renseignement, ça ne se produit pas par magie ou à la demande de l'agent secret. Si la personne ne sait rien, alors elle n'a rien à dire. Le bon agent doit comprendre que la source est temporairement tarie, qu'il faut simplement faire la conversation pour garder le contact jusqu'à la prochaine fois. Si l'agent insiste bêtement, exigeant des billes, la source peut être tentée d'ouvrir un robinet de fausses informations. La pire des stratégies étant la suivante :
– Tu peux me confirmer qu'untel a fait ça ?

– Oui, absolument, je peux te le certifier.
Un vilain travers consiste à poser des questions sur la base de ses propres[2] connaissances. Un agent en poste en Angola connaît absolument tout du fonctionnement et de l'histoire de ce pays. Peut-être plus que la personne qui lui fournit des informations, car celle-ci maîtrise seulement ce qui concerne son domaine d'activité. Les agents ont ainsi parfois du mal à réaliser qu'ils en savent parfois plus que leur source. Alors, ils se lancent dans un flot de paroles et la source acquiesce, et acquiesce encore. Là, tout est faussé. La meilleure façon d'obtenir des informations, c'est de méconnaître le dossier avant l'entretien avec la source.

À Paris, je me suis toujours battu pour qu'on envoie les agents interroger les sources en dehors de leur périmètre. Tu travailles sur le Sénégal ?

Occupe-toi des sources qui concernent l'Éthiopie. Car si tu ne sais pas, tu ne dis pas. Automatiquement, tu vas poser les bonnes questions. Et l'analyse personnelle reste au bureau. Il faut poser les bonnes questions. Et parler de la famille, de la pluie et du beau temps quand ça le nécessite. Surtout, ne jamais mettre sous pression son interlocuteur. Évidemment, la source attend quelque chose en retour, elle est donc motivée pour divulguer des informations.

Il faut savoir qu'en Afrique, personne ne dit non à de l'argent. Personne. Jamais. Alors si on met un informateur sous pression, il invente n'importe quoi en échange d'une commission. J'ai déjà entendu une source me fourguer une info vieille de plusieurs mois. Ou un fait

2 - *Diriger la CIA, Mon combat contre le terrorisme*, Talent Éditions, 2021.

appris dans la presse quelques jours auparavant. Un bon agent doit donc lire la presse. Toute la presse, notamment celle d'opposition. En Afrique, des informations confidentielles très sensibles peuvent être révélées ainsi pour faire vaciller le pouvoir en place. Encore plus depuis l'avènement des réseaux sociaux. S'il ne travaille pas suffisamment, l'agent peut se faire berner en payant très cher un scoop qui est dans la presse spécialisée, sur Twitter ou au milieu d'une feuille de chou.

L'agent doit alterner entre empathie et fermeté sur le mode : « Tes informations sont très légères, je ne peux pas te donner la même somme que le mois dernier. »

Interroger une source, c'est de la manipulation, presque du mentalisme. C'est aussi beaucoup plus que poser de simples questions et attendre les réponses. Souvent, on doit inciter la source à intégrer tel organisme ou à rencontrer de nouvelles personnes qui, *in fine*, lui permettront d'obtenir des informations. Il faut la motiver, l'encourager, la conseiller, lui glisser les questions qu'elle devra poser.

Il faut à tout prix éviter : « Machin nous a expliqué ça, peux-tu demander à untel si c'est vrai. » Si la source ne veut pas se mouiller, elle va immanquablement répondre : « Oui, c'est vrai. Machin a raison. »

Le bon procédé reste : « Tu vas faire ami-ami avec untel et tu vois ce qu'il a à nous dire sur ce sujet. »

À Djibouti, une affaire pourrissait les relations avec la France depuis trois bonnes années : l'affaire des biens mal-acquis. La France avait signé une convention obligeant à instruire n'importe quelle plainte accusant un État et certains de ses ressortissants de biens mal-acquis. Cela s'est produit avec la Guinée équatoriale, où

les dignitaires vivaient bien largement au-dessus de leurs moyens. Une vaste saisie eut lieu à Paris : Ferrari, hôtel particulier, tout y est passé. Pour Djibouti, ce fut la même chose à moindre échelle. Une des filles du président avait monté avec son ministre d'époux une société civile immobilière, avec deux beaux appartements dans les XVI et XVII arrondissements de Paris, pour une valeur de 5 millions d'euros. Il était bien évident qu'elle n'avait pas les moyens légaux pour cela, sauf à détourner de l'argent de l'État. Une plainte avait été déposée par le célèbre collectif Sherpa. Le directeur général des services djiboutiens s'était adressé à moi ainsi :

– Richard, écoute, le président n'est pas content. Essaye de voir avec la DGSE si on peut pas faire annuler la procédure en cours.

– Impossible ! lui ai-je répondu. Il y a une séparation des pouvoirs en France. Je ne peux rien faire.

L'instruction a suivi son cours et des scellés ont été apposés sur les appartements, ce qui a provoqué de sérieux soucis entre la France et Djibouti.

Les agents doivent composer avec tout ça. Ce n'est pas évident d'obtenir du renseignement dans un pays en difficulté avec le sien. Dans ce genre de cas, les locaux se demandent si on travaille avec ou contre eux. Dans les pays africains, beaucoup de projets sont l'objet de détournements de fonds. Des contrats iniques sont passés avec des sociétés bidons, et cela à tour de bras.

Vous comprendrez pourquoi le groupe Wagner – déployé au Mali, en Centrafrique, et maintenant en Ukraine – vit sur la bête. C'est une milice, dirigée par Evgueni Prigojine, un proche de Poutine, et armée par les Russes.

Dans les États où la milice est chargée de la sécurité, Wagner bénéficie de contrats sur des mines d'or, d'uranium, etc. Les miliciens sont d'anciens combattants de Syrie ou d'Afghanistan. Comme ils sont très mal payés, ils passent leur temps à faire des descentes dans les villages, torturer les habitants, violer les femmes, piller les maisons.

Pour certains pays africains, c'est plus simple que d'organiser une coopération internationale avec des fonds français. Sinon, il faudrait respecter les règles.

On me demande souvent ce que l'on donne à une source en échange de l'information reçue. C'est un tout. Très souvent, il s'agit d'argent. Parfois, on peut aussi travailler avec des informateurs très haut placés qui n'ont pas besoin d'argent. Dans ces milieux grégaires, les Africains réclament souvent des visas pour des cousins ou des neveux. Parfois, c'est une demande de régularisation, une consultation médicale ou une opération. Sur le continent africain, le milieu hospitalier pose de sérieux problèmes. Bien que des unités modernes soient mises en place par les émirats, il n'y a pas de médecins qualifiés.

À ce propos, je trouve que la France commet une erreur dans son approche des relations avec l'Afrique. Sur ce continent, les deux mamelles sont l'éducation et la santé, soit deux domaines au sujet desquels on ne fait pas grand-chose pour eux.

En effet, sans système de sécurité sociale, les rendez-vous avec des spécialistes ou opérations chirurgicales coûtent extrêmement cher. Cela peut vite monter à 50 000, voire 100 000 euros. Lorsqu'une source

le mérite, on peut donc intercéder pour lui obtenir une consultation ou une opération.

Il existe aussi des motifs idéologiques. Certaines sources veulent tout simplement faire passer des messages. C'est le cas des opposants à un régime politique : leur vision, leur programme… Souvent, les opposants sont très bien informés sur la vie du palais. Ce sont évidemment des messages très partisans. Il faut savoir maîtriser cette équation.

Enfin, il y a l'ego qui entre en jeu, souvent dans le cas de Français. Quand ils nous informent, ils ont l'impression d'être quelqu'un. « Je travaille pour les services secrets, je sers mon pays, c'est fantastique. » J'ai déjà collaboré avec ce genre d'informateurs. Monsieur Melon n'avait pas beaucoup de biscuit à me donner, mais il était persuadé que ses révélations étaient d'une importance capitale. Un beau jour, en 2013, on me demanda de rencontrer monsieur Melon, représentant du RPR au Mali, marié à une femme malienne.

À l'époque, Nicolas Sarkozy était président de la République. Monsieur Melon avait rencontré Brice Hortefeux, alors ministre de l'Intérieur français.
Durant leur conversation, Melon confia à Hortefeux :
– J'ai épousé une Malienne. Je suis au courant de toutes les activités des djihadistes.

C'est ainsi que l'ordre m'a été donné de rencontrer Melon, alors qu'il était de passage à Paris. Je me suis donc rendu à son hôtel. Une fois son identité vérifiée, il m'a annoncé avoir des renseignements à me livrer. Jugez plutôt de l'importance capitale de ces informations : Melon m'a raconté que dans le village où habitait le cousin de la tante de sa femme, les djihadistes

passaient régulièrement pour récupérer de l’armement. Une information archiconnue.

Nous savions depuis longtemps que les djihadistes contrôlaient plus ou moins cette zone pour y faire passer des armes. J’ai remercié poliment Melon et lui ai indiqué que nous le recontacterions en cas de besoin.

Pour moi, l’histoire était terminée. Sauf que Melon confondait James Bond et la réalité. Il pensait probablement qu’un drone allait lui livrer du courrier de la part des services secrets. Deux mois plus tard, il a téléphoné au ministre pour se plaindre de ne pas avoir de nouvelles des services de renseignement. Il nous avait donné des informations et nous le laissions tomber.

Évidemment, sa plainte est descendue directement sur mon bureau. J’en ai parlé longuement avec la direction générale. Ils m’ont avoué que ce type faisait des pieds et des mains pour travailler avec nous. Mais il n’avait rien de consistant à nous livrer. Sans doute voulait-il se faire quelques frissons et satisfaire son ego.

Certains Français, haut placés dans des entreprises ou des institutions africaines, ont, eux, de véritables informations qui nous sont très utiles.

Souvent, la source fait preuve de patriotisme… un peu déviant parfois. Les (pas si) généreux informateurs pensent y trouver un intérêt personnel, rêvant d’une médaille et, surtout, de la fameuse légion d’honneur. Le grand classique. Chaque année, nous rédigions d’ailleurs un petit mémoire dans lequel on pouvait argumenter des demandes de légions d’honneur ou de l’ordre national du mérite pour nos sources. La motivation pour l’obtention de telle ou telle récompense n’est pas rendue publique,

même si les cérémonies de remise sont tout ce qu’il y a de plus officielles. À l’étranger, c’est l’ambassadeur qui remet la Légion d’honneur. Cela se justifie généralement assez bien, car il s’agit d’un homme d’affaires ou d’un diplomate. On peut toujours gloser avec une belle formule passe-partout qu’il a oeuvré au rapprochement entre les deux pays en question, favorisant les intérêts français, etc.
Faut-il protéger sa source ? Cela peut s’avérer nécessaire plus souvent qu’on ne le pense. La source peut être assez sensible.

À Paris, c’est relativement simple. Mais quand on se trouve à l’étranger, dans le pays d’origine de la source, on ne peut pas forcément la rencontrer n’importe où, dans un bar ou dans un restaurant. Un ministre ou un haut dignitaire qui passe du temps avec un Blanc, ça se remarque forcément. Et ça fait jaser. Tout est répété, donc tout se sait. Cela peut mettre l’informateur en danger. La mission de l’agent est alors de protéger sa source. Il faut trouver des subterfuges afin que les échanges restent secrets. On recourt à de discrets « locaux de contact ». On utilise souvent des chambres d’hôtel, louées par des tiers. La source nous y rejoint dans la chambre après avoir suivi un parcours de sécurité établi à l’avance. Il faut, évidemment, que la source puisse justifier le fait de visiter cet hôtel. On ne choisit pas un boui-boui si la source est directeur de cabinet d’un ministre, ou une boîte de nuit, à moins que la source ait un prétexte crédible pour s’y rendre.

Parfois, je recevais des informateurs chez moi. En pleine nuit, j’envoyais mon assistant en pick-up pour

récupérer la personne. Il me donnait ses infos et mon assistant le ramenait chez lui. Ni vu ni connu.

Dans le pire des cas, la source peut aussi se cacher dans la voiture. Ce qui compte pour protéger son contact, c'est que personne ne nous voie en tête-à-tête dans un endroit public.

Toutes ces mesures de sécurité concourent à l'arrivée de la source dans de bonnes conditions. Pour son retour au domicile, on l'accompagne aussi. Le contact n'est jamais rompu.

C'est vrai que certains informateurs prennent des risques. Ils doivent à tout prix suivre le parcours de sécurité.

Il en existe aussi de moins sensibles, par exemple des locaux qui travaillent au quotidien avec des Européens. Ainsi, il est habituel de les voir au restaurant avec des Blancs. On peut donc dialoguer avec eux sans risque.

J'ai dû aussi composer avec des sources dont les valeurs ne correspondaient pas du tout aux miennes. J'ai parfois traité avec des assassins, des criminels. Je me souviens du « Boucher de Paoua », Eugène Ngaïkoisse, chef de la garde républicaine de François Bozizé en Centrafrique.

Il n'était pas l'une de mes sources, mais un « contact utile ». Au Palais, il faisait trembler tout le monde. Lors d'une réunion, il pouvait piquer des colères terribles et se mettre à frapper sur la table avec son arme de poing en hurlant : « Je vais les tuer ! Je vais TOUS les tuer ! »

Dans la seconde suivante, il pouvait retrouver son état normal, me prendre par l'épaule et me dire

gentiment : « Tu sais, Richard, n'hésite pas à venir me voir si tu as besoin de quelque chose. »

Eugène était complètement cyclothymique. En sa présence, ses collègues étaient tétanisés. Ils savaient qu'il était capable de tuer n'importe qui, à n'importe quel moment. Son surnom de « Boucher » n'était pas usurpé.

À la chute de Bozizé, le monde entier l'a recherché. Un jour, ce fou avait tabassé des expatriés installés à la terrasse d'un restaurant, uniquement parce qu'ils ne l'avaient pas salué. Bozizé s'en moquait car Eugène était issu de la même ethnie que lui, et malgré sa folie, restait très loyal. Pour la forme, une fois où le « Boucher » avait dépassé les bornes, Bozizé l'avait muté en province pour affirmer son autorité de président. Imperturbable, Eugène a continué ses agissements au Palais et n'a jamais rejoint sa nouvelle affectation.

Avec ce genre d'informateurs, j'étais contraint de jouer le jeu dans une forme de schizophrénie. Même si la source était la pire des pourritures, j'étais bien obligé de l'aider afin d'obtenir les informations dont j'avais besoin pour mon pays. Il fallait aller dans son sens, lui donner raison, afin que Source Pourrie m'apprécie. Il était assez rare d'obtenir des renseignements sous la contrainte, mais cela arrivait parfois. Le mode opératoire était toujours à peu près le même : « On sait ce dont vous vous rendez coupable. Si vous poursuivez vos actions criminelles, on s'arrangera pour que vous soyez interdit de séjour en France. Sinon, vous pouvez travailler pour nous et nous livrer des infos. Et on fermera les yeux. »

Tous les moyens de coercition sont possibles. On trouve toujours une faille ou un moyen de pression dans la famille ou l'entourage. Ce n'est plus de la manipulation

de source, c’est de la menace. Les flics font pareil avec leurs indics. Évidemment, une source pourrie ne nous dira pas tout, mais elle n’aura pas d’autre choix que de nous confier des informations précieuses.

Naturellement, pour contraindre ainsi un interlocuteur, l’agent doit avoir les reins suffisamment solides pour affirmer son autorité et être pris au sérieux. Il faut inspirer de la crainte. Face à un magouilleur hostile, rangez vos voix mièvres ! Si ça ne fonctionne pas, la DGSI peut nous filer un coup de main et convoquer le type dans un commissariat.

Quoi qu’il en soit, tout type de source nous intéresse. C’est en additionnant toutes nos informations que l’on crée un véritable réseau de renseignement.

CHAPITRE XIV

CONSEILLER SÉCURITÉ DU PRÉSIDENT CENTRAFRICAIN

Pour ma deuxième mission, au milieu des années 2000, je savais très bien où je voulais aller. En effet, un de mes anciens chefs du secteur Afrique, un ex-colonel, m'avait souvent répété : « Volange, le triptyque idéal dans une vie d'agent secret spécialisé sur l'Afrique, c'est Kinshasa, Bangui, Abidjan. »

Bangui, capitale de la Centrafrique, n'était pas la destination la plus glamour, et donc pas la plus recherchée. Là encore, le Colonel avait des arguments : « Les postes les plus pourris sont les plus sympas ! Croyez-en mon expérience… »

En 2005, me voilà donc désigné chef de poste en Centrafrique. Je disposais d'une année pour préparer mon départ, mais ce n'était pas une mince affaire.

Le travail de préparation consiste à lire toute la documentation du poste, toutes les problématiques de la région, les dossiers des sources. La clé de la réussite passe par une connaissance approfondie du pays. Une fois sur place, on doit connaître l'identité, la fonction et le passé de tous les gens présents dans les réunions, à l'ambassade ou au gouvernement.

Un jour, j'eus honte pour l'un de mes successeurs dans un poste à l'étranger. Il osa dire : « Je ne connais rien à l'Afrique, je n'y avais jamais mis les pieds jusqu'à

aujourd'hui. » Avouer ça à un Africain en Afrique. Bon courage pour la suite !

À Bangui, j'allais avoir un contact on ne peut plus direct avec le chef de l'État : j'étais officieusement nommé conseiller sécurité de François Bozizé, le président au pouvoir depuis son coup d'État de 2003. Je passais beaucoup de temps avec les ministres centrafricains. Ces derniers avaient tous un très bon niveau, ayant suivi de bonnes études en France pour la plupart.

L'ambiance de leurs échanges était assez détendue, ils plaisantaient énormément. Entre eux, ils s'appelaient « les nègres ».

Nous nous sommes installés avec Irène et ma fille. J'avais une villa plus modeste, tout en bois, mais elle était magnifique. On croisait quelques souris de temps en temps, la piscine était plus petite. On avait un grand jardin, il y avait des serpents mamba, et le gardien et jardinier mettait de l'essence autour du jardin pour les faire fuir. Il y avait beaucoup de lézards gecko, un gros lézard jaune et bleu. Quand je suis arrivé, c'était un vrai zoo, nous avons gardé un coq et une poule pour tuer les serpents. Nous étions familiers du climat d'Afrique noire et de la faune, nous pouvions voir les hippopotames dans le fleuve. Et nous avons très vite retrouvé nos habitudes de vie prises à Kinshasa. Je me souviens de l'attraction touristique locale sur le fleuve qui consistait à donner des poulets vivants à deux crocodiles nommés Jean-Jacques et Jean-Pierre. Il y avait des courses de pirogue sur le fleuve tous les 1 décembre, le chef de l'État venait assister à la compétition, j'étais invité dans la tribune présidentielle.

À mon arrivée, j'ai hérité d'un très mauvais réseau de sources. En 2006, Bozizé détenait le pouvoir depuis seulement trois ans et la situation ne cessait d'évoluer. Je devais affronter un problème de taille : je ne pouvais pas me contenter de ma relation auprès du président pour obtenir des informations. Je devais me rapprocher de la rébellion, des acteurs économiques… Un certain affairisme se mettait en place dans le pays. J'ai dépensé énormément d'énergie pour me constituer un cheptel de sources digne de ce nom.

Comment assumer mes deux rôles, conseiller du président et agent de renseignement sur le terrain ? Déjà, en prenant en considération la taille de la ville. Bangui est une toute petite capitale. Les Centrafricains me voyaient. Ils m'observaient. Certains contacts pouvaient assumer un déjeuner avec moi, mais si la relation devait évoluer, il fallait se rencontrer à l'abri des regards, toujours le soir : à l'ambassade ou chez un ami. Pour les sources sensibles, il ne restait qu'une solution : une petite escapade en pick-up de nuit ! Nous définissions un endroit à l'avance, la source m'attendait dans le noir et je m'arrêtais à sa hauteur en ouvrant la portière. Elle me distillait ses infos pendant qu'on roulait, puis je la faisais descendre un peu plus loin. J'étais tellement surveillé que je n'avais aucune alternative.

Six mois après notre arrivée à Bangui, Irène et moi décidâmes de raccompagner l'un de nos gardiens à son domicile à l'issue de son service.

Cet homme était très gentil, il vivait assez loin, derrière l'aéroport. Sur la route, nous nous arrêtâmes auprès d'un marchand ambulant afin d'acheter des friandises pour les enfants. J'aurais dû réviser ma

géographie de Bangui avant de faire ce choix. J'ignorais que ce quartier de la capitale centre-africaine rassemblait une large partie de l'opposition au pouvoir de Bozizé. Les capitales africaines sont souvent réparties par ethnies, et donc par quartier. En fait, quand les gens quittent les campagnes pour rejoindre les grands centres urbains, leurs quartiers d'installations correspondent à leur province d'origine. Ainsi, on peut reconstituer la carte ethnique des quartiers d'une capitale. C'est particulièrement vrai à Bangui, à Brazzaville ou à Kinshasa.

Donc, après avoir acheté nos friandises, nous avons déposé notre gardien chez lui. Le soir-même, mon indic du palais présidentiel m'appela discrètement :

– Volange, tu étais dans un quartier d'opposition en fin d'après-midi ? Un rapport est arrivé au palais. Tu étais avec ta femme et ta fille. Un policier vous a vu, il a transmis ta plaque et c'est arrivé sur le bureau du directeur de cabinet de Bozizé.

Une fois que le dir'cab avait appris l'information, il organisa une réunion avec ses services.

– Mais que faisait Richard Volange dans ce quartier ? Manigance-t-il avec l'opposition ? Que cherche-t-il ?

– Je l'ai eu au téléphone, intervint mon indic présent à la réunion. Il m'a dit qu'il achetait des bonbons sur le chemin de chez son gardien, qu'il ramenait en voiture.

– Ah bon. C'est étrange.

– Vous n'allez pas l'emmerder alors qu'il achetait des sucreries ? L'histoire s'arrêta là, mais c'est vous dire à quel point je n'étais pas vraiment libre de mes mouvements. Et là, pas besoin de déchiffrer un

téléphone ou de techniques sophistiquées ! Les yeux et les oreilles des habitants suffisaient…

Dans ces conditions, il valait mieux sécuriser le rendez-vous « pick-up de nuit ». Mon assistant se positionnait à couvert, près de l'endroit où je devais récupérer ma source, pour vérifier qu'un dispositif adverse ne soit pas mis en place dans le but de nous pister. Ce genre de situation s'est déjà produit, car les rendez-vous nocturnes sont parfois éventés. Si tel était le cas, l'assistant m'appelait, quittait les lieux sans rien dire à la source et moi, je faisais demitour.

Il pouvait s'avérer que l'informateur était à l'origine de la trahison. L'éventuel retard de ce dernier représentait aussi un sérieux problème à gérer. Même quand il fait nuit noire, il ne faut pas traîner, et encore moins multiplier les tours de quartier. Partout, on trouvera les yeux d'un gardien pour repérer un mouvement suspect. Afin d'éviter ce genre de mésaventure, j'appelais systématiquement ma source avant l'heure de rendez-vous : « Dans cinq minutes, je suis là. OK pour toi ? ». Et si la source n'était pas là, je ne m'éternisais pas… Je pouvais aussi pratiquer le « rendez-vous du feu rouge ». Je m'y suis risqué plusieurs fois. Vitre de la portière ouverte, à la volée, ma source m'expédiait des documents. Cela nécessitait une bonne synchronisation et pas mal d'adresse. Dans une capitale africaine, c'est assez facile. Un premier véhicule se positionne au feu rouge. Dès que le second le voit, il va se placer à ses côtés. Évidemment, on ne pourrait pas faire ça à Paris, une capitale beaucoup trop fréquentée.

J'ai adoré la mission de Bangui. Pourtant, les premiers jours ont représenté une sacrée aventure, au

sens propre du terme. À l'initiative de mon prédécesseur, nous avons célébré le passage de témoin lors d'une journée barbecue. C'était à l'extérieur de la ville, à la frontière avec la RDC. Nous avions pris un petit bateau sur le fleuve Oubangui pour rejoindre un maquis où un repas très sympathique était organisé par le directeur d'Orange. La nuit tombant brutalement à dix-huit heures, nous ne voyions pas grand-chose sur le chemin de retour. Malheureusement, le moteur de notre embarcation tomba en panne ! Au beau milieu du fleuve, encerclé par des hippopotames, je regrettais le calme de mon bureau des Invalides en priant pour qu'il ne m'arrive rien. « On continue à la rame ! Allez ! », s'égosilla mon prédécesseur, étrangement exalté. Comme de bien entendu, nous ne disposions d'aucun réseau téléphonique à cet endroit. Les hippos n'ont pas la WiFi… Nous avons ramé jusqu'au petit port fluvial, deux kilomètres en aval[3]. Le courant du fleuve était avec nous. Sauvés !

3 - Restaurant

Les missions

François Bozizé est arrivé au pouvoir en 2003, à la faveur d'un coup d'État militaire soutenu par le Tchad. et indirectement par la France. Le président en exercice, Ange-Félix Patassé, se montrait en effet plus ou moins hostile à la France, une situation peu appréciée par l'Élysée et Matignon. Bozizé, ancien chef d'état-major de l'armée centrafricaine, avait manqué un premier putsch en 2001. Cette fois-ci, il avait le soutien militaire du Tchad, un pays qui considère la Centrafrique comme sa province. Le palais de Bangui était ainsi rempli de conseillers et de militaires tchadiens, qu'il fallait rémunérer.

Une rébellion, plus ou moins affiliée à Patassé, subsistait dans le nord du pays, sur la frontière tchado-camerounaise. D'autres rébellions ethniques se formaient, avec des Centrafricains qui estimaient ne pas avoir eu leur part du gâteau : dans le Nord-Est, la partie musulmane du pays, là où se rejoignent trois frontières, Tchad, Soudan et Centrafrique. Les habitants y étaient cantonnés au rôle d'éleveurs, de chasseurs et de gardiens des immenses parcs nationaux. En raison de la déliquescence du tourisme, ils n'avaient plus grand-chose pour vivre et s'agaçaient d'être tenus à l'écart du pouvoir. Leur rébellion prit plusieurs formes, jusqu'à devenir la Seleka (coalition ethnique de groupes rebelles), avec de vrais combattants qui prendront le pouvoir en 2014.

Fin 2006, les rebelles montèrent une première opération à Birao, aux confins du Nord-Est, non loin du parc où le président Valéry Giscard d'Estaing allait jadis chasser. Les rebelles mirent en fuite la garnison de soldats réguliers et s'emparèrent de la ville. La France décida alors d'intervenir. Des Mirages positionnés au Tchad, à N'Djamena, écrasèrent la rébellion avec des passes canons destructrices. Toutefois, une partie des opposants se repositionna dans le nord du pays. La France déploya donc des hélicoptères et des troupes au sol. Deux cents militaires français. C'est Jacques Chirac qui donna le feu vert. Après avoir maté l'insurrection, nous avons fait comprendre à Bozizé qu'il serait de bon ton d'inclure l'ethnie rivale dans son administration. Le président a lâché quelques postes secondaires de conseillers, mais ça n'a pas suffi. En 2007, rebelote !

L'opposition s'empare à nouveau de Birao, au moment où le chef d'étatmajor de l'armée française se trouve en visite à Bangui, au coeur d'une tournée africaine qui scelle les nouveaux accords de défense. C'est Nicolas Sarkozy, fraîchement élu, qui avait souhaité revoir ces accords, car il ne voulait plus d'interventionnisme français, souvent mal vu sur le plan diplomatique.

À Bangui, nous étions dans un bureau quand l'information du putsch et de la prise de Birao nous est parvenue. Le chef d'état-major a aussitôt décroché son téléphone pour ordonner à deux Mirages de décoller. En quelques heures, tout était résolu. Sans parvenir à prendre la tête du pays, les opposants ont poursuivi le combat et se sont patiemment organisés. Ils finirent par accéder au pouvoir en 2014, avec l'appui militaire du.

Tchad. Entre-temps, Bozizé s'était rapproché de l'Afrique du Sud, délaissant (et lassant) ainsi ses anciens partenaires.

Pourquoi l'Afrique du Sud ? Pour un accord prétendument gagnant-gagnant : la Centrafrique ouvrait gracieusement ses mines de diamant au grand pays d'Afrique australe, qui offrait à Bozizé du matériel de guerre, de vieux blindés des années quatre-vingt qui avaient servi lors de la guerre contre les Cubains en Angola.

Le torchon a brûlé entre Bozizé et le Tchad. Pour cela, il faut comprendre les raisons de la perpétuelle ingérence tchadienne en Centrafrique : leur lien avec le pouvoir en place permettait aux Tchadiens de contrôler leurs propres frontières.

En Centrafrique, on trouvait une autre rébellion : l'APRD (Armée populaire pour la restauration de la démocratie), dirigée par Jean-Jacques Demafouth et Abdoulaye Miskine. Ce dernier était l'un de mes contacts utiles. Je le voyais discrètement, même si Bozizé était au courant. Le président fermait les yeux. Un jour, il m'avait dit clairement : « Miskine te renseigne, car il a besoin de fric. Vois-le si ça t'arrange, mais ça ne te servira à rien. »

Le président avait raison. Sauf une fois… Le 11 juin 2007, ce fut le drame. Elsa Serfass, une jeune fille de vingt-six ans, ingé-nieure chez Eiffage, s'accorda une année sabbatique pour faire de l'humanitaire en Centrafrique, dans le cadre d'une clinique mobile. Elle sillonnait le pays à bord d'un 4x4 pour apporter des soins de santé. Un jour, son véhicule fut pris dans une embuscade. Elsa reçut une balle dans la tête et succomba à ses blessures.

Malgré la voiture criblée de balles, le chauffeur et l’infirmière s’en sortirent et purent témoigner. Un groupe armé de l’opposition les avait attaqués en pensant qu’il s’agissait d’un véhicule de la garde présidentielle. S’apercevant de leur bévue, ils ont laissé le véhicule repartir.

Au mauvais endroit au mauvais moment. Assise sur une banquette latérale, Elsa fut atteinte d’une balle artisanale à la tempe. Prise de convulsions, elle décéda très rapidement. Puis, l’attaque fut revendiquée par l’APRD. Plus que de mauvaise humeur, j’appelai Miskine.

– Mais tu es fou ! Qu’est-ce que vous avez foutu comme connerie ?

– Non, non, mon frère, je t’assure, on n’a pas fait exprès, c’est un connard de mon groupe qui a confondu avec le 4x4 de la garde présidentielle.

– Ne me raconte pas d’histoires ! Le 4x4 de la gamine était blanc, alors que ceux de la garde sont gris !

– Oui, mais ils ne le savent pas là-bas, tu sais. C’est un pick-up Toyota avec un pot d’échappement sur le toit, ils ont confondu.

– Mais tu te rends compte que vous avez tué cette gamine qui faisait de l’humanitaire ? Vous êtes des cinglés !

– T’inquiète pas, on va faire exécuter les responsables, on s’en occupe.

Une bien maigre explication. Afin d’être sûr que l’on ne m’accuse pas d’inventer des histoires, j’avais appelé le terroriste sur haut-parleur, dans le bureau de l’ambassadeur. Nous marchions sur des oeufs. La pauvre Elsa était la fille d’une élue locale en France. C’était une situation très pénible à vivre. J’ai encore du

mal aujourd'hui à évoquer ce sombre épisode de ma carrière. Le corps d'Elsa fut transféré à la morgue de Bangui. Le lendemain, je me rendis sur place avec la consule, le colonel attaché de sécurité intérieure, le médecin-chef de l'ambassade et un gendarme de l'identification criminelle.
Le médecin-chef a extrait la balle du crâne d'Elsa et vérifié si elle n'avait pas subi des sévices. Son corps était déjà en voie de décomposition. Je n'osais imaginer la douleur des parents au moment d'atterrir à Bangui pour récupérer la dépouille de leur enfant.
Comme j'étais en contact avec l'APRD, je devais gérer la situation en toute transparence, dans le contexte de l'époque. *Le Bureau des légendes* n'avait pas encore été diffusé sur Canal +, la DGSE ne disposait pas de l'aura qu'elle a aujourd'hui. Les gens étaient extrêmement méfiants, voire complotistes à notre égard. Y compris dans les ambassades, où certains collègues me reprochaient de les espionner. Ça les rendait complètement fous. C'est aussi pour cela que la DGSE a mieux communiqué ces dernières années.

Ces groupes centrafricains étaient des rébellions à la petite semaine, des gens de la forêt qui n'allaient jamais dans les villes, qui ne savaient pas reconnaître un logo médical sur un 4x4 et fabriquaient leurs balles euxmêmes avec de vieux pétards. Rien à voir avec la rébellion du Nord-Est qui utilisait de l'armement originaire du Soudan.

Après cet épisode douloureux arrive la soirée du 14 juillet 2007. Chaque année, le président centrafricain se déplaçait pour la cérémonie de l'ambassade de France.

Bozizé arriva dans un 4x4 avec ses gardes du corps juchés sur les marchepieds, aussitôt suivi par un camion bourré de militaires de la garde présidentielle. Ils pénétrèrent dans l'enceinte de l'ambassade, alors que l'attaché de défense de la France avait interdit au préalable l'entrée du camion. Un des gendarmes de l'ambassade se rua sur les militaires pour les stopper. Pris à partie, il fut roué de coups sous nos yeux alors que nous étions tous en rang d'oignon pour accueillir François Bozizé.

Cette situation jeta un terrible froid. Bozizé n'apprécia pas mais ne dit rien de toute la cérémonie. La semaine suivante, il me convoqua au palais pour me confier qu'il avait été outré par le comportement des gendarmes, mais surtout celui de l'attaché de défense qui avait restreint son entourage de sécurité pour pénétrer dans l'ambassade.

Pour marquer le coup, il décida de ne plus venir à la cérémonie du 14 juillet (et il tiendra sa promesse). L'affaire n'en resta pas là. En guise de représailles après le tabassage du gendarme français, ordre fut donné de rapatrier immédiatement à Paris les trois instructeurs membres des forces spéciales qui formaient la garde présidentielle. Bozizé fut fort mécontent de cette décision de la France, car il appréciait cette formation et avait même mis à leur disposition un magnifique Hummer flambant neuf.

N'oublions pas qu'à cette époque, Paris avait mis à disposition de Bozizé un général en qualité de conseiller militaire. Lorsque le président tchadien, Idriss Déby, dut affronter une opération militaire de son opposition aux portes de N'Djamena en 2008, il demanda

à Bozizé de lui livrer des armes lourdes de 14,5 millimètres dont l'armée tchadienne avait un besoin urgent pour compenser ses pertes.

La France comptait sur ma relation privilégiée avec Bozizé pour obtenir un accord rapide. Le jour où je reçus une demande de pairs pour obtenir l'accord de Bozizé, j'étais en plein déjeuner chez le maire de Bangui, en compagnie du général… qui reçut le même message que moi ! Sans nous concerter, nous nous levâmes tous les deux simultanément, prenant congé du maire pour raison urgente. Une fois à mon bureau de l'ambassade, le général me téléphona : « Je suppose que vous vous êtes absenté pour les mêmes raisons que moi ? »

Le président centrafricain a bien évidemment donné son accord et l'armement a été livré par un C-130 français basé au Gabon. Bozizé était un chef d'État à l'ancienne. Il m'utilisait comme canal officiel avec l'Élysée (Chirac, puis Sarkozy), et notamment le conseiller Afrique de l'Élysée. Cependant, Nicolas Sarkozy ne voulait plus de ce poste et l'a supprimé quand il est devenu président, en 2007. Il l'a remplacé par un poste de conseiller diplomatique. Pour l'Afrique, c'était Bruno Joubert et son adjoint Rémi Maréchaux (ancien premier conseiller en Centrafrique et futur directeur de la stratégie à la DGSE).

Bozizé me faisait régulièrement venir dans son bureau, au palais, vers vingt-t-rois heures. Il était parfois habillé de façon décontractée, les pieds nus. Un soir, il s'était assoupi et pendant l'entretien, il actionna malencontreusement la sonnette d'alarme cachée sous son bureau. Dans la seconde, deux gardes armés jusqu'aux dents surgirent de nulle part et me braquèrent

avec leurs Kalachnikov ! « Laissez-tomber, c'est une erreur ! », hurla Bozizé.

Comme j'étais fouillé à l'entrée du palais, je préférais laisser mon téléphone éteint dans ma voiture pour éviter qu'on ne fouine dedans.

L'affable président évoquait avec moi divers sujets de sécurité intérieure : la rébellion, les pays voisins. Moi, je posais des questions. Parfois, un thème de conversation était défini, mais la plupart du temps, c'était au débotté. Bozizé me transmettait aussi ses demandes pour la France : de l'armement, de l'argent, des projets économiques qu'il voulait lancer. Il me suggérait également de me renseigner sur des chefs d'entreprise de l'Hexagone qui souhaitaient faire du business en Centrafrique. En outre, je le conseillais sur la réorganisation des services centrafricains, qui n'existaient plus vraiment depuis son coup d'État : armée, police, gendarmerie… J'avais proposé un plan et nous avions trouvé le nom ensemble : le BND (Bureau national de la documentation), toujours en vigueur aujourd'hui. Il nous manquait des locaux. Une vieille villa tombait en ruines dans l'enceinte du palais. Bozizé accepta de payer sa rénovation. Nous avons fourni des bureaux et j'ai fait acheminer de Paris des ordinateurs obsolètes de la DGSE ! Même si les machines n'étaient pas équipées d'Internet, cela a permis d'informatiser une partie de l'administration centrafricaine. J'ai fait venir aussi des imprimantes, des cartouches d'encre. J'avais mis en place une double direction : opérationnelle et logistique. Nous avons commencé à recruter. Puis ce fut l'entrée en scène de Richard Gouandja, connu pour son implication dans l'attentat du DC d'UTA en 1989, monté

par Khadafi. Beaucoup d'opposants centrafricains avaient été recrutés par le général Moussa Koussa, directeur des services de Khadafi. Gouandja avait été blanchi par la justice américaine, avant de rebondir comme conseiller de la présidence du Gabon. Bozizé entretenait de bonnes relations avec Omar Bongo, le président de la République gabonaise. C'est ainsi que Gouandja arriva à Bangui, comme patron du BND. Il devint ainsi mon interlocuteur en lieu et place du directeur de cabinet de Bozizé qui ne souhaitait plus s'investir dans ce rôle.

La première idée de Gouandja consista à mettre sur pied des missions dans les zones tenues par la rébellion. Il me présenta l'un de ses protégés au sein du BND, lequel joua le rôle d'un marchand ambulant pour s'introduire auprès des rebelles et vendre des produits inaccessibles là-bas, comme du dentifrice ou du parfum. En Centrafrique, tout pousse, donc on ne manque pas de nourriture végétale. En revanche, les produits de base sont introuvables.

Ainsi, nous avons récolté de bons renseignements et le BND commençait à fonctionner. Gouandja était devenu un interlocuteur important et fiable. En 2008, il fut nommé ministre de la Sécurité publique.

Un nouveau directeur général du BND a été nommé, en provenance de France, un Centrafricain proche de Bozizé. Une véritable catastrophe : il
trafiquait et faisait chanter des commerçants dont il prétendait qu'ils menaient des activités de subversion. Quand j'avais rendez-vous avec lui, il me faisait poireauter dans son hall d'attente, où tout le monde pouvait me voir. Ces commerçants extorqués et

convoqués se demandaient pourquoi un diplomate de l'ambassade attendait lui aussi. Ils pouvaient m'imaginer complice de cet individu.

Le président insista pour que j'assure sa formation, mais j'ai arrêté de le voir. Trop dangereux pour moi. Et aucun travail ne pouvait être entrepris d'autant qu'il avait pris la décision de révoquer une partie des agents que nous avions formés avec Richard Gouandja. Je continuais donc à voir ce dernier et j'ai informé Bozizé que je ne pouvais pas continuer avec le nouveau directeur. Je lui ai suggéré de le révoquer. Le président n'a rien dit.

Il lui faudra deux ans pour se séparer de ce dangereux escroc. Les nombreux conseillers de François Bozizé représentaient un vrai problème, chacun avec ses propres intérêts. Quand c'était mon tour, j'avais l'impression d'avoir sa confiance et son attention. Mais après mon départ du palais, un autre conseiller débarquait et démontait mon argumentaire. Le Blanc avait souvent tort.

Bozizé a vrillé en commençant à nommer des *missi dominici* à tout-va, dans des ambassades à l'étranger. Il les appelait ses « apporteurs d'affaire ».

Apparut ainsi Saïf Durbar, un riche Pakistanais, proche de l'Iran et sur la liste noire des services américains. Il avait servi d'intermédiaire dans la fourniture d'un avion C-130 à la Centrafrique. Bozizé était tout fier, alors qu'il s'était fait rouler : l'appareil était pourri, un vieil engin jordanien qui traînait dans une casse américaine et auquel on avait seulement changé les moteurs et mis quelques coups de peinture bleue et blanche. Il vola trois ou quatre fois, pas plus.

Très rapidement, l'affairiste pakistanais prit les commandes du dossier Uramin, une société franco-canadienne rachetée par Areva : dans le package se trouvaient une mine en Namibie, d'Afrique du Sud, et les dix sites de Bakouma en Centrafrique. Depuis 1959, l'uranium de Bakouma avait très souvent fait l'objet de recherches par le Commissariat à l'énergie atomique français. Les scientifiques français avaient conclu que le terrain n'était pas exploitable en raison de coûts d'extraction trop élevés. Mais, en 2000, le cours de l'uranium mondial explosa. Anne Lauvergeon, présidente d'Areva, flaira donc la bonne affaire. J'ai participé à de nombreuses réunions à Bakouma avec les géologues et les représentants d'Areva. Tout était prêt pour l'exploitation, ainsi que pour des projets sociétaux (aide au développement, écoles, dispensaires) qui allaient avec en raison de la contamination des nappes phréatiques. Contrairement aux exploitations à ciel ouvert au Niger, l'extraction s'annonçait délicate.

À cette période, Saif Durbar fut nommé vice-ministre des Affaires étrangères… alors qu'il était recherché à Londres et à Paris pour des escroqueries ! L'affairiste se promenait au palais et à Bangui en toute impunité, flanqué d'une demi-douzaine de gardes du corps. Il détestait la DGSE. À ses yeux, j'étais l'ennemi. Mon directeur m'avait d'ailleurs conseillé de suspendre mes activités de recherche, afin de ne pas mettre ma vie en danger. À Bangui, on m'avait aussi recommandé de me faire discret : « Si tu tombes dans le fleuve, on ne saura jamais qui t'a poussé. »

Bozizé et Durbar étaient de grands copains. Après le rachat d'Uramin par Areva, le président m'avait simplement demandé :
– Nous sommes en Centrafrique, chez moi. Puisque cette société française s'installe ici, je veux un ticket d'entrée de 8,5 millions d'euros.
– Combien, Monsieur le président ? lui demandai-je en m'étouffant.
– Il faut bien qu'on bouffe, lança-t-jl dans un grand éclat de rire.
– Vous ne voulez pas en parler à l'ambassadeur ?
– Non, non. S'il te plaît, Richard, fais remonter ça à l'Élysée. Quelques jours plus tard, Bozizé me convoqua au palais.
– Alors, il paraît que Durbar te fait des misères ?
– Je ne voulais pas vous en parler, mais oui…
– Ça va s'arranger. J'ai eu Bruno Joubert et Rémi Maréchaux au téléphone.

Ils m'ont dit que cela devait s'arrêter, donc ça va s'arrêter. Saif Durbar a fini par se faire coincer et a passé quelques mois à la prison de la Santé. Après, ce n'était plus mon histoire. Bozizé était ravi d'avoir touché ses 8,5 millions d'euros. Alors que nous étions en plein réchauffement des relations avec la Centrafrique, le président fut invité à l'Élysée par son homologue français, Nicolas Sarkozy.

Et les choses ne vont pas se passer comme prévu. Le Premier ministre centrafricain me relata cet épisode dans les détails, au cours d'un déjeuner dans son maquis, situé à une cinquantaine de kilomètres de Bangui.

Flanqué de sa délégation de ministres, François Bozizé arriva à l'Élysée. Deux entretiens étaient prévus. Le premier en moyen comité, avec Anne Lauvergeon qui avait pris en charge les frais de la délégation. D'une froideur absolue, la présidente d'Areva pointa du doigt le ministre des Affaires étrangères en l'agonissant de ses reproches : « Toi, t'es un escroc avec tes demandes de commissions inconsidérées ! T'es un voleur, t'as commandé n'importe quoi à l'hôtel. Sais-tu qui paye ? C'est moi. »

Dans cette ambiance électrique, le président centrafricain présenta, un à un, les membres de sa délégation. Quand arriva le tour du ministre des Mines, Nicolas Sar-kozy l'interrompit :

– Ah, c'est toi le ministre des Mines !

– Oui, tout à fait…

– Ah, d'accord ! glissa le président français avec un sourire narquois et
plein de sous-entendus.

Dans la salle, tous les Centrafricains étaient livides.

Le ministre des Mines et de l'énergie était connu pour ses multiples liens affairistes avec l'Afrique du Sud et son enrichissement personnel. En 2007, il avait célébré son premier milliard de francs CFA (soit 1,5 million d'euros).

Ensuite, Nicolas Sarkozy emmena son homologue africain pour un tête-à tête qui dura… dix minutes ! François Bozizé se fit sérieusement remonter les bretelles.

À son retour à Bangui, vexé, le président centrafricain ne décrochait pas la mâchoire. Il n'avait pas apprécié le ton, la manière et les reproches à l'égard du

dossier Areva, alors même qu'il s'attendait à être accueilli comme un roi.

J'ai téléphoné à Bozizé plusieurs fois. Il ne décrochait pas. Je le sollicitais pour un rendez-vous ? Il refusait de me voir. Pendant trois mois, aucune nouvelle. Gouandja finira par convaincre le président que je n'avais rien à voir avec l'attitude de Nicolas Sarkozy. Et je fus enfin reçu au palais. Le président Bozizé m'accueillit comme si de rien n'était :

– Oh ! Richard, ça fait si longtemps qu'on ne s'est pas vus. Pourtant, ce n'était plus comme avant. Il me reçut nettement moins souvent à la suite de la tragi-comédie de Paris. Je le sentais phagocyté par une bande d'escrocs dont il ne parvenait pas à se débarrasser. Dès que j'allais le voir, un autre passait derrière. Jusqu'au jour où le ministre des Affaires étrangères centrafricain me téléphona directement, alors que je n'étais jamais en contact avec lui. Normalement, c'était du domaine de l'ambassadeur.

– Volange, il faut qu'on se voie. Je sais que tu as tes habitudes au Carré Gourmand. Si tu veux, on pourrait s'y retrouver pour déjeuner.

– Ouais, ouais, pourquoi pas. répondis-je sans trop d'enthousiasme.

Le piège était trop gros. J'appelai le palais pour les prévenir et leur faire part de mes interrogations. Un quart d'heure après, le ministre des Affaires étrangères annulait notre rendez-vous.

J'avais marqué des points auprès du président. À l'inverse, si j'avais vu le ministre sous les yeux de toute la ville, j'aurais été démoli.

Finalement, les cours de l'uranium s'effondrèrent et la mine de Bakoumane ne fut pas exploitée. L'investissement d'Areva fut une perte sèche. L'entreprise publique perdit sa mise d'un 1,8 milliard d'euros… et quelques commissions africaines.

Si mon réseau de sources s'était étoffé et fonctionnait plutôt bien, je devais aussi gérer la fin de relations problématiques avec des sources « en fin de vie ». Il n'est jamais facile de stopper une relation avec un informateur. À force de les subventionner, certains ne vivent plus que de notre argent et s'accrochent à cette position.

Depuis l'affaire de l'Elysée, je sentais une certaine méfiance de la part du palais de Bozizé qui estimait que Sarkozy avait agi ainsi sur la base de renseignements transmis par la DGSE. Au cours d'un cocktail, le fils Bozizé, ministre de la Défense, m'avait lancé : « Votre truc, ça ne marche pas ! ». Sous-entendu : Votre collaboration en matière de sécurité ne m'intéresse pas.
Surveillé notamment durant l'affaire Durbar, il me fallait faire très attention. Un jour, une source vient me remettre à mon domicile un document important. Il s'agit d'un décret muet (donc non promulgué au journal officiel) portant sur des directives économiques à propos de contrats sur les mines de diamant au profit de l'Afrique du Sud.

J'hésitai à me rendre à mon bureau de l'ambassade avec ce document. Je n'avais aucune certitude que la source n'avait pas été suivie. Et pourtant, le temps pressait, car je devais rendre rapidement ce document original à la source après l'avoir photocopié.

Je décidai alors de le mettre dans le sac à dos de ma fille et lui demandai de se rendre à l'ambassade à pied. Il faisait nuit, il était environ dix-neuf heures. J'appelai mon assistant et lui expliquai que ma fille allait arriver au bureau et qu'il la récupèrerait à proximité, mais qu'il devait la surveiller sur les 500 mètres de son parcours. Mission accomplie, ma fille ne posa pas trop de question et je pus rendre le document durant la nuit à mon informateur.

François Bozizé finira par se faire évincer dans un coup d'État en 2013. À cause de son commerce avec l'Afrique du Sud, ses relations avec le Tchad devenaient de plus en plus tendues. Le président centrafricain fit l'erreur de s'émanciper petit à petit du pouvoir tchadien, alors même que ce dernier jouait le rôle de tampon avec les rebelles de la Seleka. Un beau jour, les Tchadiens ont décidé de laisser faire, et les rebelles ont foncé sur Bangui sans grande difficulté. François Bozizé a fui en Ouganda et je ne lui ai jamais reparlé.

CHAPITRE XV

L’ÉVOLUTION DES MÉTHODES

Bon nombre de nos méthodes de travail ont été révolutionnées par les nouvelles technologies et les téléphones portables. Le numérique a tout bouleversé. Auparavant, nous nous contentions d’une simple ligne téléphonique, invisible grâce à un détourneur. Si vous rappeliez sur mon numéro, vous tombiez sur le concierge d’un immeuble, un peu comme dans *Tintin* quand les appels au château de Moulinsart arrivaient sur la ligne de la boucherie Sanzot. À la différence près que nous payions un concierge pour jouer ce rôle ! L’affaire était bien rodée, peu de risques d’être intercepté.

En Afrique, il est difficile de traiter au téléphone. Très intuitifs, les Africains apprécient l’oralité et aiment voir la personne en face d’eux. Ils observent la gestuelle, l’expression de notre visage. Nous avons besoin de voir les sources pour les mettre en confiance. Désormais, les agents sont esclaves de leur téléphone et se déplacent de moins en moins par facilité. Les renseignements passent par téléphone, mettant en danger l’espion comme sa source. Nous aborderons tout à l’heure les messageries sécurisées : un cercle vicieux. À mon sens, il est plus que nécessaire d’allier téléphone et rendezvous clandestins.

Il en va de même pour la transmission des documents. Votre « document original » déniché par une source ne sera plus original s’il vous est scanné puis

envoyé par téléphone. Déplacez-vous pour aller le chercher ! Hélas, je sais que la jeune génération connectée refuse de s'embêter à faire le poireau dans un restaurant, ni à marcher des kilomètres pour reconnaître un parcours de sécurité. Il est vrai que ça fait perdre du temps.

À la DGSE, la bureaucratie est de plus en plus importante. À mes débuts, nous partions en mission dans l'heure s'il le fallait. Désormais, il y a tant de signatures à obtenir qu'il faut attendre plusieurs jours, y compris dans des situations urgentes. Les patrons tentent actuellement de remédier à ce problème, avec une restructuration des services dont le journal *Le Monde* a révélé tous les détails dans un article très complet publié en janvier 2023. Désormais, il y aura des centres de mission autonomes, afin de raccourcir les procédures. Je demande à voir. Il y aura toujours d'innombrables strates à l'intérieur de chaque centre de mission, donc je ne suis pas persuadé de gagner en fluidité. Il y a quelques années, la CIA avait eu la même idée et ça a mis beaucoup de temps à fonctionner, alors que les Américains sont tout de même bien plus pragmatiques que les Français.

Le chiffrement des messages est devenu beaucoup plus simple d'utilisation. Il y a trente ans, j'ai connu le chiffrement par bandes mécanographiques, puis par disquettes. Aujourd'hui, le message est directement chiffré lors de son envoi après rédaction, y compris avec des pièces jointes volumineuses.

À l'époque, on expédiait des documents dans une valise diplomatique –celle que l'on voit dans les films – que l'on enregistrait à l'ambassade, avant qu'elle ne soit

dépêchée par avion militaire, une fois par mois. Il y a plusieurs dizaines d'années, ces valises étaient parfois interceptées. Quand la France subtilisait des valises diplomatiques, le service de mon père se chargeait de les ouvrir via un méticuleux travail d'orfèvrerie. Il s'agissait de percer un trou, de sortir les documents pour les photographier, puis de reconstruire la toile du sac diplomatique, sans que le destinataire puisse suspecter l'interception. C'était prodigieux. Désormais, on scanne et on envoie en numérique, évidemment de façon cryptée.

L'évolution des méthodes, c'est aussi une meilleure formation des agents, plus structurée. Désormais, il y a beaucoup plus de stages et de séminaires, notamment pour le management. Le corollaire, c'est que les jeunes agents rentrent de ces nouvelles formations avec l'esprit calibré. Or, dans la recherche d'informations, ça ne fonctionne pas. On travaille avec de l'humain. Rien n'est écrit à l'avance. La connaissance de la psychologie est indispensable. Les formations sont bien trop virtuelles. J'ai bien peur que l'on forme de nouveaux agents de la DGSE comme s'ils allaient travailler dans n'importe quelle autre administration, voire dans une entreprise privée.

Quand on est chef de poste à Kinshasa ou à Bangui en pleine guerre civile, on ne gère pas ses équipes comme dans une administration plan-plan de la capitale française, quand chacun rentre chez soi à dix-neuf heures.

De même, le profil des jeunes agents a beaucoup changé. Il y a de moins en moins de militaires. Depuis dix ans, la DGSE a recruté énormément de civils, qui ont

tous le même profil : Sciences Po, Master Défense, Bac +5. Sûrs d'eux, ils arrivent à la centrale avec des idées toutes faites. Je n'ai jamais réussi à leur faire comprendre qu'ils devaient lâcher leur smartphone chéri pour aller sur le terrain. Mais la technologie, c'est mieux que le discours de l'ancien.

Ce sont des jeunes très talentueux dans l'écriture. Ils rédigent leurs notes probablement deux fois plus vite que moi. Cependant, ils prennent trop de libertés et interprètent les informations de la source dans leurs comptesrendus.

Par conséquent, cela atténue la valeur de leur renseignement. Il ne suffit pas d'être un champion de la rédaction. Ma génération, moins diplômée était beaucoup plus timorée, donc plus scrupuleuse. Ces erreurs doivent être corrigées par une formation plus efficace.

L'ADN des services français reste la « recherche humaine », le recrutement et le traitement des sources. C'est ce qui fait la réputation des services secrets français. Les Américains sont très mauvais dans ce domaine, privilégiant la technologie à l'humain. Dans le cadre des partenariats que nous tissons, la CIA laisse le champ libre à la DGSE pour approcher les sources. Le problème d'un agent américain, c'est qu'il va voir son contact en disant : « Ok, je te donne 1 000 dollars, donne-moi ton scoop. »

Évidemment, la source prend l'argent et donne une information en échange. Mais c'est tout ! C'est une relation de marchand de tapis, pas une confiance qui se tisse pour les années futures. Comme je n'avais pas l'argent des Américains, j'ai dû trouver des méthodes plus humaines, et ça marche cent fois mieux. Certains

agents de la CIA établissent carrément des grilles de salaire pour leurs sources, qui, elles, montent des business plans. Cela a beaucoup plu aux jeunes Africains qui ont fini par demander 20 000 dollars par mois à la CIA pour distiller leurs infos. Intenable… Pour ma part, j'ai toujours fixé des limites, en imposant mes règles et en augmentant au fur et à mesure les montants donnés en fonction de la qualité.

Je vais vous raconter comment en 2015, on a même coopéré avec les Russes contre les Chinois, au début du conflit syrien. Le service avait ciblé une Chinoise à Vladivostok qui était consule à l'ambassade chinoise et don't le mari travaillait dans une compagnie pétrolière au Danemark. Ils ont saisi l'opportunité qu'elle veuille vendre sa grosse BMW qui valait 15 000 euros pour entrer en contact avec elle. Ils ont donc envoyé le chef de poste de Moscou à sa rencontre, avec pour instruction de ne pas acheter la voiture ! Il a donc traversé toute l'Union soviétique pour arriver devant elle et ne pas acheter le véhicule. La Chinoise a tout de suite compris que ce n'était pas clair. À son arrivée, il avait été briefé par le FSB local, mais ils ont collaboré en filigrane, c'était une collaboration de façade, les Russes savaient que cela ne fonctionnerait pas. C'est pourtant une stratégie de recrutement qui fonctionne bien quand elle est bien menée, on avait eu le directeur de cabinet du président Burundais Sylvestre Ntibantunganya par l'intermédiaire de sa femme, qui faisait un stage au Centre bancaire CFEB. On l'a recrutée et elle nous a présenté son mari quand il est venu à Paris, puis il est resté en contact avec nous. Et quand il y a eu le coup

d’État et que Ntibantunganya a perdu le pouvoir, on l’a exfiltré *via* Nairobi pour rejoindre ensuite la Belgique.

Pour les écoutes téléphoniques, les agents de la DGSE – au même titre que tous les policiers – sont désormais soumis à une loi. Dans les dernières années de ma carrière, j’ai dû répondre à un questionnaire afin d’obtenir une habilitation. Le but était de nous faire connaître les limites des écoutes.

Auparavant, le service pouvait mettre n’importe quelle ligne de France sur écoute, sans aucun problème. Désormais, c’est fini ! Les fichiers d’écoutes ne peuvent pas être conservés plus d’un certain temps, et surtout, certaines professions sont protégées. Sauf autorisation spéciale ou affaire de droit commun en cours, impossible d’espionner la ligne téléphonique d’un journaliste ou d’un avocat. En revanche, il existe des possibilités de contourner ces interdictions. Si le journaliste ou l’avocat en question part en voyage à l’étranger, à ce moment-là, j’ai le droit de le placer sur écoute. En effet, l’interdiction est restreinte au territoire français. De même, si l’avocat utilise un téléphone étranger en France, je peux aussi l’écouter !

Les demandes des agents sont régies par la CNCTR (Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement). Dès l’instant où un numéro est sur écoute, tout est enregistré par le GIC (Groupement interministériel de contrôle). Les demandes concernent aussi les messageries, e-mails, comptes Facebook, réseaux sociaux, etc.

CHAPITRE XVI

FACE À LA CHINE,
EN COOPÉRATION AVEC LA CIA

À mon retour de Bangui durant l'été 2009, j'ai retrouvé le secteur Afrique, dirigé par une femme pour la première fois. Celle-ci avait insisté pour me récupérer, car nous avions déjà travaillé ensemble. Avec deux postes à l'étranger à mon actif, je commençais à avoir une solide expérience. Je fus affecté au travail de recherche sur l'Afrique centrale : gestion des sources et des opérations. Après l'excitation permanente de Bangui, j'avoue avoir connu durant quelques mois des difficultés pour trouver la motivation. À l'étranger, on est « quelqu'un ». Au bureau parisien, on n'est plus rien. Il faut se réadapter. Passer de la troisième personne la plus importante d'une ambassade à un banal pion d'un immense immeuble, ça calme. L'ego en prend un coup mais tout le monde passe par là. Le train de vie change aussi diamétralement.

En Afrique, j'étais comme un roi dans ma villa avec piscine et chauffeur. Difficile de retrouver les transports en commun. Quoi qu'il en soit, ce nouveau travail me plaisait peu car il était circonscrit à l'Afrique centrale.

Je furetais donc dans d'autres bureaux, et notamment celui du poste bis qui allait devenir Bureau de recherche. Le responsable était un lieutenant-colonel avec qui j'avais travaillé aux Invalides. Il avait besoin d'un

adjoint. Cela m'intéressait, car ce n'était pas cantonné à une seule zone géographique. Ce bureau rassemblait la gestion des sources et des renseignements à l'échelon du service de géopolitique et de contre-espionnage, y compris la partie cyber.

Par ailleurs, à cette époque, le service de contre-espionnage était en phase de renaissance, avec la collaboration de la DGSI.

Neuf mois plus tard, en 2010, me voilà donc nommé adjoint du Bureau de recherche. Nous devions gérer les fonds correspondants aux rémunérations de sources et aux opérations, soit environ 3 millions d'euros par an. En coordination avec la comptabilité, nous traitions les demandes de perception des fonds des agents et de transferts d'une opération à l'autre lorsque certains fonds n'avaient pas été consommés. Je ne représentais que le premier filtre, avant la validation définitive par la direction.

Nous pilotions en outre les missions d'assistance, ainsi que tous les « traitants » parisiens de mon service géopolitique et de contre-espionnage, soit environ quatre-vingt-cinq officiers traitants, occasionnels ou non.

En 2011, j'ai travaillé sur la Côte d'Ivoire. Alassane Ouattara venait d'être élu, mais sa légitimité était contestée par le président sortant Laurent Gbagbo.

Ce dernier avait décidé de se maintenir au pouvoir vaille que vaille. Avec l'ONU, la France soutenait le président élu démocratiquement, réfugié à l'hôtel du Golf d'Abidjan. Cependant, Laurent Gbabgo maîtrisait les médias et les télécommunications de tout le pays et pouvait donc allègrement mettre en place sa propagande visant à discréditer son adversaire. La France a ainsi

décidé de mettre un studio de télévision à la disposition d'Alassane Ouattara. Par l'intermédiaire d'un « ministre » de Ouattara, j'ai pris contact avec un couple d'Ivoiriens vivant à Paris qui ont accepté de jouer les intermédiaires. Pour acheter le matériel, je me suis rendu dans les bureaux d'une société spécialisée dans l'audiovisuel, dans les Yvelines, avec… 150 000 euros en liquide ! J'ai recompté tous les billets (qui provenaient des fonds spéciaux de la DGSE) dans la voiture, et il n'y avait pas que des billets de 500 ! C'était fastidieux. Le directeur de la société avait beaucoup de contrats en Afrique et acceptait les paiements en liquide. J'ai emmené tout le matériel au camp de Cercottes et un avion militaire a opéré le transfert jusqu'à Abidjan pour permettre à Ouattara d'installer son premier studio télévisé.

En 2013, mon collègue prit sa retraite et je lui succédai donc à la direction du Bureau. J'entreprends de tout réorganiser et d'ouvrir une section de formation. En effet, je m'étais aperçu du taux d'échec de plus en plus important lors des stages de validation pour partir en poste. C'était la même chose dans les autres services comme le contre-terrorisme et la contre-prolifération. Même si la barre avait peut-être été fixée un peu haut, les futurs agents étaient surtout mal préparés.

J'ai proposé une formation sur le terrain. Les responsables devaient comprendre que notre métier ne s'apprendrait jamais dans un livre. Tout ce qui est virtuel ou scolaire, ça ne marche pas ! Un agent doit avoir de l'imagination, de la créativité, de la réactivité. Tout le monde n'est pas fait pour ça. Certaines personnes rencontrent des difficultés pour s'ouvrir à d'autres cultures et seront meilleures dans l'analyse. Il fallait à la

fois donner sa chance à tout le monde et rester honnête avec ceux qui n'y arriveraient pas.

J'avais obtenu du chef de service de la formation d'être responsable de la validation de la moitié des pré-requis réclamés pour les stages validants. L'exercice était simple. Fini le jeu de rôle avec un type de la Boîte qui s'amuse à faire la source. Désormais, les futurs agents devaient traiter avec un vrai informateur, ou un contact utile. J'avais trois assistants et plusieurs officiers de recherche pour chaque thématique (Europe, Asie, Afrique, cyber…) afin de piloter au mieux l'exercice. Dans un premier temps, le candidat devait nous fournir un point de rendez-vous (pour récupérer la source) et un lieu de contact (restaurant). Entre les deux, il devait tracer le parcours de sécurité. Mais il restait un détail dont je ne parlais pas *a priori*…

Pour le trajet DGSE-point de rendez-vous, il fallait aussi un parcours de sécurité. Sauf que la plupart des aspirants n'y pensaient pas ! Je les voyais prendre tranquillement le métro comme s'ils postulaient pour une place en école de journalisme. Ils devaient acquérir certains réflexes. Mes assistants pistaient les candidats tout au long de leur parcours avec la source.

Ensuite, l'un de mes officiers de recherche était présent dans le restaurant afin d'observer comment le candidat installait la source. Il était évidemment interdit d'être en vitrine du troquet ! Un agent qui fait du bon travail a repéré l'intérieur de la brasserie au préalable, afin de savoir quelles sont les tables les plus discrètes.

Au retour, même manège ! Jusqu'à l'arrivée dans les bureaux de la DGSE, où j'attendais le candidat pour un débriefing. Contrairement aux responsables des

différents secteurs de la Boîte, je ne m'attardais pas tant sur les connaissances des candidats, mais plutôt sur leur capacité à travailler sur le terrain. Je voyais d'excellents analystes, certes, mais inaptes à gérer des situations diplomatiques tendues au coeur d'une ambassade ou d'une guerre civile. Il y avait donc parfois des tensions, et nous devions demander l'arbitrage du chef de service.

Mon volet pédagogique a rencontré un certain succès et un très bon taux de réussite *(dixit* mes notations reçues en 2015). La Boîte en était contente et j'en étais très satisfait. Outre ce volet pédagogique et le suivi classique des sources du service et des aspects budgétaires associés, nous avions plusieurs affaires de contreespionnage dont deux ont retenu mon attention.

La première concernait un agent des services secrets russes en poste à Dakar qui avait réussi à recruter une source de haut niveau au sein de l'étatmajor de l'armée sénégalaise. Il avait ainsi accès à de nombreux renseignements sur le Mali et le dispositif français. Il a donc été décidé en coopération avec les services sénégalais de mettre un terme aux agissements de cet agent russe.

Un collègue est parti sur place pour le « retourner » et lui proposer une somme de 150 000 euros en échange de sa collaboration. S'il refusait, il serait expulsé.

L'espion russe s'est abstenu et a regagné son pays. Quelques mois plus tard, il est réapparu au sein de son ambassade au Mali. Il faut dire que pour les Russes, faire l'objet d'une détection et d'une expulsion n'est pas synonyme d'échec, alors qu'à la DGSE, un agent dans

cette situation ne serait pas reparti sur le terrain avant plusieurs années.

La seconde affaire de contre-espionnage s'inscrivait dans une campagne agressive de la Chine à travers des cabinets d'audit, véritables vitrines de recrutement qui prenaient contact avec de multiples fonctionnaires français (diplomates, SGDSN, OTAN, UE et les grandes entreprises étatiques).

Nous avons alors décidé de lancer une opération « pot de miel » où l'un de nos agents se positionnerait au SGDSN (Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale), ciblé par la Chine, pour répondre au questionnaire de ses interlocuteurs. Le manège a duré de nombreux mois et l'on a confectionné un vrai-faux document du SGDSN. Les Chinois sont tombés dans le panneau. Ils ont alors invité notre agent à Pékin. Notre espion, Jacques Grenet, a bien évidemment décliné pour proposer un lieu plus neutre, Prague, en République tchèque. Les agents chinois ont accepté.

Un dispositif fut donc mis en place en collaboration avec notre partenaire tchèque. Le premier jour, Jacques Grenet, muni d'un nouveau vrai- faux document, reçut dans sa chambre d'hôtel une enveloppe de 2 500 euros, offerte par les Chinois. Ceux-ci lui donnèrent rendez-vous au restaurant de l'hôtel. Selon un scénario bien échafaudé, Grenet prétexta avoir oublié sa veste dans sa chambre et quitta le restaurant. Entrèrent en scène deux agents de la DGSE qui s'assirent à la table des Chinois pour leur expliquer qu'ils avaient tenté de recruter un fonctionnaire français. Mal à l'aise, les espions chinois nièrent en bloc et se retranchèrent derrière leur couverture de consultants. Nos agents leur

proposèrent une forte somme pour obtenir leur collaboration, mais ceux-ci refusèrent et quittèrent la table pour rejoindre leur véhicule.

Les Tchèques les prirent alors en filature, constatant leur panique et leur empressement à rejoindre la frontière le plus rapidement possible en faisant des traditionnelles consignes de sécurité pour un agent secret. Les Chinois téléphonaient à leurs contacts à tout-va pour leur annoncer avoir été grillés.

Le soir même, je récupérai discrètement notre agent à Paris pour le ramener à la Centrale afin qu'il rende ses faux papiers d'identité, puis je l'ai raccompagné à son domicile. Une belle opération d'entrave.

En 2015, je fus désigné chef de poste à Djibouti, avec une année pour me préparer. Initialement, j'avais postulé pour Abidjan, en Côte d'Ivoire, mais un colonel chef de cabinet du DG m'avait été préféré, la situation étant très sensible après la guerre civile opposant les camps de Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara.

Djibouti était mon second choix, car ce pays présentait des sujets transversaux, qui me permettraient de travailler sur des problématiques aussi diverses que le contre-terrorisme, la contre-prolifération, les présences russes et chinoises en Afrique. J'appréciais l'idée de ne pas être cantonné au politico-sécuritaire du secteur Afrique. Année après année, j'avais constaté les erreurs d'appréciation de nombreux de mes collègues enfermés dans cette thématique, dès l'instant où le sujet déviait d'un pouce.

Djibouti est une ancienne colonie française qui a pris son indépendance en 1977. La France y a toujours

conservé une présence militaire afin de garantir la souveraineté du pays. L'État est dirigé par un grand parti qui a le monopole du pouvoir, avec une opposition de façade. En 2016, le président Ismaïl Omar Guelleh venait d'être réélu.

Les questions de sécurité ne concernaient pas d'énièmes rébellions, mais le contre-terrorisme : les *shebab*, la Somalie, le Yémen. Il y avait aussi le dossier de la guerre en Érythrée, que l'on se partageait avec le poste d'Addis-Abeba, et les questions économiques. D'autres pays étaient impliqués dans les affaires économiques de Djibouti, comme la Chine, la Russie et la Turquie, très implantée en Somalie.

C'était un poste passionnant, d'autant que la France avait tissé des liens très forts avec le pouvoir djiboutien. En outre, j'avais la responsabilité de piloter et de former des officiers du renseignement djiboutien. J'avais un bureau chez eux, pour préparer leurs missions et superviser le traitement de leurs sources. Débarqués en renfort de Paris pour quelques semaines, des collègues de la DGSE leur enseignaient les bases du contre-terrorisme et de notre métier. Nous formions nos équivalents djibou-tiens. Tous étaient policiers et disposaient parfois d'une solide expérience de terrain et d'un sens de l'investigation. Toutefois, je devais leur apprendre à gérer une source.

Cela n'avait rien à voir avec une formation dans les rues de Paris. J'envoyais les officiers djiboutiens sur le théâtre d'opérations dangereuses en Somalie et au Yémen. Lors de certaines missions, ils risquaient leur vie. Par exemple, Hassan se trouvait dans un hôtel d'Aden quand le bâtiment voisin a explosé à la suite d'un

attentat. L'officier a vu ses vitres voler en éclat avant de s'exfiltrer comme il a pu. Il faut se rendre compte que le simple fait de se rendre au Yémen – qui n'est plus vraiment un pays, faute d'autorité – est extrêmement dangereux. Une bombe peut exploser n'importe où, à tout moment.

Afin d'encadrer ce projet de formation djiboutien, je disposais d'un budget de 100 000 euros annuels. Je travaillais en coopération avec le directeur général des services djiboutiens.

Pour mon statut diplomatique, j'étais deuxième conseiller à l'ambassade de France. J'étais donc très visible dans le paysage local, alors mon adjoint se chargeait du travail clandestin avec les sources. D'un point de vue personnel, j'étais installé dans un appartement à 1 kilomètre de l'ambassade au bord de la mer, avec une petite plage privée qui n'était pas praticable à cause des serpents. Un bel appartement de 140 mètres carrés, les enfants n'étaient pas avec nous, pour deux c'était parfait.

Pendant mon année de préparation, je m'étais formé avec un collègue rompu au contre-terrorisme, qui partait, lui, au Kenya. J'ai découvert toutes les techniques, et j'ai suivi une formation spéciale avant mon départ (cyber, filature, conduite rapide, comptabilité).

En tant que chef de poste, j'avais un travail fastidieux : lire tous les renseignements produits par mon adjoint et/ ou mes assistants avant qu'ils ne les envoient à la Boîte. Je devais aussi gérer la partie comptabilité, et les fonds alloués par la DGSE. Avant de partir, j'avais budgété mes besoins, pour les sources, les missions, etc. Je devais signer tous les reçus des sources, des

officiers… Il faut savoir gérer une caisse, car il ne doit jamais manquer le moindre centime.

La mission était dense, et si Djibouti était calme, dès qu'il fallait se rendre au Somaliland – région de Somalie frontalière – pour y faire un point, nous étions, avec mon adjoint, escortés en hélicoptère par les commandos parachutistes de l'Armée de l'air, avec tout l'armement de défense utile.

Nous avions de très bons rapports avec eux, d'ailleurs à la Saint-Michel, la fête des parachutistes, ils m'invitaient à sauter en duo. Les routes ou les pistes ne sont pas sûrs dans cette zone, je me suis risqué une fois en voiture dans le désert à la frontière de l'Érythrée, accompagné d'un correspondant. Les paysages sont grandement sauvages, on y croise des chameaux et des gazelles en liberté, mais le danger y est très présent.

À mon arrivée à Djibouti en juillet 2016, nous étions nombreux, car mes collègues du Yémen étaient relocalisés dans nos bureaux, à cause de la guerre qui sévissait. Ils sont ensuite partis aux Émirats arabes unis.

Fin 2016, nous avons reçu une alerte attentat à trois heures du matin. Un Somalien avait été soi-disant dénoncé par une source à Mogadiscio, qui affirmait qu'il préparait une attaque. Pendant un mois, Djibouti vécut sous cloche, nous vivions dans la méfiance. Finalement, il ne s'agissait pas d'un projet d'attentat mais d'un repérage. C'était un capitaine de la police somalienne, affilié aux *shebab*, venu à Djibouti dans le cadre d'une formation dispensée par les *carabinieri* italiens. Quand on a voulu lui mettre la main dessus, il s'était envolé.

Dans la lutte contre Daech, les Américains avaient une longueur d'avance.

Mes officiers djiboutiens recherchaient surtout des informations sur Aqpa et Peter Cherif. J'étais en contact permanent avec l'ambassadeur de France, le général commandant les forces françaises et mes homologues américains de la CIA.

Entre l'ambassade, mes services, mon bureau pour les officiers djiboutiens et des dîners au restaurant avec des responsables locaux, mes journées se terminaient souvent très tard. Il y avait très peu de loisirs… Irène s'ennuyait énormément, car nos enfants et petits-enfants étaient en France. Le week-end (vendredi et samedi, comme dans tous les pays musulmans), nous partions parfois à la plage à une cinquantaine de kilomètres. Cependant, je devais regagner mon bureau le soir afin de consulter les messages envoyés par Paris.

Je surveillais aussi une quinzaine de Français qui avaient fait le choix de s'installer à Djibouti pour vivre paisiblement leur pratique de l'islam. Ils n'étaient ni terroristes ni dangereux, mais entendaient vivre selon les principes de l'islam radical, sans être dérangés par les débats en France, comme celui sur le port du voile. Il fallait cependant se méfier de leur prosélytisme. En effet, l'éducation de leurs enfants à propos de l'islam pouvait avoir des conséquences à long terme. Après avoir suivi une éducation religieuse, certains jeunes partaient en Somalie ou au Yémen, ce qui inquiétait sérieusement les autorités djiboutiennes. Chose incroyable, certains de ces Français touchaient encore les allocations familiales ! J'ai dressé une liste transmise ensuite à la CAF afin de prouver que ces gens ne vivaient plus sur le territoire français. C'était un véritable scandale. Malgré mes efforts, la CAF s'est contentée d'adresser un mail aux

fraudeurs, en leur demandant de se présenter dans leurs locaux en France, sous six mois. Facile ! Ils ont tous pris un billet d'avion pour Paris : un petit bonjour à la famille, et un renouvellement de six mois. La France finançait ainsi les vacances spirituelles des radicaux de Djibouti.

Ainsi l'histoire de Fatima, une jeune femme originaire de l'ouest de la France.

Un beau jour, la police djiboutienne m'appela pour me signaler avoir interpellé une femme qui portait le hijab, vêtue de noir de la tête aux pieds. Malgré la pratique religieuse, aucun musulman ne s'habille ainsi à Djibouti. Fatima était française et vivait dans un hôtel miteux, près de la base militaire française. La patronne de l'hôtel s'inquiétait de son comportement et avait contacté la police. Venue d'Éthiopie, Fatima se trouvait en situation irrégulière. Son dossier en disait long sur son profil : seulement âgée de vingt-deux ans, elle avait été déscolarisée après de multiples problèmes familiaux. De surcroît, elle avait été renvoyée de sa mosquée car l'imam la jugeait trop radicale !

Lors de son interrogatoire, Fatima raconta vouloir aller en Somalie pour vivre à fond sa pratique de l'islam. Elle était totalement endoctrinée. Nous avons pris la décision de la renvoyer en France, où elle a aussitôt été entendue dans un commissariat.

Un mois plus tard, devinez qui était de retour dans les rues de Djibouti ? Fatima !

Pour passer inaperçue, elle avait pris l'avion jusqu'en Éthiopie avant de prendre le train reliant Addis-Abeba à Djibouti. Comme la ligne de chemin de fer venait d'ouvrir, les contrôles aux frontières n'étaient pas encore installés. Durant les dix longues heures de trajet, Fatima s'était liée

d’amitié avec des « soeurs » djiboutiennes qui l’avaient prise sous leur aile.

Dès que la jeune fille fut repérée en ville – toujours avec son hijab –, la police djiboutienne l’appréhenda. Il fallait absolument la faire parler pour comprendre ses intentions et son éventuelle dangerosité. J’avais remarqué que les policiers hésitaient à la pousser dans ses retranchements. C’était dans la nature du peuple djiboutien, plutôt non-violent, beaucoup plus calme que la population d’Afrique noire.

J’ai haussé le ton et demandé aux officiers de lui retirer ses habits, afin de lui donner une bonne leçon. Fatima braillait dans tous les sens, mais elle a fini par lâcher le morceau et donner le nom de la mosquée somalienne qu’elle voulait rejoindre au nom du combat de l’islam. Elle était complètement illuminée.

Nous l’avons donc renvoyée par le train, direction Addis-Abeba. Là-bas, ma collègue de la DGSE prévenue devait l’intercepter pour la remettre dans un avion pour Paris. Ce jour-là, les Éthiopiens fêtaient Timkat, l’épiphanie orthodoxe. Fatima est parvenue à se fondre dans la masse pour s’échapper. Il faudra trois jours à la police éthiopienne pour la retrouver.

Mes trois ans à Djibouti ont été marqués par deux grands sujets : la Chine et Peter Cherif. Fin 2017, j’ai découvert les États-Unis pour la première fois de ma vie. Ce continent et cette culture ne m’attirent pas, je n’y suis jamais retourné. Lors de cet unique voyage, j’étais invité à Washington dans le cadre du *China Summit*, organisé chaque année. Au siège de la CIA, j’ai été remarquablement reçu. Évidemment, je n’ai rien vu de leurs « véritables » locaux. Le compound de la CIA est

un véritable village, dans lequel un bâtiment entier est dédié à l'accueil des délégations étrangères. Cela permet de nous isoler.

Les Allemands faisaient la même chose dans la forêt de Poulart, près de Munich. À Paris, le problème sera bientôt résolu avec l'installation de la DGSE dans des locaux plus grands, à Vincennes.

À l'issue du sommet, j'ai reçu un courrier officiel américain me remerciant pour ma coopération « dans la lutte contre les Chinois ».

Quand je fais un tour d'horizon des services secrets, on coopère peu avec les Britanniques en Afrique car ils ont leur propre soutien au niveau du Commonwealth ; les Israéliens nous aiment bien mais ils sont très autonomes ; Suédois sont très coopératifs ; on échange bien avec l'Allemagne qui a peu de représentations en Afrique mais est très présente en Europe de l'Est. Et les Américains coopèrent mais veulent toujours tout diriger.

À mon retour à Djibouti, la CIA changea d'agent sur place avec la nomination de Matt Byron. Ancien officier de West Point, il parlait parfaitement la langue française, ce qui m'arrangeait bien, car mes relations avec le Texan Joe Stetson n'étaient pas évidentes. Matt était l'américain type, un grand gaillard brun qui s'était un peu laissé aller. Il avait appris le français pendant ses études. Sur le sol djiboutien, la Chine était en train d'implanter sa première base militaire à l'étranger. Elle fut inaugurée le 1 août 2017. Le grand pays asiatique devenait ainsi un acteur majeur de la région. Pourquoi la Chine investissait-elle dans ce petit pays de la corne de l'Afrique ? Afin de poursuivre son expansion économique,

Pékin avait décidé de construire une nouvelle route de la soie, route commerciale entre la Chine et l'Europe. Pour capter l'important marché éthiopien – plus de 100 millions d'habitants –, la Chine avait besoin d'une base militaire à proximité, dans un endroit sécurisé.

La Chine était donc un nouveau partenaire pour les Djiboutiens, mais pas seulement. Jusqu'en 2016, la France avait la gestion quasi-exclusive du parc aérien. Désormais, il fallait partager avec cette grande puissance, même si la Chine n'avait pas d'avions de chasse – seulement des hélicoptères. Dès qu'un avion français survolait la base chinoise, cela déclenchait des protestations.

La Chine était un acteur agressif économiquement, présent non seulement en zone militaire, mais aussi dans une zone franche. Les Chinois pouvaient ainsi réexporter des produits sans payer de taxes. C'était un problème de les voir contraindre tous les opérateurs économiques à s'installer dans leur zone franche beaucoup plus vaste, et percevoir des loyers exorbitants. Une partie était reversée – sous forme de commissions – à la présidence djiboutienne.

Comme partout ailleurs en Afrique, les Chinois ont voulu mettre la main sur les opérateurs téléphoniques locaux afin de pouvoir contrôler tout le réseau.

Pratique pour les BTS et les écoutes… Pour Huawei, l'Afrique est un gros marché, et le business des cartes prépayées assez juteux sur le continent. La Chine s'intéressait bien entendu au sous-sol djiboutien, riche en silicium et en sel. Le lac salé de Djibouti présente une particularité : sa densité en sel est plus importante que celle de la mer Morte. Pékin avait ainsi diligenté une

entreprise pour exploiter le sel. La technique chinoise est assez simple : 14 % du contrat est dévolu aux autorités locales. Une première tranche tombe au moment où le ministre concerné donne son accord au profit d'une société chinoise ; la deuxième intervient au moment de la validation technique du projet ; la troisième à la signature finale du contrat. Sans se cacher, ils rincent les autorités locales.

Par ailleurs, l'ensemble des infrastructures réalisées par les Chinois est très souvent assorti d'un nouvel endettement des pays africains. Pékin a ainsi réhabilité le chemin de fer reliant Djibouti à Addis-Abeba, une vieille ligne construite par la France il y a cent ans, et depuis tombée à l'abandon. Un nouveau tracé, moderne, fut établi, permettant de relier les deux capitales en dix heures. Les vieilles locomotives chinoises n'ont rien à voir avec le TGV ni l'Orient-Express. Dix heures, c'était tout théorique. Au moindre chameau qui traversait, tout était bloqué. Sans climatisation, à l'arrivée, les passagers se trouvaient au bout du rouleau. L'objectif était de désengorger le port et la route. Avec les vieux camions excessivement chargés qui rejoignaient l'Éthio-pie, les routes étaient dangereuses et les accidents nombreux.

Malheureusement, les rotations de trains n'atteignirent pas le niveau escompté, et il n'y avait pas toujours de wagons réfrigérés pour les marchandises périssables. Finalement, ça n'a pas désengorgé grand-chose.

Pour construire son immense base militaire au bord de la mer, près de la plage de Khor Ambado, la Chine explosa des montagnes à coup de dynamite.

Les ouvriers y travaillaient jour et nuit. Je l'avais visitée pendant la phase de construction. Ensuite, c'était chasse gardée. La moindre personne s'en approchant pour en capturer un petit souvenir était arrêtée et voyait son appareil photo détruit ou vidé.

Un jour, nous apprîmes que les Chinois souhaitaient faire venir des hélicoptères, des Vieux Pumas qu'ils avaient rachetés à la France puis modernisés. Pas d'avion de chasse, en revanche, car ils n'avaient pas la piste adéquate. Cependant, ils ont agrandi leur base avec un port mobile, flottant.

Ça leur donnait ainsi une totale autonomie sur leurs allées et venues. J'éprouvais des difficultés à connaître l'identité des responsables présents au sein de la base. Il y avait beaucoup de frictions avec Eiffage, qui avait une usine de traitement des eaux juste à côté.

Puis les militaires chinois ont commencé à former des militaires djiboutiens. Pour Djibouti, c'était un partenaire supplémentaire. Il faut savoir que la France paye 30 millions de dollars par an à l'État djiboutien comme bail pour sa base militaire. Idem pour les Japonais, les Italiens, les Américains et donc les Chinois. En tout, cela représente 150 millions de dollars annuels pour Djibouti !

J'avais besoin de savoir ce qui se tramait derrière les murs de cette base chinoise. Cette question m'obsédait. Les Américains avaient payé des ouvriers pour qu'ils filment les galeries souterraines de la base alors en construction, une caméra discrète posée sur le casque.

Pas dupes, les responsables de la base ont invité tous leurs homologues étrangers à visiter leurs

installations. ou ce qu'ils voulaient bien nous en montrer. Je me posais la même question tous les matins : comment faire pour obtenir de vrais renseignements ?

Trouver une source à l'intérieur de la base, impossible ! Les gardiens à l'entrée ? Peut-être. Mais que pourraient-ils me dire ? Hormis les allées et venues, ils ne savaient probablement pas grand-chose, d'autant que les Chinois sortaient très peu de leur base. Seuls quelques officiers se rendaient au supermarché ou en boîte de nuit, de temps en temps. On en croisait quatre ou cinq, pas plus. Avec mes collègues de la CIA, j'ai donc tenté de les corrompre grâce à une technique vieille comme le monde : le sexe.

Les prostituées des boîtes de nuit devaient nouer des liens avec les officiers chinois. Cela n'a pas fonctionné, car ils ne parlaient pas un mot de français ni d'anglais et se montraient extrêmement méfiants. Même pour commander à boire, ils désignaient une bouteille derrière le bar. Ils ne restaient pas plus d'une heure sur place et n'abusaient pas de l'alcool. Mon homologue de la CIA avait également missionné un de ses collègues sinisant d'origine chinoise pour engager la conversation avec les Chinois ciblés. En vain. Une autre idée était d'approcher les Chinois qui travaillaient dans les compounds économiques (une entreprise qui regroupe ses employés et leurs logements sur un même site). Certaines grandes sociétés étaient situées à deux pas de l'ambassade des États-Unis. Un matin, mon collègue américain, Matt Byron, croisa un entrepreneur chinois, Guo, ancien diplomate reconverti au sein d'une grande société portuaire. Les deux hommes firent leur jogging et entamèrent la discussion. Ça n'accrocha pas du tout.

L'entente sinoaméricaine n'est pas la meilleure du monde… L'agent américain me proposa alors une coopération opérationnelle France-États-Unis pour obtenir des informations via cet homme. J'acceptai et contactai le bureau de Guo. Je plaçai le conseiller économique de l'ambassade de France dans la confidence, au cas où ma cible vérifierait mon identité.
J'ai indiqué à Guo mon intérêt dans une affaire économique afin de créer une joint-venture avec une société française. L'ancien diplomate chinois ne s'est pas méfié et je l'ai rencontré régulièrement pendant un an. J'avais un téléphone dédié à mes échanges avec Guo fourni par la CIA. Quand je le rencontrais, je laissais mon téléphone classique à l'ambassade pour jouer la
couverture à fond. Je posais mon mobile sur la table du restaurant, sous les yeux de Guo, pour renforcer la relation de confiance. Parallèlement à mes rendez-vous, la CIA l'avait mis sur écoute. Petit à petit, une sorte d'amitié s'est installée. L'entrepreneur, qui parlait un français de bon niveau, me rapportait un cadeau de chacun de ses voyages en Chine, ce qui prouve beaucoup de choses dans sa culture. Guo me confia détester les Américains.

Il m'expliqua le fonctionnement des compounds économiques chinois. Ils vivaient dans des maisons à quatre ou cinq, étroitement surveillés. Leurs ordinateurs étaient également sous contrôle permanent.

Dès que j'abordais le sujet de la base militaire, je voyais bien qu'il n'avait pas le droit d'en parler. Malgré tout, il me livrait des informations intéressantes sur les relations économiques entre la Chine et Djibouti. Dans

l'ensemble, Guo et ses compatriotes avaient peu de respect pour les locaux.

Grâce à leur argent et aux projets qu'ils mettaient en place, ils estimaient avoir tous les droits. Une fois les contrats signés, les Africains n'avaient plus voix au chapitre.

Guo finit par se méfier, alors j'ai dû passer à l'étape supérieure. Je connaissais son salaire : 10 000 dollars par mois. Je savais que sa femme et son enfant vivaient en Chine – la politique de l'enfant unique était encore d'actualité. À Pékin, il était propriétaire d'un appartement. Il m'avait laissé entendre qu'il avait besoin d'argent. Je lui ai donc proposé de me remplir un questionnaire sur la base militaire, donner des noms, expliquer le fonctionnement, etc. En échange, il récolterait 3 000 euros. Il a été clair :

– Mon ordinateur est placé sous surveillance, je vais me faire coincer en deux minutes.

– Peu importe, tu peux répondre de façon manuscrite.

– Richard, j'aimerais accepter, mais c'est vraiment dangereux pour moi, je suis tellement épié.

– Écoute, oublie ça, on va se boire un petit whisky et on se retrouve ce soir pour dîner tranquille.

Je savais que Guo aimait picoler. J'ai prévenu Matt au cas où la soirée se poursuivrait pour qu'il mette en place un dispositif.

Au restaurant, je vis mon contact débarquer en tenue très décontractée : short et t-shirt avec des inscriptions chinoises. Nous avons commandé un premier verre, mais son téléphone ne cessait de sonner.

– Richard, désolé, je ne vais pas pouvoir rester longtemps, m'a-t-il dit.

– Mais on a prévu de dîner ?
– Vraiment, je ne peux pas.
Son téléphone sonnait toujours. J'aperçus alors un prénom féminin s'afficher sur son écran.
– Guo, tu veux me dire ce qui se passe ?
– Elle est jalouse ! Habituellement, je ne sors pas le soir.
– Ha ha ! Bon, tu as quand même repensé à mon étude ?
– Oui, mais ça m'embête vraiment. Je ne peux pas faire ça.

Après cette soirée écourtée, les Américains ont enquêté plus avant. Matt Byron a découvert que Guo avait une double-vie ! Nous, les espions professionnels de la DGSE et de la CIA, nous étions fait berner par cet étonnant entrepreneur chinois. Guo était effectivement marié en Chine, avec un enfant. Cependant, il vivait aussi en couple à Djibouti, avec une autre femme chinoise, qui lui avait aussi donné un enfant. Quelque temps plus tard, je les ai d'ailleurs croisés dans un supermarché. C'est pour ça qu'il avait besoin d'argent. et c'est aussi pour ça qu'il ne voulait prendre aucun risque, car il jouait un jeu dangereux avec ses deux familles. En effet, la femme et le bébé vivaient dans un autre appartement, loin du com-pound réglementaire. Il s'arrangeait pour les retrouver dès qu'il le pouvait. Bien qu'amusante, cette histoire nous a empêchés de traiter avec lui.

Heureusement, nous avons reçu un petit coup de pouce. Un jour, le commandant de la base chinoise contacta l'Alliance française afin d'organiser des cours de français pour ses hommes. Le budget était élevé : 40 000 dollars. Surtout, le commandant ne voulait pas que ses

soldats quittent la base. Le professeur devrait donc se déplacer. Une aubaine pour nos services secrets ! Cette demande remonta sur le bureau de l'ambassadeur qui me dit : « Volange, à vous de jouer ! »

Dommage, je n'étais pas professeur de français. Cependant, j'allais pouvoir m'infiltrer dans la base à travers les professeurs, que nous avions nous-mêmes choisis. Les cours étaient dispensés dans un bâtiment dédié aux visiteurs. Même les officiers voulaient suivre des cours afin d'apprendre le français.

L'une des deux professeures connaissait bien la Chine pour avoir travaillé au centre culturel de Pékin. Manon parlait un peu le mandarin et connaissait l'application We Chat, utilisée par les Chinois. L'équivalent de Facebook à l'échelle chinoise, mais totalement verrouillée.

Pendant plusieurs mois, Manon fut une véritable espionne. Afin de ne pas lui faire prendre de risques inconsidérés, j'organisais des rendez-vous nocturnes pour lui glisser mes consignes.

Premiers éléments rapportés par Manon : la feuille d'appel de sa classe, avec tous les noms et les dates de naissance. Les grades étaient tenus secrets mais comme les soldats venaient en uniforme et que nous avions étudié au préalable le code vestimentaire de l'armée chinoise, Manon n'avait qu'à observer pour deviner leur rang. Cerise sur le gâteau, les élèves adoraient leur nouvelle professeure et organisaient des apéritifs. Et ils se laissaient photographier avec Manon, qui nous dévoilait fièrement les visages des membres de la base, si longtemps restés confidentiels. Notre espionne jouait la jolie professeure naïve qui pose seulement des

questions sur la vie de famille. Comme elle se désintéressait de leur travail, ils ne se méfiaient pas.

Bien au contraire… Manon ouvrit son compte We Chat et se mit à communiquer avec eux endehors des classes. Grâce à elle, nous avons obtenu une mine d'informations sur les officiers chinois. En effet, sur leur profil, nous pouvions consulter leur parcours, leurs médailles, des photos d'opérations, avec la famille. Je pouvais ainsi dessiner leur environnement, avec des noms et donc des cibles potentielles pour obtenir du renseignement.

Mais un problème persistait : les Chinois ne quittaient toujours pas leur base. J'ai donc suggéré à la professeure de prendre la température. Et si elle organisait une soirée dans un restaurant ? La réponse fut immédiate : « Impossible, il faut l'autorisation du commandant. » Finalement, notre apprenti-espionne parvint à mettre en place une visite au centre culturel français, mais je n'ai rien pu en tirer.

En tout cas, nous avions – pour une fois – devancé la CIA sur ce dossier chinois. Quand Matt Byron apprit ce que j'avais mis en place, il contacta l'Alliance française sous une fausse identité afin de s'inscrire à des cours de langue. Au téléphone, il demanda s'il pouvait choisir son professeur. Et il réclama. Manon. Dès sa première leçon, il l'interrogea sur la base chinoise.

En bonne espionne, elle me révéla qu'un Américain posait des questions. J'ai vite compris. Ce n'était pas très malin de sa part. J'ai piqué une colère car il mettait notre opération en danger. Je lui ai rappelé que nous étions censés coopérer, qu'il fallait me laisser la main. Matt était un homme charmant, mais les

Américains se sentent toujours supérieurs. Si on ne se complait pas dans le rôle de vassal, ils changent d'attitude. J'ai fait remonter l'incident à la DGSE, afin que la CIA en soit informée.

Évidemment, nos informations ont été transmises à la CIA. Les Américains ont des capacités informatiques et humaines hors du commun. Quand la DGSE met quinze personnes sur un dossier, la NSA en met quatre-vingt-cinq. Cela nous a permis de pister plus rapidement les officiers chinois dont nous avions l'identité.

Plus tard, j'ai encore rencontré des problèmes avec l'ego de mon homologue américain. Le centre d'écoutes avait enregistré une conversation dans laquelle on reconnaissait la voix de Matt avec un officier djiboutien, issu de la cellule de formation gérée par les États-Unis. Ils discutaient à bâtons rompus de la base chinoise.

Byron ne m'avait jamais parlé de cet informateur djiboutien. Je décidai donc de le titiller.

– Hey, Matt ! Dis donc, t'as de bonnes sources, toi aussi, pour la base chinoise.

– De quoi parles-tu ?

– Le chef de ta cellule djiboutienne, je suis persuadé que c'est l'une de tes sources.

Immédiatement, Byron se souvint de son coup de téléphone et comprit que je l'avais écouté. Il changea subitement d'attitude et éleva la voix :

– Richard, ça ne va pas se passer comme ça ! Si je suis mis sur écoute par la France, on arrête tout !

– Je plaisante, mon ami, je plaisante…

En vérité, je savais tout, y compris la façon dont il arrosait d'argent les Djiboutiens pour parvenir à ses fins.

Pour ma part, je formais mes officiers locaux et les envoyais en mission sur le terrain. Pendant ce temps, les États-Unis dépensaient 60 000 dollars par mois et les officiers en formation se contentaient de faire des recherches sur Internet.

Comme tous les agents américains, Matt Byron aimait être leader sur tous les sujets et n'acceptait pas la moindre prédominance française. Mon père m'avait raconté qu'à son époque, les Américains étaient les seuls à prendre des photos par satellite. Quand ils les envoyaient à la DGSE, ils s'amusaient à retirer des morceaux. C'était grossier et agaçant. Nous en étions encore un peu à ce niveau.

Par bonheur, dans l'affaire Peter Cherif, nous avons beaucoup mieux coopéré.

CHAPITRE XVII

LA TRAQUE DU TERRORISTE PETER CHERIF

Quand je suis arrivé à Djibouti durant l'été 2016, la traque de Peter Cherif s'inscrivait en rouge dans ma feuille de mission. Même chose pour mes collègues de la sous-région (Yémen, Somalie, Éthiopie, Oman, Arabie saoudite, Émirats arabes unis), puisqu'on ne savait pas exactement où il se trouvait. Son dossier était suivi depuis fort longtemps par la DGSI et la DGSE.

Peter Cherif était un vétéran du djihad français. Membre de la filière des Buttes-Chaumont à Paris, il avait combattu en Irak et en Syrie. Proche des frères Kouachi, il était suspecté d'être le cerveau des attentats de *Charlie Hebdo.* Même si aujourd'hui encore aucune preuve n'a été trouvée contre lui, sa traque m'a forgé une intime conviction.

À l'époque, le terroriste français était considéré comme le numéro 2 d'Aqpa, Al-Qaïda pour la péninsule arabique. Peter Cherif avait derrière lui une carrière terroriste sanglante. En 2004, il combattit en Irak auprès des islamistes radicaux contre les GI américains. Capturé, il s'évada de la prison de Badoush près de Mossoul, avant d'être arrêté en Syrie. Extradé en France, il passa plusieurs mois en détention provisoire, puis se vit libéré dans l'attente de son procès. Il s'enfuit en 2011, juste avant sa comparution, pour rejoindre le Yémen, la base arrière d'Al-Qaïda. Là-bas, il monta dans la hiérarchie de l'organisation terroriste et participa

probablement à l'enlèvement des trois humanitaires de l'ONG Triangle. Nous voulions absolument le capturer, les Américains aussi. Peter Cherif était responsable des combattants étrangers et des opérations extérieures. Les organisations terroristes sont toujours structurées de la même manière : un émir qui représente la voix politico-religieuse du mouvement et son conseil, dont faisait en l'occurrence partie Peter Cherif. Les frères Kouachi n'étaient pas arrivés par hasard à *Charlie Hebdo.* On pouvait supposer qu'au vu de la publication des caricatures, le conseil avait demandé à Cherif d'agir.

Il y avait toujours une méfiance vis-à-vis des combattants étrangers, les convertis n'étaient pas des gens du cru. Certains ne parlaient même pas arabe et n'étaient pas vraiment rompus à la guerre. Beaucoup de Maghrébins qui ont tenté le djihad ont été affectés sur des postes secondaires, chauffeurs, cuisines, etc. Chérif avait gagné la confiance de l'organisation. C'était essentiel de le capturer vivant pour recueillir le témoignage d'un des plus anciens membres d'Aqpa et rouvrir le dossier de l'association Triangle qui venait d'être classé. Même s'il était sur la liste noire des Américains, ceux-ci ne pouvaient normalement pas le neutraliser sans notre accord. La situation était alors bien différente de la Somalie et de la traque de l'émir des *shebab.* Comme le raconte François Hollande dans son livre, après un an de recherche et le pistage de vingt-cinq téléphones, nous avions fourni les coordonnées de sa localisation aux Américains, qui l'ont « droné ».

Nous savions qu'il était au Yémen. Mes services à Paris tentaient de le localiser par le biais des écoutes téléphoniques de sa belle- famille. Orphelin, Cherif

n'avait pas vraiment de proches de son côté. Toute notre attention s'était ainsi reportée sur sa femme, Soulef Adjimi, une Franco-Algérienne.

Régulièrement, sa famille envoyait de l'argent au couple. Au travers des communications, nous suivions leurs traces dans différentes villes du Yémen.

Cependant, la situation politique tendue de l'ancien territoire du royaume de Saba rendait nos recherches compliquées. En effet, les combattants de la partie sud du Yémen, soutenus par l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis, étaient parvenus à repousser les Houthis dans la partie nord du pays, avec l'aide d'Aqpa. Les Houthis étaient soutenus par l'Iran et les partisans de l'ancien président du Yémen, Ali Abdullah Saleh (ce dernier finira assassiné en 2017 par ses alliés houthis). Le chaos depuis la réunification du Yémen en 1990 et la nouvelle dimension prise par des soutiens extérieurs permit l'émergence d'Aqpa, notamment dans le sud et le sud-est du pays. Cette organisation terroriste désormais bien implantée (beaucoup mieux que Daech qui évoluait dans un périmètre plus restreint près d'Aden) bénéficia plus ou moins de la bienveillance des autorités du Sud, auxquelles elle avait parfois prêté main forte. Ainsi, personne ne cherchait à les neutraliser.

Par conséquent, les terroristes de ces organisations – Cherif en premier lieu – disposaient d'une totale liberté de circulation dans cette large zone. Pour pister ma cible, je pilotais mes officiers djiboutiens. Ceux-ci partaient en mission au Yémen dès qu'une source nous indiquait la présence de Cherif, ou dès que le terroriste retirait de l'argent dans une agence de

transfert. Sur ce dossier, je travaillais aussi en coopération avec la CIA.

Nos informations récurrentes le localisaient dans l’Hadramaout, une région désertique du Sud-Yémen. Deux villes revenaient le plus souvent dans nos rapports : Say’un et Tarim. Peter Cherif avait toujours des activités au sein d’Aqpa, mais nous ne parvenions pas à définir son rôle exact. En 2016-2017, il n’était plus au faîte de sa gloire. En effet, l’émir d’Aqpa, Nasser al Wahishi, avait été neutralisé en 2015 par un tir de drone américain. Le nouvel émir, Qassem al-Rimi (qui sera à son tour neutralisé de la même façon en 2020), avait changé son entourage, car il ne faisait plus confiance aux étrangers. Il a ainsi revu son état-major délestant Peter Cherif de sa place officieuse de numéro deux de l’organisation terroriste. Le début de la rupture de ban. Il se trouvait alors sans doute assez isolé. Nous avons appris plus tard qu’à cette époque, il vivait de trafic d’armes, le Yémen étant l’eldorado des trafics en tout genre. Cherif y faisait transiter ses armes par bateau. Là-bas, il était accompagné de sa femme et de leurs deux enfants, nés sur place. Ils sont toujours restés ensemble. Du terrorisme en famille. Pour la petite histoire, Peter Cherif s’était marié par téléphone, quand il était en Syrie et sa promise encore bloquée en France. Après plusieurs tentatives infructueuses, elle finit par le rejoindre en 2012. L’isolement de Peter Cherif au sein d’Aqpa expliquait son besoin d’argent, et donc les risques qu’il prenait. Mais la chasse à l’homme que nous menions s’apparentait à un travail de fourmi. Je suis arrivé à Djibouti fin 2016. Les missions de recherche ont débuté en 2017. Nous a vons dû attendre deux ans avant de le

capturer… Début 2018, j'ai recoupé une information de taille : Peter Cherif se trouverait dans le dispensaire de Say'un, au Yémen. J'ai localisé l'endroit et envoyé aussitôt un officier djiboutien en repérage. Il avait la charge de filmer le dispensaire à l'aide d'un gadget digne de ceux fabriqués par Q pour James Bond : une clé de voiture ! À l'intérieur de cette petite clé se trouvait une mini-caméra équipée d'une carte SD. Pas le genre d'outil que l'on manipule sans entraînement, étant donné sa sensibilité et la discrétion imposée. Mon officier djiboutien s'est extrêmement bien débrouillé, nous fournissant des images très claires accompagnées des coordonnées GPS. Toutefois, aucune trace du djihadiste. Dans la petite ville, il était délicat de procéder à des interrogatoires. Les Yéménites repéraient facilement l'accent des Djiboutiens et des Somaliens, ils se méfiaient énormément. Si mes officiers avaient posé des questions sur Peter Cherif, ce dernier aurait été prévenu immédiatement.

Notre cible se serait alors évanouie dans la nature. En septembre 2018, les agents de la CIA prirent une longueur d'avance sur moi grâce aux échanges WhatsApp et Messenger qu'ils étaient les seuls à pouvoir déchiffrer, le cinquième amendement de la constitution obligeant les GAFA à communiquer les clés de déchiffrement de leurs messageries à la sécurité nationale. Un avantage concurrentiel de taille par rapport à la DGSE qui a bien essayé de s'immiscer dans ces codes, mais sans succès.

L'agent américain Matt Byron m'appela courant octobre 2018 :

– Coup de théâtre ! Peter Cherif est à Djibouti !

– Quoi ?!
– L'info est béton.
– Où précisément ? Depuis combien de temps ?
– On ne sait pas.
Le djihadiste français que je recherchais depuis deux ans dans toute la péninsule arabique venait donc de se jeter dans la gueule du loup, en s'installant à quelques kilomètres de mon bureau.

Il m'apparut évident que Peter Cherif était entré à Djibouti via le port d'Obock, cette ville côtière djiboutienne située à une heure de bateau du Yémen. J'imaginais logique qu'il ait demandé l'asile sous un faux nom et qu'il se trouve actuellement dans le camp de réfugiés d'Obock. C'est en tout cas ce que je croyais. Sur la même longueur d'ondes que moi, Matt expédia une mission à Obock pour débusquer le terroriste et sa famille. Mais rien.

Aucune trace. Le soufflé venait de retomber. J'ai alors demandé aux autorités djiboutiennes de me fournir les relevés de tous les passages aux frontières du mois de septembre. À la douane du port, la règle imposait à tout passager accostant à Djibouti d'être photographié avec ses papiers d'identité (le *pisces).* Une aubaine pour moi : après avoir épluché tout le fichier pendant deux longues heures, je suis aussi tombé sur la photo de la famille Cherif au complet. Sur le cliché, ils avaient l'air d'une famille yéménite banale, avec des enfants passe-partout. Soulef Adjimi portait une djellaba traditionnelle mais n'était pas voilée. Cherif, lui, était vêtu d'un simple t-shirt et ne ressemblait pas à un tueur. J'ai aussitôt capturé la photo avec mon téléphone et je l'ai bien sûr partagé avec Matt à la CIA.

L’islamiste était enregistré sous son nom d’emprunt yéménite : Mohamed Bamakrama (à ne pas confondre avec son nom de combattant connu de tous, Abou Hamza). Cela entérinait définitivement la présence du terroriste des Buttes-Chaumont à Djibouti, sans nous indiquer le lieu exact où il se terrait. Et les suivis de communication WhatsApp des Américains venaient le confirmer.

Cependant, nous avons pataugé durant un mois. À quoi peut tenir la chute de l’un des terroristes les plus recherchés au monde ? À une énorme bourde de son épouse : Soulef Adjimi lika la page du Bamadi Mall, un grand centre commercial de Djibouti. Elle n’avait pas dû visiter une telle enseigne depuis plusieurs années, la rusticité de sa vie lui pesait-elle ?

Je me suis plongé dans les listings des communications téléphoniques pour découvrir que l’épouse de Cherif avait enregistré son compte Facebook sur un téléphone djiboutien. Et bingo, ce téléphone fut une bénédiction ! J’y ai découvert un échange de SMS avec son mari :

– Chéri, est-ce que tu m’autorises à retirer mon voile ? Ici, c’est trop marquant, ce n’est pas comme au Yémen.

– Oui, tu as raison !!!

Je détenais donc le numéro de téléphone de Peter Cherif. De son côté, Matt Byron fit remonter cette information à la CIA, qu’il détenait sans doute avant moi.

En fait, Peter Cherif et sa femme ne se planquaient pas. Alors que nous les imaginions terrés dans un camp de réfugiés, ils vivaient leur nouvelle vie djiboutienne comme si de rien n’était. Comme s’il n’était pas l’un des terroristes les plus recherchés du monde.

Le couple avait trouvé un logement dans le quartier populaire de Balbala, légèrement excentré de la capitale. Leur loyer s'élevait à environ 250 euros par mois, dans la zone densément peuplée d'Hodan. Ils étaient donc tous les deux contraints de travailler.
Soulef Adjimi s'était déniché un poste d'enseignante de français dans une école privée et se chargeait elle-même de l'éducation de leurs deux enfants.

Peter Cherif, lui, était comptable dans une entreprise de BTP dirigée par un Yéménite. Ironie du sort, cette société était chargée de mener les travaux (ravalement, entretien de la citerne, groupe électrogène.) de mon propre logement de fonction !

C'est ainsi que j'ai pu retracer le chemin de son arrivée à Djibouti. Très intelligent, Peter Cherif parle couramment l'arabe yéménite. Avec sa couleur de peau, et sa présence au pays durant les quelques années précédentes, il se faisait passer pour un local. Il faut savoir qu'une grande communauté yéménite est implantée à Djibouti. Ce grand peuple de commerçants tient de nombreuses boutiques dans la capitale et les alentours.

Personne ne devina la supercherie de Cherif. Le terroriste connaissait l'esprit de solidarité de son peuple « d'adoption ». La communauté yéménite de Djibouti s'est donc chargée de son insertion. Cherif n'a jamais transité par le camp de réfugiés. Aussitôt débarqué à Obock, il a été pris en charge par des Yéménites qui l'ont conduit en voiture à Djibouti-Ville. Pas dupes, ils se posaient peut-être quelques questions, mais ils ignoraient qu'ils protégeaient l'ancien numéro 2 d'Aqpa, et surtout, un

Français recherché par tous les services secrets du monde !

Peter Cherif confia même à son contact à Obock une très belle arme de poing avec la crosse en nacre blanc, un 9 millimètres. Cette arme fut retrouvée par les services djibou-tiens, à qui j'ai transmis les photos comme pièce à conviction pour le procès à venir. Le fait qu'il soit armé prouvait bien qu'il n'était pas devenu un comptable sans histoires.

Toutefois, Peter Cherif jouait à fond sa couverture de Mohamed Bamakrama. Il exerçait de façon très consciencieuse son activité de comptable dans cette grande entreprise de construction. Dans ses affaires, nous avons d'ailleurs retrouvé la clé du coffre-fort, ce qui prouve qu'il avait la confiance de son patron.

Peter Cherif était localisé. Restait alors à trouver le bon moyen de l'intercepter sans provoquer de dommages collatéraux. Entendez par là : sans que des civils innocents ne soient tués. Il fallait aussi éviter que cela ne déclenche un mouvement de foule. Pour l'organisation de cette opération, je ne vous cache pas que mes alliés américains avaient un temps d'avance sur moi, étant donné l'importance considérable de leurs moyens humains, techniques, technologiques et financiers.

Au fil du temps, l'islamiste prenait de plus en plus de libertés. On releva sa présence à la mosquée, puis dans une librairie.

La DGSE a décidé de m'envoyer du renfort, en la personne de Sana, spécialiste du Yémen au service de contre-terrorisme. Elle parlait arabe et connaissait le dossier sur le bout des doigts. La moindre personne

ayant un jour traité avec Peter Cherif ne lui était pas inconnue.

En attendant le bon moment pour interpeller le terroriste, je continuais de pister son épouse. Dès qu'elle *likait* quelque chose sur Facebook, j'envoyais un officier sur place afin de procéder aux relevés téléphoniques. En novembre 2018, Matt m'annonça que la décision d'appréhender Cherif avait été entérinée par la CIA, sans qu'aucune date ne soit fixée. Le 15 décembre, l'opération fut programmée pour le lendemain, avec la consigne claire de le capturer vivant.

Ce furent les policiers du RAID djiboutien qui procédèrent à l'arrestation de Peter Cherif. Dans le restaurant sénégalais de mon ami Ousmane, je suivis l'évolution de l'opération avec Sana. Nous dégustions de succulents poissons grillés pour patienter. Les agents de la CIA se trouvaient dans la même situation d'attente, ailleurs dans Djibouti.

Bien entendu, l'opération était programmée en nocturne. Peter Cherif regagnait son domicile à Hodan, discrètement suivi de près par la police djiboutienne grâce à un *IMSI-catcher* fourni par les États-Unis. Cette technologie permet de suivre la cible à distance, grâce à son téléphone. Alors que les cinq policiers djiboutiens se trouvaient à une centaine de mètres de lui, Cherif se méfia. Le terroriste portait un sac à dos et avait des écouteurs vissés sur les oreilles. Soudainement : coupure de réseau ! L'islamiste français avait-i l compris qu'il était suivi ou était-ce simplement son téléphone portable qui n'avait plus de batterie et s'était éteint ? Mystère. Quoi qu'il en soit, Cherif se retournait régulièrement afin d'assurer ses arrières. Il faut dire qu'il

vivait en cavale depuis près de dix ans après s'être échappé plusieurs fois – en 2007 de la prison de Badoush en Irak, et en 2011 en France. Il avait certainement développé de sacrés réflexes de survie.

Ayant perdu le signal, les policiers djiboutiens accélérèrent le pas et se rapprochèrent à une cinquantaine de mètres. Le fugitif n'empruntait que des ruelles sombres, des coupe-gorges qui semblaient dessinés pour se jouer des filatures. Les policiers s'approchèrent encore. Trente mètres. Roi de la clandestinité, Cherif flaira l'embuscade et se retourna encore. Trop tard. Les Djiboutiens se jetèrent sur lui, le mettant à terre et le menottant en quelques secondes.

Dans le restaurant sénégalais, nous n'avions pas fini nos desserts quand je reçus à 22 h 35 le lapidaire message : « On l'a ». Une nouvelle espérée depuis tant d'années par la communauté des services secrets. Peter Cherif capturé vivant, sans avoir offert la moindre résistance.

Les policiers se ruèrent ensuite au domicile du couple afin d'interpeller Soulef Adjimi et les deux malheureux enfants.

Pendant ce temps, Sana et moi rejoignîmes les locaux des services djiboutiens où furent exploitées toutes les affaires saisies dans l'appartement, vidé de fond en comble. Si j'étais très satisfait de la réussite de l'opération, Sana était aux anges : depuis des années, elle traquait le terroriste des Buttes-Chaumont. Je me souviens du message WhatsApp qu'elle a expédié à son chef à Paris : « Chopé ! »

Un mot valait mieux que mille. À mon tour, j'envoyai un « immédiat » », c'est- à-dire un message

d'urgence officiel à destination de la DGSE : « Peter Cherif appréhendé et capturé à Djibouti. »

Une fois dans les locaux de la SDS (services djiboutiens), le djihadiste fut placé dans une cellule et sa femme dans une salle close avec les deux enfants, âgés de moins de six ans.

J'avais interdiction de croiser Peter Cherif, car officiellement, la France et les États-Unis n'avaient pas à intervenir. Ma présence, celle de Sana et de Matt étaient clandestines. En allant fumer une cigarette, j'ai pu malgré tout observer le terroriste quand il est passé d'une pièce à une autre, menotté et enchaîné. Physiquement, il était très impressionnant. Baraqué et athlétique, il mesurait un bon mètre quatre-vingt-dix. Crâne rasé, peau mate, regard perçant, il aurait intimidé n'importe qui. Lors de la séance photo réglementaire pour toute personne gardée à vue, il était en caleçon : j'ai découvert son corps meurtri, couvert d'éclats de balle, de cicatrices diverses et variées. Bouche bée, j'avais l'impression de regarder Robocop. Comment était-il parvenu à survivre à toutes ces blessures ? C'était prodigieux.

Une fois mes esprits retrouvés, j'ai rejoint Sana pour exploiter toutes les preuves saisies au domicile du couple : beaucoup de vêtements ; des livres pour enfants écrits en français, ce qui était assez surprenant ; une flopée de téléphones ; trois disques durs, très lourds, d'un téraoctet chacun ; la clé du coffre-fort de l'entreprise de BTP ; diverses cartes d'identité…

Il était trois heures du matin quand nous avons terminé l'inventaire et la prise de photographie de chaque élément. Le lendemain, l'ambassadeur de France

convoqua une réunion de service pour me féliciter : lui aussi était ravi de l’issue de cette opération délicate.

Dans le même temps, le général des services techniques de la DGSE dépêcha en urgence deux informaticiens, afin de protéger les données enregistrées sur les disques durs, déjà un peu endommagées. La CIA procéda de la même manière et nous avons échangé nos sauvegardes par souci de transparence.

Pour exploiter tous les documents précieusement conservés par Peter Cherif, il y en avait pour des centaines d’heures. Je n’ai jamais pu les consulter, car il s’agissait de pièces judiciarisées, à destination de la DGSI, pour les affaires de l’attentat de *Charlie Hebdo*, de l’ONG Triangle, de son départ en Irak et en Syrie…

En parallèle débuta l’interrogatoire du terroriste. Sana fit passer ses instructions et toutes les questions à un officier djiboutien. Là encore, impossible qu’un Français ou un Américain interroge le prisonnier d’un État souverain. Djibouti n’était plus une colonie française. Personnellement, je me suis occupé de briefer l’officière chargée de mener l’interrogatoire de l’épouse du djihadiste. Soulef Adjimi semblait épuisée de toutes ces années clandestines. Mes questions furent les suivantes :

– Pouvait-elle donner des noms sur les visiteurs de son mari à la maison ?

– Peter Cherif évoquait-il ses opérations à la maison ?

– Qui étaient les autres femmes des cadres de Aqpa ?

Cela ne mena nulle part, car il s’est avéré que Soulef Adjimi ne savait rien, ou pas grand-chose, des activités de son mari. Elle était une épouse, pas une partenaire de crime. Par le biais de ses réponses sur leur vie

quotidienne, elle a toutefois confirmé que Cherif avait perdu son statut de cadre d'Aqpa, d'où leur décision de quitter le Yémen. Djibouti n'était qu'un point de chute temporaire : le couple prévoyait de s'établir en Algérie. Cependant, elle n'avait pas de papiers algériens. Grâce à nos écoutes téléphoniques, nous avons découvert que la famille de Soulef avait tenté de lui obtenir ses papiers d'identité via le consulat algérien de Marseille, qui n'avait pas donné suite. Elle-même avait téléphoné à son homologue en Éthiopie (le plus proche de Djibouti géographiquement). Les services secrets algériens n'ont jamais voulu nous dire quoi que ce soit à ce sujet…

Dès le début de son interrogatoire, Peter Cherif a adressé une demande officielle à Djibouti : l'asile politique en Amérique du Sud. Nous étions tous très surpris. Pourquoi voulait-il se réfugier au Venezuela ou en Colombie ? Il semblait un peu perdu, presque désorienté. Les enquêteurs djiboutiens n'ont pas voulu le braquer, ils y sont allés en douceur. Le djihadiste ne voulait rien lâcher. Les frères Kouachi ? Oui, il les connaissait, mais sans plus. Qu'avaitil fait en Irak et en Syrie ? Rien de particulier. Ses activités au Yémen ? Il minimisait tout…

La situation commença à s'embrouiller. Très tôt, la presse eut vent de l'arrestation de Peter Cherif. Il fallait agir vite. Que faire du terroriste ? Le ministre des Affaires étrangères djiboutien, en lien avec l'ambassadeur de France, proposa une extradition. Or, une convention d'extradition stipule très précisément que toutes les preuves doivent être mises sous scellés en attendant que la procédure – très lourde, et donc très lente – soit validée. On ne pouvait pas prendre le risque de perdre

autant de temps. J'ai alors contacté en urgence le service du contre-terrorisme à Paris. Là-bas, une jeune commissaire de la DGSI m'a donné des consignes très claires : « Volange, faites tout votre possible pour que Peter Cherif soit expulsé. Avec une expulsion, on pourra le rapatrier rapidement et poursuivre l'interrogatoire à Paris. »

J'en ai parlé à l'ambassadeur de France qui se rangea derrière cette décision. Cependant, le ministre des Affaires étrangères djiboutien voulait faire durer le plaisir afin de profiter de la lumière que projetait l'opération Peter Cherif sur son pays. et sa propre personne. Dans le même temps, le président djiboutien, Ismaïl Omar Guelleh, se montrait furieux. En effet, les journalistes internationaux avaient travesti la réalité. « Les gendarmes français ont capturé Peter Sherif » ; « Les services secrets américains font tomber le terroriste le plus recherché du monde ». Aucun journal ne mentionnait le fait – pourtant bien réel – que les services djiboutiens avaient conduits eux-mêmes l'opération. Je comprenais sa colère. Et ce qui devait arriver arriva : le 20 décembre, quand j'ai réclamé l'expulsion du djihadiste des Buttes-Chaumont, le président Omar Guelleh refusa.

Mon interlocuteur direct, le directeur général des services djiboutiens, Hassan Said Khaireh, me l'annonça :

– Je suis désolé, le président ne veut rien entendre. Peter Cherif ne sera pas expulsé.

J'ai contacté illico le cabinet du directeur général de la DGSE :

– Je suis coincé. Le président Guelleh est furax, il se sent floué par les commentaires de la presse, y compris

de la part des journaux français. Il ne veut pas expulser Cherif.
– Que proposez-vous, monsieur Volange ?
– Je ne vois qu'une solution : l'Élysée doit contacter le palais de Djibouti.
Si Emmanuel Macron appelle Ismaïl Omar Guelleh pour lui demander un geste, ça peut tout changer.
Le ping-pong téléphonique dura deux heures. Je fis une promesse au président djiboutien : lui fournir tous les contacts nécessaires auprès des médias afin de faire corriger les articles et de rétablir la vérité sur l'implication djiboutienne à la tête et au coeur de l'opération. Si vous relisez n'importe quel article en ligne aujourd'hui, vous constaterez que le partenariat Djibouti-France-États-Unis dans cette affaire est évoqué très clairement.

Ismaïl Omar Guelleh finit par accepter après d'âpres discussions avec le chef de la SDS avec qui j'étais en étroite relation.

J'ai tout mis en oeuvre pour organiser l'expulsion de Cherif par l'avion de ligne, le samedi 22 décembre. Il faut savoir qu'un seul vol hebdomadaire assure la liaison directe Djibouti-Paris. Les deux époux sont partis séparément : Peter le 22, et Soulef le 29, avec les enfants. Alors que l'année s'achevait, j'avais dépensé la totalité de mon budget annuel (230 000 euros en fonds spéciaux). Je dus demander une rallonge à la DGSE pour acheter les différents billets d'avion. En effet, étant donné le profil des passagers, la compagnie aérienne m'avait imposé un tarif Business exorbitant, à près de 3000 euros le billet ! Bien sûr, je devais payer le voyage de mes deux officiers d'escorte djiboutiens chargés de surveiller le dangereux passager. En outre, il fallait

donner un viatique (1 500 euros chacun) à ces deux officiers pour qu'ils règlent leurs frais d'hôtel et de restauration pendant une semaine à Paris, avant qu'ils ne repartent par l'avion du samedi suivant.

Avant le vol, j'ai prévenu le chef d'escale de la compagnie aérienne. De son côté, la DGSI a fait le nécessaire pour que le commandant de bord, « seul maître à bord de son appareil » ne fasse pas de manières en refusant d'embarquer un terroriste menotté parmi la centaine d'autres passagers. J'ai déjà assisté à des expulsions avortées. Il suffisait que le prisonnier hurle en entrant dans l'avion pour que le pilote ne pose son veto.

Mais c'était sans compter sur l'État djiboutien qui voulait encore surfer sur sa réussite. Alors que l'opération se voulait discrète, des photographes et des cameramen ont surpris Cherif sur le tarmac, au moment où il allait gravir la passerelle de l'Airbus A340, escorté par la police djiboutienne. Tout fut envoyé aux médias !

Dans cette affaire de haute sécurité, on ne pouvait pas prendre le moindre risque. Le personnel en fonction ce jour-là avait été dûment briefé et j'avais réfléchi à la meilleure stratégie : placer Peter Cherif au fond de l'avion, une demi-heure avant la montée des autres passagers, puis lui donner un sédatif afin de l'endormir. Les officiers d'escorte lui ont discrètement glissé des somnifères dans son café avant d'embarquer. Cependant, Cherif étant d'une nature tellement costaude, les médicaments ne furent pas assez puissants.

Malgré tout, le trajet de sept heures se déroula sans heurts ni scandale. Tout était planifié : quand le terroriste menotté voulait se rendre aux toilettes, une

hôtesse baissait les lumières de l'engin afin qu'il passe inaperçu. Durant le vol, mes officiers djiboutiens ont tout tenté pour obtenir des aveux de leur prisonnier à moitié groggy. Une seule fois, Peter Cherif a baissé la garde, en se mettant à pleurer à l'évocation de la mort de Saïd Kouachi, son ami d'enfance. Le récit de cette scène prouve le lien affectif très fort entre ces deux copains des Buttes-Chaumont puis camarades de djihad.

Pour ma part, et pas seulement la mienne, j'ai l'intime conviction que Peter Cherif est impliqué dans les attentats de *Charlie Hebdo.* Il a sans doute introduit ses amis Kouachi auprès d'Aqpa. Pourquoi les frères Kouachi auraient-ils choisi d'aller au Yémen plutôt qu'ailleurs si ce n'est parce qu'ils étaient attendus par leur ami d'enfance ? On ne débarque pas au hasard dans une organisation terroriste affiliée à Al-Qaïda sans être parrainé. Toutefois, aucun aveu ni aucune preuve matérielle n'a aujourd'hui pu le confondre. On sait pourtant que dès 2011, lors de son premier séjour chez Aqpa, Chérif Kouachi avait reçu l'instruction de perpétrer un attentat en France, selon les déclarations de la femme de Salim Benghalem, compagnon de ce premier séjour. On sait aussi que son frère Saïd Kouachi s'entraînait au Yémen huit mois avant les attentats, et qu'il y a côtoyé Peter Cherif alors en charge des combattants étrangers. Les Américains l'avaient filmé avec un drone en train de s'entraîner mais ils n'ont pas percuté. Un attentat comme celui-là nécessitait une préparation importante et les camps d'entraînement ont probablement servi à la reconstitution de la prise d'assaut du bâtiment du journal, la revue de propagande *Inspire* d'Aqpa a d'ailleurs confirmé que les frères Kouachi avaient reçu une

préparation militaire et que le conseil de l'organisation avait désigné l'hebdomadaire satirique comme cible. Peter Chérif était très connecté et bien plus intelligent que les deux frères, on peut supposer qu'il a préparé cette opération. L'exploitation des disques durs confiés à la justice révélera peut-être des éléments tangibles qui permettront d'établir sa culpabilité.

À l'arrivée à Roissy, le RAID encercla l'Airbus A340. Plusieurs officiers montèrent à bord pour procéder à l'interpellation de Peter Cherif, menottes à l'appui. Il sortit en premier de l'appareil et passa devant tous les passagers dans une ambiance glaciale.

L'opération achevée avec succès, les deux officiers d'escorte djiboutiens ne furent pas au bout de leurs émotions : en prenant un verre au bar de leur hôtel, ils reconnurent leur visage sur toutes les télévisions qui relataient l'expulsion du terroriste français. Peine perdue pour un séjour parisien incognito. Ils se sont donc réfugiés à l'ambassade de Djibouti à Paris.

Une fois en France, le djihadiste fut incarcéré à la prison de Bois-d'Arcy. À Djibouti, l'affaire n'était pas terminée pour moi, puisque je devais rapatrier Soulef Adjimi et ses deux enfants, le samedi 29 décembre. Entretemps, Noël s'était fêté sans moi à Paris. Cette expulsion fut pénible à vivre. J'observais cette femme qui s'occupait sincèrement de ses enfants. Affaiblie, elle parlait peu. Je ne crois pas qu'elle aimait son mari plus que ça, elle l'avait rejoint car elle s'attendait à vivre la grande vie, et elle s'était retrouvée à vivre dans la misère, très loin du confort qu'elle avait connu en France. Elle était à bout de cette vie de fugitive. Elle parlait l'arabe dialectal maghrébin mais ne maîtrisait pas l'arabe

littéral ni le yéménite. Je pense qu'entre eux ils parlaient français, c'est pour ça qu'elle n'était pas capable de comprendre les conversations de son mari et qu'elle enseignait la lecture en français à ses enfants, comme en témoignent les livres que nous avons retrouvés.

J'ai emprunté le même avion qu'elle pour rentrer en France. Après avoir annulé la fête de mon soixantième anniversaire, puis celle de mon anniversaire de mariage (tombés en pleine opération…) et souhaité « Joyeux Noël » à mes enfants et petits-enfants au téléphone, je désirais passer le nouvel An en famille. Rapidement après l'atterrissage, la police est entrée dans l'avion, intimant l'ordre aux passagers de rester assis quelques minutes le temps de procéder à l'arrestation de madame Cherif. Assis à l'avant de l'avion, je l'ai vue passer devant moi. Non menottée, elle portait son plus jeune enfant dans les bras. Conformément à la loi relative aux enfants rentrant d'un théâtre de guerre ou de djihad, les pauvres mômes ont été placés dans un centre d'accueil afin d'être évalués sur le plan psychologique et de vérifier leur niveau d'endoctrinement. Dans la foulée, Soulef Adjimi fut placée en garde à vue pour association de malfaiteurs terroriste criminelle.

J'avais accompli ma mission. Après mes congés, j'ai profité de ma présence à Paris pour assister au premier séminaire des chefs de poste de la DGSE, dans l'amphithéâtre de la Centrale. Il s'agit de la salle la plus prestigieuse de l'agence, là où les épisodes du *Bureau des légendes* nous ont été projetés en avant-première, où Jean Dujardin a présenté son dernier film sur l'Afrique. Lors de ce séminaire étaient réunis les chefs de

poste de tous les pays dans lesquels la DGSE dispose d'une antenne. Bien entendu, l'affaire Peter Cherif fut évoquée et je reçus de multiples félicitations.

À mon retour à Djibouti, en janvier 2019, les représentants de la CIA organisèrent une réunion avec les officiers locaux en charge de l'opération Peter Cherif et moi-même. Matt Byron prit la parole : « À partir d'aujourd'hui, ce dossier est géré exclusivement par la France. Pour la CIA et les États-Unis, c'est terminé ! »

De façon très théâtrale, tous les officiers américains se levèrent, abandonnant leurs dossiers sur la table, et quittèrent la salle !

Je les ai très chaleureusement remerciés de leur collaboration. Un excellent travail en partenariat. Il était primordial de s'appuyer sur la super-puissance américaine, dont les moyens n'ont rien à voir avec les nôtres. Rien qu'à la NSA, ils sont dix mille ! Notre direction technique ne comporte que deux mille personnes. Sur le terrain, les Américains ont des Ospreys, des avions à décollage vertical, des drones d'une extrême sophistication et des technologies de pointe à tous les étages. Nos moyens sont à l'échelle de la France, les leurs à celle de l'Amérique du Nord. Juste avant mon arrivée à Djibouti, j'avais vu une vidéo d'un Reaper, un drone américain, qui avait « neutralisé » une voiture de djihadistes. Le film impressionnant nous avait été gracieusement fourni par les Américains, avec une qualité d'image incroyable. On voyait le missile frapper sa cible comme dans un jeu vidéo.

Après l'affaire Cherif, la SDS a décidé d'honorer ses officiers qui avaient travaillé sur le dossier et participé à sa capture. Je fus donc invité avec mon homologue

américain à une cérémonie de remise de médailles. Le DG de la SDS, Hassan Said, me demanda alors de décorer moi-même en son nom les deux officiers qui avaient escorté Peter Cherif dans l'avion. Un moment plein d'émotion pour moi comme pour eux.

Le président djiboutien avait également eu la délicatesse de leur remettre à chacun une enveloppe de 1 000 euros. Il me restait un détail à régler. Pas question de fermer les yeux sur la façon dont l'ex-numéro 2 d'Aqpa avait été protégé par l'entreprise que j'employais. J'ai convoqué le patron yéménite de la boîte de BTP, qui avait donc perdu son comptable.

– Tu es complètement fou d'avoir embauché ce Mohamed Bakramama dont tu ne savais rien.

– Oui, mais c'est un Yéménite…

– Taratata ! Ce n'est certainement pas un Yéménite. Il n'est même pas né musulman ! C'est un Français converti. Son père était mauricien et catholique. Est-ce que tu te rends compte ?

– Mais je ne savais pas.

– T'as du bol, car je suis à deux doigts de te retirer le contrat.

– Je suis sincèrement désolé, mais c'est toute la communauté yéménite qui me l'a recommandé ! En plus, Mohamed.

– Peter !

– Oui, enfin il travaillait très bien, très consciencieux. C'est vraiment un type intelligent.

Pas le temps de m'appesantir avec lui, car une nouvelle de taille venait de tomber : Emmanuel Macron avait programmé un déplacement à Djibouti.

J'allais peut-être rencontrer le président de la République. Ce voyage présidentiel n'était pas un remerciement, car finalement, Emmanuel Macron n'avait pas eu besoin de téléphoner à Ismaïl Omar Guelleh pour obtenir l'expulsion de Cherif. Le chef de l'État français se rendait au Kenya et en Éthiopie pour des raisons de coopération dans de multiples domaines, y compris éducatifs. Djibouti étant limitrophe, impossible pour lui de ne pas passer nous voir. En effet, c'est à Djibouti qu'est installé le plus grand dispositif militaire français en Afrique. À chaque mission (maritime, formation, représentation, coopération.), les escadres font systématiquement escale à Djibouti.

CHAPITRE XVIII

SOIXANTE ANS : TROP VIEUX POUR SERVIR

J'ai beaucoup aimé l'Afrique, les Africains et leur culture. J'ai aimé découvrir ce continent grâce à mes missions, j'ai toujours considéré qu'il était important de sortir des relations sociales diplomatiques. Je suis souvent sorti en dehors des endroits fréquentés par les expatriés pour rencontrer les locaux.

J'ai aussi croisé des personnes d'une grande honnêteté intellectuelle, je pense au ministre de la Santé de Centrafrique, proche de Bozizé. Il avait accepté d'acheter des seringues et des médicaments aux Chinois, qui lui avaient proposé un prix exceptionnel, appuyés par le ministre des Affaires étrangères qui touchait des commissions. Alors que la France pouvait lui fournir gratuitement dans le cadre de la coopération. Le jour où je l'ai alerté, il a fondu en larmes. J'ai vu beaucoup de misère et de choses choquantes, comme un hôpital au Zaïre où les enfants atteints du Sida était regroupés dans un hôpital de fortune et attendaient leurs derniers instants.

Quand on est en Afrique il faut aussi savoir donner, j'ai aidé des jeunes qui cherchaient à obtenir des subventions pour réaliser des puits d'eau. De même avec un de mes gardiens que j'ai aidé financièrement à monter un élevage de lapins. Un expatrié fait souvent vivre beaucoup de monde autour de lui, un gardien, une femme de ménage, une cuisinière.

Tout le monde ne s'adapte pas, je me souviens de mon successeur à Kinshasa qui me dit à son arrivée au sortir de l'avion qu'il n'avait pas demandé à venir. Il tremblait comme une feuille, il avait dû lire mes rapports.
Il a vite quitté la Centrale pour devenir directeur de cabinet d'un ministre.

Lors de mes dernières semaines à Djibouti se posa la question de mon avenir professionnel. Comme à chaque retour de mission à l'étranger, personne ne m'attendait à Paris et je souhaitais anticiper. J'ai ainsi candidaté pour un « poste à poste », c'est-à-dire un enchaînement immédiat dans un nouveau pays d'Afrique, sans passer par la case France. À l'âge de soixante ans, mon espérance de vie professionnelle était assez limitée. Si j'attendais encore deux ou trois ans pour repartir, je n'avais quasiment aucune chance.

La Côte d'Ivoire n'étant pas envisageable, j'avais demandé un autre pays d'Afrique francophone : le Bénin, le Mali ou le Niger. Dans ces territoires, une recherche contre-terroriste se mettait en place. J'aurais pu mettre en valeur mon travail de renseignement et de coordination à Djibouti. Hélas, ma candidature ne fut pas étudiée. J'ai donc postulé pour deux emplois d'encadrement, dans un rôle de chef de secteur : un pour la supervision, l'autre au service de formation. De Djibouti, j'ai passé des entretiens en visio-conférence. Accaparé par les suites de l'affaire Peter Cherif, je dois avouer que je n'étais pas vraiment préparé. Je n'ai donc pas été retenu. Quoi qu'il en soit, j'appris plus tard que ces postes étaient plus ou moins préemptés. Je n'avais pas le profil « connecté » que la DGSE recherchait, en sachant que je n'avais jamais vraiment accroché aux

nouveaux systèmes d'e-learning préconisés pour les formations.

Une fois rentré à Paris après mes congés, en septembre 2019, la direction du renseignement m'affecta d'office là où je ne voulais plus aller : au service Afrique, le fameux secteur N. J'estimais y avoir fait mon temps.

Les sujets étaient essentiellement politico-sécuritaires, quand je préférais les thèmes transversaux (Chine, Russie, anti-terrorisme…). En désespoir de cause, je me suis retrouvé dans ce placard, où l'on n'avait pas vraiment besoin de moi. Mon titre : « conseiller recherche opération ».

Les jeunes agents avaient des idées préconçues sur l'Afrique et les Africains, et je n'avais aucune marge de manoeuvre. Dès qu'une mission était proposée, je déposais ma candidature. Jamais retenue…

Je me suis alors tourné vers le Quai d'Orsay afin de postuler premier conseiller dans une ambassade. J'ai choisi les pays où personne ne voulait aller : la Centrafrique, les Comores, la Guinée équatoriale. Là, ma candidature a beaucoup intéressé. Malheureusement, elle pouvait être retenue seulement si aucun employé du ministère des Affaires étrangères n'était disponible. À chaque fois, je me retrouvais sur la *short list.* Mais à chaque fois, je suis resté dans mon placard du secteur N. J'ai aussi postulé pour une mission de six mois au Tchad, conduite par la DGSE. On recherchait un conseiller pour le général qui commandait le dispositif militaire français, notamment présent au Mali et au Niger, les pays voisins. Alors que j'étais le seul candidat, le directeur du Renseignement refusa de m'envoyer à N'Djaména : « Trouvez-moi quelqu'un de plus jeune ! », avait-il déclaré.

Face à cet âgisme, j'ai refusé de me laisser faire. Sans hésiter, je me suis plaint à l'Inspection générale. J'ai été entendu, mais cela n'a rien changé. Le temps a passé, ma motivation était de plus en plus chancelante, même si je m'efforçais de conseiller autant que possible les jeunes agents.

C'est alors que je fus convoqué pour la traditionnelle commission d'évaluation de poste pour établir le bilan détaillé de mes trois années djiboutiennes. Mon bilan fut jugé très bon. Face à la commission, je lus à voix haute la conclusion écrite en bas de la feuille : « Apte à repartir dans un poste d'une catégorie équivalente. »

– Avez-vous quelque chose à dire ? demanda un membre de la commission.

– Oui. Dans ces conditions, je pense que je peux postuler à nouveau ? Mon âge ne semble pas avoir d'incidence ?

Le directeur du renseignement me répondit, les yeux dans les yeux.

– Oui, mais tu comprends, à soixante ans, on n'a pas la même pêche qu'à quarante.

– Certes, mais faire de la recherche en poste à l'étranger, ce n'est pas courir un marathon. Cela dépend avant tout des facultés intellectuelles.

– Oui, oui, mais il n'y a pas que les postes, il existe aussi des missions.

– Très bien, mais j'ai été refusé pour la mission au Tchad. C'est encore libre, alors je peux postuler ?

Deux jours après, j'étais désigné pour une mission de six mois à N'Djaména. « Tu vois, il ne fallait pas désespérer », me glissa le directeur.

Excité comme un débutant, j’entamai ma préparation, je rencontrai le général qui commandait les forces et les différents interlocuteurs du dossier. J’avais déjà tout appris par coeur. Deux semaines plus tard, je reçus un coup de téléphone du directeur, mais je manquai l’appel. Dans l’instant, il m’expédia un e-mail :
*Richard, je suis désolé, mais compte tenu du décès du président Déby, la mission va être requalifiée et ton profil ne correspond plus. Par conséquent, je suis obligé de reporter la décision de ta nomination.*Dégoûté, je lui ai demandé de plus amples informations. En fait, aux obsèques du président tchadien, le directeur général s’était entretenu avec le chef de poste à N’Djamena.
– Le chef de poste nous a dit qu’il n’était pas intéressé par ta venue au Tchad.
– Pourquoi ? Je le connais peu.
– Je ne sais pas. Mais c’est terminé pour toi.
J’ai finalement compris pourquoi il ne voulait pas de moi. Il entendait conserver la main sur le dossier tchadien et voyait d’un mauvais oeil l’arrivée d’un agent plus expérimenté que lui dans sa zone. Compréhensible qu’il ait eu peur de la concurrence, mais comment voulez-vous désigner un jeune agent comme conseiller d’un général expérimenté ? Ce n’est pas sérieux. Un conseiller a forcément de l’expérience et de l’âge. En outre, je ne pense pas qu’un militaire soit mieux placé, car comment imaginer qu’un lieutenant ou un capitaine ose aller contre l’avis d’un général ? Bref, on peut retourner le problème dans tous les sens, mais je suis en mesure d’affirmer avec certitude que j’avais le profil pour cette mission.

Après ce nouvel échec, j'étais désespéré. Toutes les portes s'étaient refermées devant moi. Ma carrière était terminée. Je ne parvenais plus à dormir. Je n'arrivais plus à me lever le matin. Démotivé, j'arrivais à la Centrale à onze heures le matin. Évidemment, je reçus des remontrances de ma cheffe de secteur que je connaissais depuis une dizaine d'années :

– Qu'est-ce que tu fiches ? On t'attendait.

– Vous m'attendiez pour faire quoi ? Vous n'avez pas besoin de moi.

– Si, les jeunes avaient besoin de ton aide.

– Ouais.

– Tu ne peux pas continuer ainsi. Arriver à onze heures le matin, ça donne une mauvaise image.

– Je suis fatigué, j'en ai marre, marre, marre.

La situation n'a fait qu'empirer.

Pour sortir la tête de l'eau, j'ai cherché du travail dans le privé. Sans l'autorisation de ma direction, je me suis rendu à Djibouti. En effet, un agent devait écrire une demande soumise à autorisation pour chaque départ à l'étranger, quel que soit le motif. Surtout, il était formellement interdit de retourner dans le pays de son ancien poste pendant trois ans (sauf pour ceux de l'espace Schengen). J'étais donc doublement en faute, mais j'avais une possibilité d'emploi dans le pays de la péninsule arabique. Je n'y suis resté qu'une semaine pour quelques entretiens, mais à Djibouti-Ville, tout le monde m'a reconnu. Mon successeur s'est interrogé sur ce que je manigançais là-bas. L'information a traversé la Méditerranée.

De retour à Paris, je fus convoqué et sérieusement sermonné. J'ai ainsi décidé de faire valoir mes droits à la retraite au 1 juillet 2022.

J'ai passé la main à mon successeur, mais je n'avais qu'une seule hâte : quitter la Centrale. Depuis mon retour de mission à Djibouti, ma vie professionnelle n'avait été qu'un chemin de croix. Je n'attendais pas qu'on se prosterne devant moi pour le travail réalisé. De simples miettes (une mission, n'importe où) m'auraient suffi. Je n'allais pas rester à la DGSE jusqu'à plus soif.

Après une dernière mission, j'aurais pris ma retraite à soixante-quatre ou soixante-cinq ans. C'était raisonnable. Beaucoup de mes collègues en convenaient.

Finalement j'ai quitté le service à soixante-trois ans, englué dans cette logique absurde de l'administration française : à partir de soixante ans, c'est fini pour le marché de l'emploi. Aujourd'hui, j'enrage en suivant les débats parlementaires et sociétaux sur la réforme des retraites. On nous parle de l'urgence à faire travailler les séniors plus longtemps afin de sauver le système des retraites à la française. La réalité ? Dans l'administration, les séniors sont rangés dans un placard, et dans le privé, ils sont mis à la porte. À moins d'être copain avec le directeur – ce qui n'était pas mon cas –, il n'y avait rien à faire. Je me suis heurté à un mur. Certains de mes collègues avaient besoin de rester jusqu'au bout du bout – parfois soixante-sept ans – parce qu'ils avaient eu des enfants tard et devaient financer leurs études, par exemple. De soixante à soixante-sept ans, ils ne fichaient plus rien ! De l'ennui subventionné. Ma déception était immense. J'ai donné

toute ma vie à la DGSE pour une triste fin en queue de poisson.

Les militaires n'ont pas ce problème. Comme ils quittent leur carrière plus tôt, ils ont le temps de se recaser à nouveau dans le privé. À cinquante ans, bien plus facile qu'à soixante-deux. Qui embauche des gens de soixante-deux ans ?

Je suis loin d'être le seul dans ce cas. L'un de mes collègues et amis, spécialiste reconnu de l'Asie, diplômé de l'INALCO (Institut national des langues et civilisations orientales) et chef de poste à plusieurs reprises, fut lui aussi victime de ce jeunisme stupide. Ses multiples candidatures furent rejetées et il a terminé dans un placard comme conseiller exploitation avant de jeter l'éponge et de prendre sa retraite un peu avant moi.

Un autre a été nommé conseiller séniorité et médiateur pour les jeunes agents auprès du directeur du renseignement. Une coquille vide. Seul dans un bureau, il ne voyait pas une seule personne dans la journée. Honteux. Il avait pourtant un grade d'administrateur hors classe appartenant à une catégorie de haut fonctionnaire. Il a fini par craquer et a demandé son départ. Comme beaucoup d'autres.

Lorsque mon dernier jour est arrivé, le 30 juin 2022, je suis passé dans tous les bureaux du service Afrique pour faire mes adieux. Je n'ai même pas organisé le traditionnel pot de départ. Un collègue m'a questionné :

– Tu ne vas pas partir comme ça ?

– Ben si.

J'ai quitté mon bureau vers dix-huit heures pour la dernière fois. Mon successeur m'a regardé partir l'air

attristé. J'avais la boule au ventre. Dans la cour, je me suis dirigé vers le poste de garde. J'ai rendu mon badge, mon pass informatique et ma carte professionnelle bleu-blanc-rouge au jeune responsable de la sécurité. J'ai terminé au grade d'attaché principal, l'équivalent d'un lieutenant-colonel.

– Vous quittez la DGSE ? m'a-t-il demandé.

– Oui… Ça faisait quarante-quatre ans que j'étais là… Je n'oublierai jamais ce moment. La porte coulissante s'est ouverte, et je me suis retrouvé sur le trottoir. C'était fini.

En un souffle, l'agent secret n'existait plus. Il ne restait plus qu'un type de soixante-trois ans. Un retraité. Un sénior. Un homme en pleine forme, mais démodé, périmé. J'ai fermé les yeux et repensé au matin du 1 décembre 1978, sur ce même trottoir de la DGSE qui s'appelait encore le SDECE. Je venais de terminer mon service militaire, c'était mon premier jour d'agent au sein du service.

À l'époque, je me demandais fichtrement ce que j'allais faire dans cette administration. Quarante-quatre ans plus tard, on peut dire que j'y ai réalisé de belles choses, et tant pis si la direction m'a effacé d'un coup de gomme.

Ma carrière parle pour moi. Là, sur ce trottoir à proximité du tramway, une jeune femme me sortit de ma torpeur. Astrid rentrait chez elle. J'avais formé cette future espionne entre chacune de mes missions.

– Ça va, Richard ? Tu n'as pas l'air bien.

– C'est fini. Je pars.

– Comment ça ?

– La retraite… Pas le choix… Soixante ans, trop vieux pour servir !

– En tout cas, je tiens à te remercier pour tout ce que tu as fait pour moi, et pour tous les jeunes de la Centrale.

Elle m’a fait la bise et je suis rentré chez moi pour toujours. J’ai seulement remis les pieds à la DGSE pour le pot de départ de mon épouse Irène, quelques mois plus tard, à la cafétéria. Irène a pris sa retraite six mois après moi, à la suite d’une carrière hachée et une pension de retraite diminuée de moitié. C’est d’ailleurs pour cela que de moins en moins de jeunes veulent partir en poste pendant trois ans, comme je l’ai fait à quatre reprises dans ma carrière. Je peux les comprendre. Pour me suivre, mon épouse a été contrainte de prendre des « disponibilités ».

Pendant toutes ces annés, elle n’a pas travaillé et n’a donc pas cotisé Une catastrophe financièe en bout de course. Heureusement que ma pension est bonne, car la sienne repréente une portion de fromage àtrous. On pourrait favoriser l’emploi des éouses ou des maris dans les ambassades, ou bien des groupes para-étatiques, mais rien n’a été fait, alors que la relation avec le Quai d’Orsay est excellente. Comme pour la séniorité, la direction générale s’en fout et se contente de commander quelques audits bidons en la matière.

Par ailleurs, si le conjoint de l’agent travaille dans le privé, il est parfois délicat de quitter son poste pendant trois ans, au risque d’être définitivement écarté au retour à Paris. Forcément, les jeunes refusent de partir en célibataire. Trois ans sans la famille, difficile à imaginer.

Désormais, les jeunes générations privilégient des missions courtes, d’un an maximum, avec une aération tous les deux ou trois mois. Pour une famille, c’est plus facile à gérer.

Le système est très mal organisé. Les idées sont nombreuses, mais dans les faits, rien n’a jamais bougé. Il faudrait changer les choses autour de notre statut spécial, afin d’offrir au moins la possibilité aux conjoints de cotiser quand ils suivent leur espion de mari ou leur espionne de femme ! La seule possibilité : racheter dix trimestres pour un coût de 32 000 euros. L’heureux détenteur d’une telle somme ferait mieux de la conserver sur ses comptes d’épargne…

Je ne vois pas comment les choses peuvent évoluer sans réelle volonté de la direction du service. Un an à peine après mon départ, la DGSE représente déjà mon passé. Certains de mes jeunes officiers ont gardé le contact avec moi. L’un d’entre eux m’appelle « Papa » et me donne régulièrement de ses nouvelles.

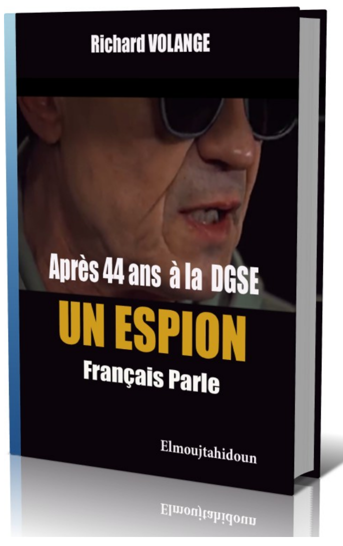
Si ma carrière s’est mal terminée, j’aimerais qu’il en soit autrement pour les prochaines générations. Personne ne mérite une telle fin, brutale. Sans une force de caractère à toute épreuve, on est balayé, écorché pour le restant de sa vie. Certains ne le supporteront pas. J’éprouve toujours des difficultés pour dormir. Trop vieux pour servir. Trop jeune pour l’accepter.

REMERCIEMENTS

Je remercie mon épouse pour m’avoir accompagné et soutenu dans ma carrière, et accepté de mettre la sienne entre parenthèses, Merci à mes enfants que j’aime très fort pour qui je suis conscient de ne pas avoir toujours été présent pendant leurs jeunes années, Merci à ma soeur et mon beau-frère qui se sont occupés de ma mère lors de nos séjours à l’étranger,

SOMMAIRE

(..) *après avoir passer plus de 44 ans comme espion à la DGSE, Richard volange, pense que la DGSE est très mal organisé. Les idées sont nombreuses,mais dans les faits, rien n'a jamais bougé. Il faudrait changer les choses autour du statut spécial de l'espion, afin d'offrir au moins la possibilité aux conjoints de cotiser quand ils suivent leur espion de mari ou leur espionne de femme !*



La seule possibilité: racheter dix trimestres pour un coût de 32000 euros. L'heureux détenteur d'une telle somme ferait mieux de la conserver sur ses comptes d'épargne…
Si sa carrière s'est mal terminée, il aimerais qu'il en soit autrement pour les prochaines générations. Personne ne mérite une telle fin, brutale. Sans une force de caractère à toute épreuve, l'espion est balayé, écorché pour le restant de sa vie. Certains ne le supporteront pas. Il éprouve toujours des difficultés pour dormir. Trop vieux pour servir. Trop jeune pour l'accepter